ÉCHANGES

N° 148 — Eté 2014 — 3 euros

bulletin du réseau
« Echanges et mouvement »

Les **PARIAS** à l'assaut de la forteresse Nord, p. 3 ◆ Les barrières terrestres dans le monde, p. 6
A **GAZA,** gaz et pétrole nourrissent le conflit, p. 11. Annexes, p. 13 ◆ Dans les publications : monde, p. 20

Quel sort pour les **TRAVAILLEURS UKRAINIENS** ?, p. 25 Un début de réponse, p. 27 ◆ Dans les publications : Europe, p. 34

CORRESPONDANCE. Les partis communistes et les paysans, p. 40 ◆ « Saisir les termes actuels de l'affrontement de classe », p. 45 ◆ « Me revoilà au fondement de mes interrogations sur les luttes », p. 47 ◆ William Morris et le travail, p. 48 ◆ Magouilles syndicales, p. 50 ◆ Gaz de schiste, p. 50 ◆ ICO et l'IS, p. 52

Théorie. **LA CLASSE PRODUCTRICE DE PLUS-VALUE** à l'échelle mondiale, p. 53 ◆ Dans les publications : théorie, histoire... p. 62

Liste de documents disponibles à Echanges, p. 72

ÉCHANGES N° 148 — Eté 2014

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e

☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er

☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er

☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er

☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue, 93100.— michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e

☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e

☎ 01 43 25 52 10

Magpresse, 16 rue Linné, 5e

☎ 01 09 64 48 79 94. — ephemerides@la-poste.net

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er

☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e

☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e

☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e

☎ 01 43 71 21 07

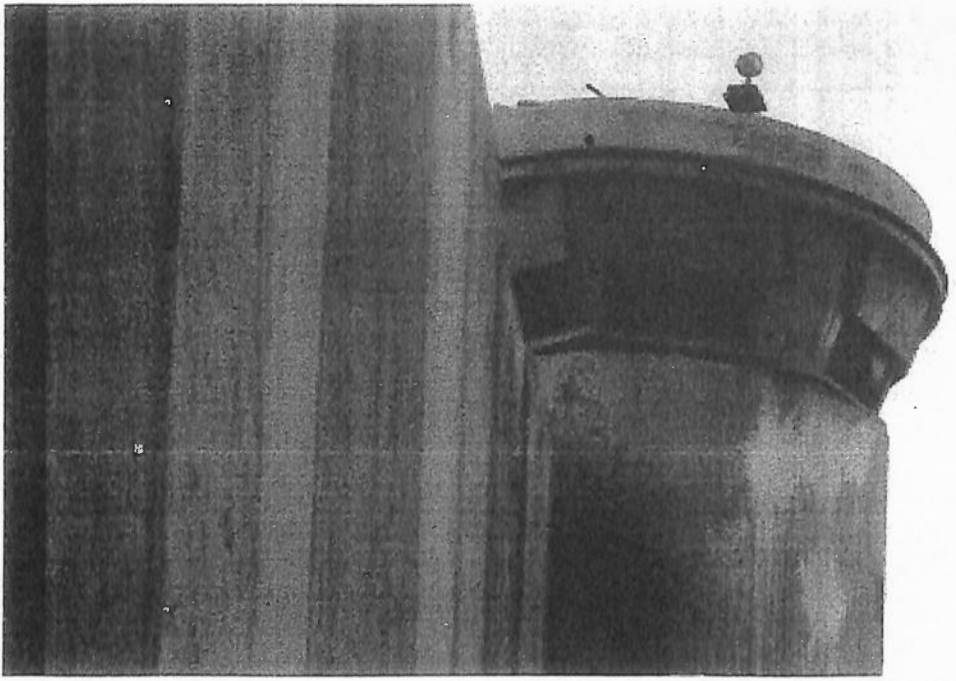
COMMUNISME* OU BARBARIE

LES PARIAS À L'ASSAUT DE LA FORTERESSE NORD

CHAQUE JOUR, presque chaque heure, nous apporte son flot d'informations sur ces guerres classiques qui n'osent pas dire leur nom, entre Etats ou à l'intérieur d'un Etat, et qui continuent de coexister même si l'une chasse l'autre dans la diffusion médiatique au gré des exactions, des atrocités, de la menace des intérêts des grandes puissances ou des interventions directes ou indirectes de celles-ci. L'Ukraine prend le devant de la scène sur Gaza qui peut supplanter l'Irak et le Kurdistan qui camoufle ce qui se passe en Syrie et met un voile sur les interventions militaires en Centrafrique, et vice et versa. Mais ce n'est pas de ces conflits « ouverts » que nous voulons parler, bien qu'ils jouent un rôle dans une autre guerre, bien plus généralisée celle-ci, mais ignorée et seulement médiatisée d'une manière parcellaire, plus comme un fait divers que comme une guerre bien particulière. Ce qui est certain, c'est que de plus en plus les populations fuient ces zones de combat ou en sont expulsées pour des raisons ethniques ou religieuses.

De temps à autre, ces derniers conflits sont supplantés ponctuellement par les faits d'armes de ces guérillas ethniques, religieuses, nationalistes, défensives contre une assimilation ou un projet capitaliste grandiose qui détruit leur environnement. On trouve de ces guérillas de plus ou moins grande dimension et de durée variable dans presque toute l'Afrique, le Sud-Est asiatique ou en Amérique centrale ou du Sud. Hors ces percées médiatiques ponctuelles, elles tombent souvent dans les coulisses

* « Communisme » n'a rien à voir avec le capitalisme d'Etat style soviétique ou chinois ou les différentes moutures social-démocrates. Il postule une société où il n'y a pas d'exploitation de l'homme par l'homme et où chacun décidera par lui-même quelle sera son activité et comment il l'assumera. Les parias que sont les migrants de partout sont à l'extrême d'un monde communiste car dans leur destin, ils ne sont maîtres de rien, soumis d'un bout à l'autre de leur vie à toutes les contraintes d'un système auxquelles ils tentent d'échapper pour tomber dans d'autres contraintes.



http://clemetstan.blogspot.fr/2011_06_01_archive.html

de l'oubli. Qui se soucie aujourd'hui, dans la montée chaotique des guerres « régulières », de l'esclavage sexuel forcé des 270 lycéennes enlevées par Boko Haram ? Qui se soucie aujourd'hui de l'activité des FARC en Colombie ou des nuisances des Maras en Amérique centrale ? Qui se soucie de la guérilla du Front Moro islamique de libération (MILF) aux Philippines ? Qui se soucie du combat des Ouïghours dans le Xinjiang chinois ? Pourtant, tout comme les guerres « régulières », ces guérillas alimentent par leur présence et par la répression des gouvernements « légaux » les troupes de cette guerre ignorée.

Surexploitation de la nature

Au-delà de ces guerres reconnues comme telles, même si elles ne tiennent pas la vedette médiatique du moment, d'autres facteurs que tous ces conflits contribuent à alimenter cette armée de l'ombre : plus que ces guerres, ces facteurs illustrent une situation mondiale chaotique qu'un capitalisme envahissant contribue à créer et dont les conséquences créent d'autres problèmes insolubles tout en renforçant ce chaos. Tout tourne finalement autour d'une surexploitation de la nature pour l'ensemble de ses productions, qui entraîne à la fois une dépossession directe des éléments de vie de toute une population, de l'autre une dégradation générale de cette nature dont les effets contribuent indirectement à d'autres dégradations et à d'autres dépossessions.

Concrètement, d'un côté l'extension intensive du capitalisme, dans des zones où il n'avait pénétré que relativement, fait que la concurrence capitaliste dans la produc-

tion agricole et l'introduction de produits de large consommation réduisent les possibilités de vie des autochtones, alimentant cette armée des ombres réduite à chercher ailleurs de quoi survivre.

D'un autre côté, renforçant éventuellement cette dépossession par les dégradations qu'elle entraîne, l'utilisation intensive, irrépressible et incontrôlée des combustibles fossiles (liée à d'autres facteurs moins importants mais relevant aussi de ce développement fou du capitalisme) est la cause d'un dérèglement climatique à l'échelle mondiale. Les conséquences de ce dérèglement se révèlent multiformes, tant par des alternances de sécheresses catastrophiques et de pluviométrie intense que par la récurrence de phénomènes ponctuels désastreux (ouragans, typhons, tornades, etc.) ou la montée régulière irréversible des eaux marines envahissant les basses plaines côtières et renforçant le pouvoir destructeur des marées et des tempêtes. Des populations entières sont réduites à l'exode et doivent chercher d'autres territoires où survivre.

Ces populations sont ainsi poussées par différentes situations, réduites à tout quitter, parfois transitant dans des camps de personnes déplacées, parfois se lançant individuellement sur le chemin d'un exode pour tenter d'atteindre ce qu'ils croient, peut-être pas tant un eldorado mais au moins un endroit où la survie devient préférable à leur misère et à leur insécurité présentes. Ils sont ainsi des milliers, des millions à mener une autre forme de guerre, un assaut contre ce qu'ils pensent être des havres que sont les pays industrialisés, les bases du capital mondial, ceux-là mêmes qui sont la cause de leur migration forcée (mais qui pourtant subissent les contrecoups de leurs dérèglements qu'ils peuvent encore surmonter présentement).

Cette guerre inégale, ces combattants de l'ombre la mènent mains nues, sans autre arme que leur détermination prête à toute épreuve, même la plus dangereuse, en face d'un adversaire puissamment armé et protégé par des barrières supposées infranchissables. C'est une guerre sournoise, constante et si réelle mais qui se cache dans les replis d'une société dite « normale ».

Les petits soldats de cette guerre dont ils ont une faible conscience, ils la mènent dans l'exode, la misère, le mépris, la discrimination et parfois la mort. Ils viennent de partout où il y a, comme nous venons de le montrer, une misère imposée d'ailleurs et/ou l'insécurité et/ou un danger quelconque si menaçant qu'il leur faut quitter les lieux où ils ont vécu pour tenter d'entrer dans les pays où ils pensent trouver ce qu'ils n'ont plus, partir à l'assaut des forteresses que ces pays ont érigées pour se protéger de cette invasion persistante qui ne dit pas son nom.

Il y a bien deux camps, dont l'un ne se sait pas ennemi de l'autre, qui, lui, le sait : on parle du Sud partant à l'assaut du Nord, mais si c'est vrai en gros, il serait plus exact de parler du conflit entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas. Effectivement, cette armée des ombres monte souvent du Sud vers le Nord comme fascinée par une étoile qui les guiderait vers les paradis dont ils rêvent. Ils sont ainsi des millions, venus d'un réservoir humain inépuisable, rempli précisément par ceux-là même vers lesquels ils s'acheminent. La seule chose sur laquelle ils peuvent compter, outre leur farouche détermination, c'est la solidarité de leurs frères de misère et de combat. Ils sont

prêts à accepter toutes les vexations, toutes les humiliations, la faim, la soif et les violences pour atteindre ce Nord qui tient tous les espoirs d'une autre vie.

La forteresse Nord est bien protégée, une protection sans cesse perfectionnée. Une protection qui à chaque instant prélève sa part de cadavres par milliers, dans le temps par centaines de milliers.

Ces protections sont « naturelles » : les mers sans fond ou les bras de mer où se noient ceux qui se lancent sur des esquifs fragiles ou pourris, surchargés de ces volontaires de la mort programmée, les fleuves où se noient les nageurs inexpérimentés, les déserts où les attendent la soif ou la morsure des serpents. Les rubriques « faits divers » relatent régulièrement les victimes de ces tentatives dangereuses, mais seulement lorsque leur nombre est suffisant pour émouvoir les chaumières. Chacun connaît maintenant pour ces drames récurrents les détroits, celui de Sicile ou de Gibraltar, l'île de Lampedusa, le Rio Grande, mais beaucoup moins ceux de l'Océan Indien ou du Pacifique qui sont trop loin pour des larmes de crocodile (qui se souvient aujourd'hui des « boat people vietnamiens et chinois ?).

Des grillages aux drones

Là où il n'y a pas de protections naturelles de la forteresse, un peu partout dans le monde, des barrières terrestres ont été édifiées avec un luxe de techniques sans cesse perfectionnée (voir ci-contre) avec des moyens inouïs de détection qui vont de murs réels aux hauts grillages électrifiés, des caméras aux ondes radars, des miradors aux drones. Tenter de franchir ces barrières terrestres emporte aussi son lot de victimes, électrocutées ou tuées par balle,

(suite page 10)

LES BARRIERES TERRESTRES DANS LE MONDE

EUROPE

Est/Ouest (1948-1990) : pendant la guerre froide, le bloc soviétique ou Europe de l'Est était séparé de l'Europe de l'Ouest par des barrières de natures variées, l'ensemble étant désigné par l'expression « Rideau de fer », dont le Mur de Berlin était une partie.

Chypre : la « Ligne verte » ou « Ligne Attila » entre les parties Nord et Sud de l'île (1974) : 180 km.

Irlande du Nord (depuis 1972) : murs de la paix (Peace Walls) entre Irlande du Nord entre les quartiers catholiques et protestants de Belfast.

La Grèce s'est lancée en 2011 dans la construction d'un fossé long de 120 km, large de 30 m et profond de 7 m, le long de sa frontière avec la Turquie. Et la **Bulgarie** érige un mur de barbelés sur sa frontière avec la Grèce.

PROCHE-ORIENT

Israël-territoires palestiniens : en Cisjordanie, la construction par Israël de la « barrière de sécurité » a commencé en 2002 en pleine intifada, dans le but d'empêcher des infiltrations de « terroristes » palestiniens en Israël. Cette barrière, longue d'environ 681 km, empiète sur des terres agricoles et certains y voient une tentative d'annexion de territoires. Le gouvernement israélien assure de son côté que cette « barrière de sécurité » ne préjuge en rien du tracé (encore à négocier) des futures frontières.

Irak-Koweït : barrière électrifiée commencée en 1991 par le Koweït.

Arabie saoudite-Irak : l'Arabie saoudite a décidé de construire une barrière de protection moderne avec l'Irak pour empêcher les terroristes d'entrer sur le territoire saoudien.

EAU-Oman : les Emirats arabes unis édifient

à leur frontière avec le sultanat d'Oman une barrière afin de dissuader l'immigration clandestine.
Arabie saoudite-Yémen : barrière commencée en 2003
Turquie-Syrie : projet de construction par les autorités turques d'une barrière de 2,5 km aux environs du poste frontière de Cilvegözü suite à une attaque terroriste attribuée à Damas le 11 février 2013 et un attentat dans la ville turque de Reyhanli le 11 mai 2013 (46 morts).

AMÉRIQUE

Etats-Unis-Mexique : une partie de la frontière entre les deux pays est protégée par des barrières. Le Secure Fence Act, promulgué en 2006, prévoit d'étendre considérablement les barrières existantes. Il devrait y avoir environ 1 200 km de frontières fortifiées fin 2008, Les installations bénéficient d'importants moyens technologiques : systèmes d'éclairage, de capteurs et de radars. Selon un sondage, 53 % des Américains seraient hostiles à ce projet.

ASIE DE L'EST

Chine-Corée du Nord : au nord de la ville de Dandong, les autorités chinoises ont aménagé une barrière de fils de fer barbelés, pour éviter l'afflux d'immigrés illégaux nord-coréens.
Corée du Sud-Corée du Nord : bande de terre de 248 km de long sur 4 km de large, servant de zone tampon entre la Corée du Nord et la Corée du Sud depuis 1953.

ASIE DU SUD

Inde-Pakistan (Cachemire)
Inde-Bangladesh : l'Inde n'en finit pas, depuis 1993, de construire sur sa frontière avec le Bangladesh, soit plus de 4 000 km, la plus longue barrièredu monde. D'après le gouvernement indien, cette barrière a plusieurs raisons d'être : enrayer l'immigration illégale, limiter les trafics de drogues et d'armes, ainsi que couper certains mouvements indépendantistes actifs du Nord-Est de l'Inde (Tripura, etc.) de leurs camps d'entraînement au Bangladesh (camps dont le gouvernement du Bangladesh nie l'existence).
Pakistan-Afghanistan : le Pakistan a entrepris en mars 2007 la construction d'une barrière de séparation sur sa frontière avec l'Afghanistan. La clôture devrait mesurer 32 km de long et traverser le territoire pachtoune. L'objectif d'Islamabad est d'empêcher l'infiltration des islamistes armés.

ASIE CENTRALE

Ouzbékistan-Turkménistan et **Kirghiztan-Ouzbékistan :** frontières fermées avec construction d'un mur de séparation.
Tadjikistan-Ouzbékistan et **Afghanistan-Ouzbékistan :** frontières fermées en raison de rivalités sur l'eau et la crainte de groupes islamistes radicaux.

AFRIQUE

Espagne-Maroc : les villes autonomes espagnoles de Ceuta et de Melilla, enclavées sur la côte méditerranéenne du Maroc, sont séparées du territoire marocain par des doubles clôtures de 6 m de hauteur, pour arrêter l'immigration clandestine.
Sahara occidental : afin de garder le Sahara occidental des incursions du Front Polisario venant de l'extérieur, le Maroc a construit eun mur à partir de 1980.
Botswana-Zimbabwe : le Botswana a mis en place une barrière métallique électrifiée de 2,50 m de haut, longue de 500 km sur sa frontière avec le Zimbabwe, empêchant toute migration du travail en provenance de ce pays.
Djibouti : un barrage a été installé entre septembre 1966 et 1982, dans l'objectif jamais atteint de restreindre l'accès des migrants à la ville de Djibouti.

Etats-Unis : la police, les gangs, les milices...

En 2014, la totalité de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique sera sécurisée. Malgré l'augmentation du nombre de victimes, le flot de migrants ne tarit pas.

Projecteurs, caméras infrarouges, bandes armées et patrouilles de la police frontalière – pour passer au riche Nord, il vaut mieux être bien préparé. Néanmoins, d'innombrables personnes essaient chaque année de franchir, sans papiers, la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis. Près de 500 000 d'entre elles atteignent le sol américain. Ces personnes viennent du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Mexique, ou même du Sud profond de l'Amérique latine. Une grande partie des migrants doivent passer de longs jours et de longues nuits dans des trains ou des bus déglingués avant d'oser faire le saut «de l'autre côté». Certains ont dû vaincre les difficultés qu'entraîne l'entrée illégale par la frontière sud du Mexique: le harcèlement des policiers corrompus, les raids des gangs, le danger mortel de monter dans un train de marchandises en marche. D'autres se terrent depuis longtemps à Tijuana, Ciudad Juárez et d'autres grandes villes apparues le long des 3144 kilomètres de la frontière, entre l'océan Pacifique et le golfe du Mexique.

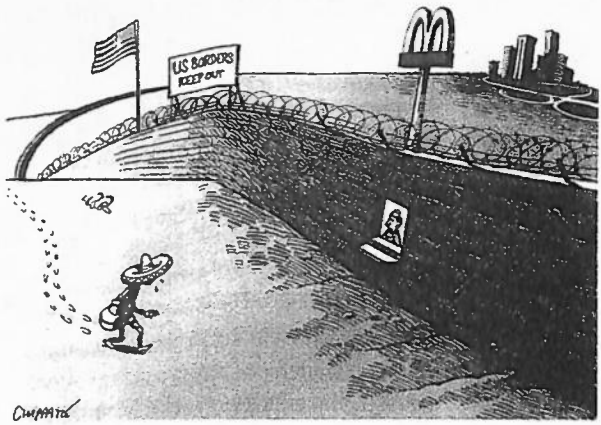
Rares sont les passages réussis du premier coup. Ces hommes et ces femmes doivent alors galérer à travers des paysages arides et secs, franchir des clôtures ou essayer à nouveau de se cacher entre des boîtes à l'arrière d'une camionnette. Tout cela pour être repoussés maintes et maintes fois par la «migra», les agents de migration américains, ou pour tomber dans les mains des milices racistes qui luttent contre l'immigration dans les Etats du Sud des Etats-Unis.

Texte complet dans *Amnesty*, n°60 (février 2010), et sur http://www.amnesty.ch/fr/actuel/magazine/2010-1/

Minutemen, organisation de milices anti-immigrants à la frontière

(...) La nuit du 3 avril 2005, des vigiles armés campent le long de la route frontière dans un de ces postes établis par le «projet Minuteman», dans une action qui réunit 150 à 200 militants anti-immigrants, portant un insigne en plastique « Agent de patrouille de la frontière contre les sans-papiers ». Ils se sont mobilisés dans le sud de l'Arizona, et affirment que leur travail est de « faire ce que le gouvernement refuse de faire » et de «protéger les Etats-Unis » contre les « dizaines de millions d'envahisseurs étrangers qui pillent notre nation ».

Dans ce poste, les Minutemen font griller des saucisses et plaisantent sur les meurtres qu'ils ont commis. «Cela devrait être légal de tuer des illégaux», déclare Karl, 69 ans, retraité des Forces Spéciales qui combattirent au Vietnam : « Je leur tire dessus à vue. C'est ma politique anti-immigration. Tu forces l'entrée dans mon pays, tu meurs. » Karl est armé d'un revolver trafiqué pour tirer des balles à fragmentation. Il porte cette arme de poing dans un étui sous son teeshirt rouge, blanc et bleu qui proclame «Mauvais sujet américain». [Il y a ici aussi] deux membres de l'organisation néo-nazie National Alliance, Johnny et Michael, vêtus de tenues de camouflage militaire et armés de pistolets semi-automatiques. Plus tôt, dans la journée, ils ont pris une position de sniper dans les collines de cactus au nord de la frontière, pourvus de boussoles et de cartes. « Je suis totalement



Dessin de Chapatte paru dans* Neue Zürcher Zeitung am Sonntag *(Zurich) le 22 mai 2006. Publié sur http://hgplace.blogspot.fr/2011_09_01_archive.html

d'accord, ajoute Michael. On est là avec un fusil et on commence à tirer sur quatre ou cinq d'entre eux par semaine. Les 4 ou 5 milliers qui les suivent devront penser à deux fois avant de traverser la frontière. »
Texte complet sur
http://www.splcenter.org/get-informed/intelligence-report/browse-all-issues/2005/summer/arizona-showdown

7 millions de sans-papiers sont salariés

(...) Il y a une certaine image, devenue dominante, qui est celle du travailleur journalier de rue, qui vient vendre sa force de travail tous les matins sur des parkings ou des stations-service. En fait, comme dans bien d'autres pays développés, la majorité des sans-papiers occupent des emplois formels dans l'économie légale. Ce qui signifie qu'ils cotisent, et on a même pu calculer que les cotisations versées sur des numéros faux ou erronés représentaient en 2005 la somme de 56 milliards de dollars, soit 1,5 % de la masse salariale. Les cotisations versées annuellement équivalaient à 10 % du besoin de financement des retraites par répartition aux États-Unis ! Certains secteurs ont un recours très important aux sans-papiers. 7 millions de sans-papiers sont salariés, ils représentent 5,4 % de la main-d'œuvre. Dans certains États, c'est plus de 70 % de la main-d'œuvre agricole. Mais ils se retrouvent aussi dans le secteur de la construction, et largement dans l'industrie déqualifiée : usines de poulets, de vêtements... Ils ont pénétré plus largement qu'en France le secteur industriel. Ils sont tellement nombreux qu'une partie d'entre eux sont très bien intégrés au tissu économique américain. Bien qu'il y ait des plafonds indépassables, ils peuvent gravir des échelons. 60 % des salariés sans papiers n'ont pas de couverture santé, ce qui veut quand même dire que 40 % d'entre eux en ont une, et ils l'ont comme salariés d'entreprise, en partie comme tout le monde (...)

http://www.npa2009.org/content/sans-papiers-aux-etats-unisentretien-avec-sebastien-chauvin

A lire aussi :

◆ Jean-Paul Mari, « Carnets du Rio Grande», http://www.grands-reporters.com/Carnets-du-Rio-Grande.html
◆ Voir page 20 « Le mythe du melting pot. »

(suite de la page 6)

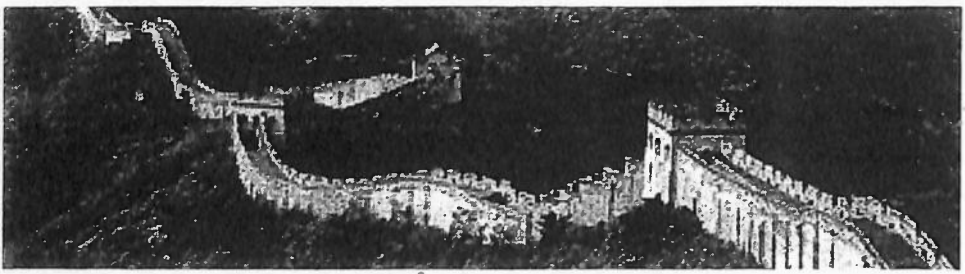
mais individuellement, ce qui n'attire guère l'attention médiatique. Pour donner aux sceptiques une idée de la dimension de l'assaut contre la forteresse Nord, citons seulement le cas de la Grèce : en 2010, 30 000 migrants ont été interceptés sur les rives de l'Evros en Thrace, et on évalue à 128 000 ceux qui sont passés cette année-là dans les mailles du filet. En 2009, il y aurait eu 2 millions d'immigrants illégaux en Grèce en transit vers l'Europe. Même quand ils se heurtent mains nues à ces murailles naturelles ou humaines répandues à travers le monde, ces milliers, centaines de milliers, millions mêmes, ne savent pas qu'ils mènent une guerre contre un ennemi non identifié – sauf par sa peur d'être submergé par tous ces parias portés par leur nombre et leurs espoirs. Un espoir de vaincre porté par un désir de vivre plus fort que la mort. Si eux ne le savent pas qu'il mène une guerre sans merci, leur ennemi, lui, le sait.

Il le sait si bien que pour contenir les possibles petits soldats de cette persistante invasion, les « personnes déplacées » par différents méfaits du capital, sont parquées, non plus dans les « camps de rétention » trop connus sur les territoires nationaux, mais dans d'autres camps édifiés un peu partout dans le monde sous couvert humanitaires par ceux-là mêmes, les « grandes puissances » du capital, qui les ont poussés dans une telle situation. Ils sont ainsi plus de 50 millions à pourrir littéralement derrière des barrières destinées également à les prévenir de venir grossir ceux qui sont déjà partis à l'assaut de la forteresse, une sorte d'armée de réserve difficilement contenue.

En face d'eux, menant cette guerre implacable se trouve un ennemi bien plus dangereux que la police et l'armée des Etats et leurs protections naturelles ou pas, ces répressions connues qu'ils craignent, connaissent et peuvent tenter de déjouer les pièges et de tourner les protections. C'est un ennemi inconnu, une sorte de figure mythologique aux cent bras et cinquante têtes – cent bras qui incarnent humiliations, vols, chantages, viols, esclavage temporaire, rançons, violences physiques, participation obligatoire à des trafics dangereux. La liste n'en est pas exhaustive, mais tous sont perpétrés par des hommes de hasard avides de gain profitant de leur faiblesse, souvent des marginaux comme eux. Et quand une partie d'entre eux ont réussi à échapper aux obstacles « légaux » et aux dangereuses tentacules et pensent avoir atteint la Terre Promise, de « bons citoyens » du pays où ils ont enfin pénétré peuvent les attendre sous forme de milice pour leur donner le baiser de mort (voir p. 8).

Et s'ils en réchappent, la galère du sans-papier constamment aux abois, le bagne de l'usine ou l'esclavage agricole les attendent. Ou un internement dans une prison ou dans un de ces innombrables camps de rétention pour l'expulsion et un retour à la case départ.

H. S.



À GAZA,

GAZ ET PÉTROLE NOURRISSENT LE CONFLIT

On ne peut s'empêcher de constater les coïncidences entre les accords d'exploitation avec des sociétés étrangères et les offensives d'Israël

«On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels.» (Anatole France, 1920)

On croit se battre pour un Etat, on se bat pour le pétrole et le gaz.

On croit se battre et/ou manifester pour une cause juste, pacifique et/ou humanitaire, on se bat inévitablement aux côtés de ceux qui méprisent cette cause et se battent pour tout ce contre quoi on lutte : un Etat, une religion, un communautarisme.

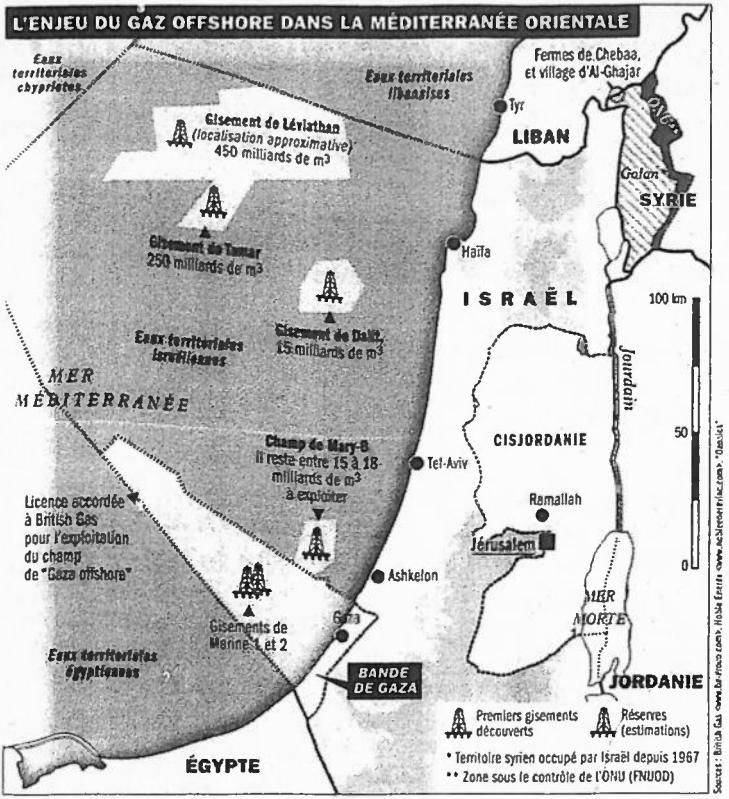
On peut penser tout connaître sur Gaza, ce camp retranché où croupissent près de deux millions de « Palestiniens » dans ce que l'on peut appeler, à la suite de tant d'autres, « un énorme camp de concentration» (voir annexe 1). Mais, si parfois on sort de prison, l'immense majorité de ceux qui subissent cet enfermement ne peuvent sortir de Gaza, sauf dans la mort ou vers une autre prison en Israël.

Mais au-delà des reportages de tous genres, des déclations politiques, des engagements du bout des lèvres, des protestations et/ou soutiens humanitaires camouflant souvent des intérêts politiques et/ou économiques, la réalité n'a que faire de toutes considérations hors de l'affirmation d'un rapport de forces sous-tendant des stratégies économiques et politiques et dépasse largement la guerre dans ce minuscule bout de territoire. Ce conflit n'est pas seulement dans une totale disproportion de forces entre un Etat existant – Israël – et un Etat qui voudrait exister comme tel – l'Autorité palestinienne.

Le conflit qui remonte au moins à 1948, date de création de l'Etat d'Israël, ne concerne pas seulement ces deux protagonistes : il est d'abord un maillon dans les stratégies globales des puissances mondiales, prenant une forme spécifique dans les affrontements du Moyen-Orient spécialement autour du contrôle du pétrole, se localisant autour de ces tentatives de créer un Etat palestinien et tirant en partie ses orientations dans les problèmes internes propres à l'Etat d'Israël lui-même.

Nous n'avons pas l'intention dans ces lignes de développer des analyses à la fois historiques et actuelles de chacun de ces points mais de donner des documents qui peuvent aider à la compréhension de la situation présente.

Prenons d'abord la situation intérieure d'Israël (voir annexe 3). L'économie d'Israël dépend pour une grande part des relations avec l'ensemble du monde car, en dehors de son agriculture, l'Etat jusqu'à récemment n'avait aucune ressource natu-



relle (notamment, un tiers de ses exportations et importations se font avec l'Union européenne, et il dépendait du monde pour l'ensemble des matières premières dont le gaz et le pétrole). Cette situation implique le contrôle de l'économie de la Cisjordanie et de Gaza et un important apport de l'immigration, ce qui n'est pas sans causer des problèmes à la fois intérieurs et dans les relations internationales. L'ensemble et l'impact de la crise engendrant une tension sociale permanente, la tentation est grande de faire dévier – une solution classique – le mécontentement sur l'engagement patriotique dans un conflit ouvert avec les Palestiniens.

Cette tentation est d'autant plus à portée de main que la présence d'entités palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza impossibles à réduire dans leur volonté de constituer un Etat est un obstacle permanent à la visée évidente des dirigeant israéliens de constituer le « Grand Israël » entre le Jourdain et la Méditerranée. Cette visée explique la poursuite des implantations de colons dans les territoires occupés pour créer des situations irréversibles. Ce faisant, Israël doit pratiquer de acrobaties politiques à l'égard des Palestiniens qui, tout en étant tous opposants d'Israël, sont divisés entre les Palestiniens d'Israël, les Cisjordaniens et les Gazaouïs qui sont traités sous des statuts différents. Cette politique de division pour prévenir une coalition jugée dangereuse (l'accord Hamas-Fatah étant un de ces dangers) est, par-delà l'irruption récente dans le débat politique des découvertes de gisements gaziers et pétroliers, un des éléments constants de la politique d'Israël et de ses interventions dans les territoires palestiniens maintenus sous tutelle.

Ce qui reste ainsi cloisonné apparemment autour du mythe du « grand Israël » et de l'autre mythe de l'Etat palestinien n'est pourtant qu'un maillon sur l'échiquier des politiques et des conflits dans tout le Moyen-Orient. Il est évident que les puissances

arabes, surtout celles disposant de ressources pétrolières, jettent d'une manière ou d'une autre de l'huile sur le feu dans tous les conflits entre Palestiniens et Israéliens, à défaut de pouvoir intervenir directement contre cet allié des Etats-Unis – pour lesquels Israël est en quelque sorte un substitut pour le maintien d'un certain ordre dans cette partie du monde. Si Israël a été « autorisé » à posséder la bombe atomique, c'était plus en vue de cette fonction de police que pour assurer la dissuasion contre des ennemis éventuels d'Israël. L'insistance d'Israël (et de ses alliés américains) pour empêcher l'Iran de posséder la bombe atomique visant avant tout à maintenir cet « équilibre » des forces dans tout le Moyen-Orient. D'où la persistance du soutien à cette sorte de guérilla menée par les Palestiniens.

Si le Moyen-Orient et tous les affrontements qui s'y produisent procèdent du contrôle des flux pétroliers sur le plan international, Israël et Palestine, bien que participant jusqu'alors indirectement à ces affrontements, s'y sont trouvés impliqués directement par les découvertes récentes de gisements pétroliers et gaziers dans toute la Méditerranée orientale, concernant tous les pays limitrophes depuis l'Egypte jusqu'à la Turquie y compris l'île de Chypre. Cette donne internationale risque de modifier profondément ce qui pouvait apparaître comme des conflits locaux et localisables.

Une question peut se poser quant à la position des citoyens israéliens face à la présente offensive (été 2014) contre Gaza. Pour le moment, l'opposition qui s'est manifestée contre les conditions de vie en Israël semble avoir été considérablement réduite à de petits groupes et à des attitudes individuelles. C'est pour montrer que cette opposition existe quand même que nous donnons en annexe 4 le récit d'un déserteur de Tsahal, l'armée israélienne.

H. S.

ANNEXE 1. LA BANDE DE GAZA

Des millénaires d'occupation étrangère, 66 ans de guerre continue

Fondée en 1500 avant J.-C., la zone de Gaza fut successivement occupée au XIIIe siècle avant J.-C. par les Philistins (qui donnèrent le nom de Palestine), les Assyriens, les Egyptiens, les Babyloniens, les Perses, les Grecs, les Romains, les Croisés, les Turcs, les Britanniques. Ceux-ci, après la première guerre mondiale, reçurent mandat de la Société des nations (SDN) pour une sorte de protectorat de l'ensemble de la Palestine jusqu'en mai 1948 alors qu'un projet de deux Etats conjoints, israélien et palestinien, fut rejeté par les pays arabes. Gaza fut envahi par l'Egypte et la bande de Gaza créée lors des accords d'armistice en 1949 dans les limites fixées pour des considérations purement militaires. Elle ne fut pas annexée à l'Egypte mais placée sous administration de l'armée. En 1956, lors de la crise de Suez, la bande de Gaza fut occupée temporairement par Israël mais retourna à l'Egypte pour être de nouveau occupée par Israël lors de la guerre des six jours mais toujours sous administration militaire, israélienne cette fois, qui commença à y implanter des colonies. Mais la gestion de ce territoire s'avéra particulièrement difficile.

En effet, sur ce territoire de 360 km² (le cinquième du département de l'Essonne), vivent aujourd'hui 1 800 000 Palestiniens (80 000

en 1948, année qui vit affluer 200 000 Palestiniens expulsés d'Israël, avec une croissance démographique de 3% à 4% par an). Les seules ressources sont l'agriculture et la pêche, restreintes par les destructions israéliennes et l'amincissement de la zone territoriale avec interdiction de pêche, donnée qui change actuellement avec les découvertes de gisements pétroliers et gaziers dans les eaux territoriales de Gaza (voir annexe 3)

En 1987, à cause de cette situation économique et sociale catastrophique, c'est à Gaza que naît la première intifada qui coïncide – pas par hasard – avec la fondation du Hamas, bras armé des Frères Musulmans, plus ou moins favorisé à l'origine par Israël pour contrer le Fatah d'Arafat.

En 1993 après les accords d'Oslo, l'évacuation de Gaza par Israël est envisagée ; elle devient de plus en plus d'actualité après la seconde Intifada en 2001, et devient effective en 2005 après un constant enchaînement de violence rendant impossible la gestion du territoire par les Israéliens. Mais cette évacuation implique un strict contrôle de toute l'activé économique et politique sur ce territoire qui en fait reste sous la tutelle étroite d'Israël. Ce qui accrédite encore plus la présence du Hamas dont la radicalité et la lutte armée contre Israël finit par lui donner le contrôle politique et administratif du territoire La violence s'enchaîne avec des escarmouches vers Israël et des répliques totalement disproportionnées étant donné le déséquilibre des forces en présence. Tous les moyens sont bons avec le contexte international pour que le Hamas se procure des armes légères à travers les fameux tunnels et mène ainsi une sorte de constante guérilla contre Israël. D'où les violentes répliques lorsque ces opérations du Hamas atteignent une certaine intensité, répliques qui ne visent pas tant à écraser le Hamas qu'à détruire toute les infrastructures qui constituent le squelette d'un Etat moderne. Les opérations « Plomb durci » de 2008, « Pilier de défense » de 2012, « Barrière protectrice » de 2014, montrent une régularité dans la volonté d'empêcher la bande de Gaza de devenir sous houlette du Hamas, une force capable de prendre la tête de la résistance palestinienne.

Deux facteurs ont sans aucun doute sous-tendu la dernière offensive d'Israël qui s'est révélée particulièrement destructrice et meurtrière : l'un est l'accord conclu entre le Fatah et le Hamas pour former un gouvernement d'union, Israël ayant toujours manipulé l'hostilité entre les deux factions, l'autre sont les découvertes des gisements pétroliers et gaziers dans les eaux territoriales de Gaza. On ne peut s'empêcher de constater les coïncidences entre les accords d'exploitation avec des entreprises étrangères et les offensives d'Israël.

ANNEXE 2. L'ENJEU DE GAZA MARINE

30 milliards de mètres cubes, une manne bloquée par Israël

Pour comprendre quelle est une des raisons de l'attaque israélienne contre Gaza il faut aller en profondeur, exactement à 600 mètres sous le niveau de la mer, à 30 km au large de ses côtes. Là, dans les eaux territoriales palestiniennes, se trouve un gros gisement de gaz naturel, Gaza Marine, estimé à 30 milliards de mètres cubes d'une valeur de milliards de dollars. D'autres gisements de gaz et pétrole, selon une carte établie par la U.S.

Geological Survey (agence gouvernementale des Etats-Unis), se trouvent en terre ferme à Gaza et en Cisjordanie.En 1999, avec un accord signé par Yasser Arafat, l'Autorité palestinienne confie l'exploitation de Gaza Marine à un consortium formé de British Group et Consolidated Contractors (compagnie privée palestinienne), avec respectivement 60 % et 30 % des actions, et dont le Fonds d'investissement de l'Autorité palestinienne détient 10 %. Deux puits sont creusés, Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2. Mais ils n'entrent jamais en fonction, car bloqués par Israël, qui veut tout le gaz à des prix cassés. Par l'intermédiaire de l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair, envoyé du « Quartet pour le Moyen-Orient », est préparé un accord avec Israël qui enlève aux Palestiniens les trois quarts des futurs revenus du gaz, en versant la part qui leur revient sur un compte international contrôlé par Washington et Londres. Mais, immédiatement après avoir gagné les élections de 2006, le Hamas refuse l'accord, en le qualifiant de vol, et demande sa renégociation. En 2007, l'actuel ministre israélien de la Défense, Moshe Ya'alon, indique que « le gaz ne peut pas être extrait sans une opération militaire qui éradique le contrôle du Hamas à Gaza ».

En 2008, Israël lance l'opération « Plomb durci » contre Gaza. En septembre 2012 l'Autorité palestinienne annonce que, malgré l'opposition du Hamas, elle a repris les négociations sur le gaz avec Israël. Deux mois après, l'admission de la Palestine à l'ONU en tant qu'« Etat observateur non-membre » renforce la position de l'Autorité palestinienne dans les négociations. Gaza Marine reste cependant bloqué, empêchant les Palestiniens d'exploiter la richesse naturelle dont ils disposent.

A ce point l'Autorité palestinienne prend une autre voie. Le 23 janvier 2014, lors de la rencontre du président palestinien Abbas avec le président russe Poutine, est discutée la possibilité de confier au russe Gazprom l'exploitation du gisement de gaz dans les eaux de Gaza. C'est l'agence Itar-Tass qui l'annonce, en soulignant que Russie et Palestine entendent renforcer la coopération dans le secteur énergétique. Dans ce cadre, en plus de l'exploitation du gisement de gaz, on prévoit celle d'un gisement pétrolifère dans les environs de la ville palestinienne de Ramallah en Cisjordanie. Dans la même zone, la société russe Technopromexport est prête à participer à la construction d'un site thermoélectrique d'une puissance de 200 MW. La formation du nouveau gouvernement palestinien d'unité nationale, le 2 juin 2014, renforce la possibilité que l'accord entre Palestine et Russie parvienne à bon port.

Dix jours après, le 12 juin, survient l'enlèvement de trois jeunes Israéliens, qui sont retrouvés tués le 30 juin : le ponctuel casus belli qui amorce l'opération « Barrière protectrice » contre Gaza. Opération qui entre dans la stratégie de Tel-Aviv, visant à s'approprier aussi des réserves énergétiques du Bassin du Levant tout entier, réserves palestiniennes, libanaises et syriennes comprises, et dans celle de Washington qui, en soutenant Israël, vise le contrôle de tout le Moyen-Orient, en empêchant que la Russie ne réacquière une influence dans la région.Un mélange explosif, dont les victimes sont une fois de plus les Palestiniens.

Manlio Dinucci,
Il Manifesto, 15 juillet 2014.
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

ANNEXE 3. EN ISRAËL, LES ÉCARTS DE REVENUS SE CREUSENT

L'économie israélienne «va bien», disent les économistes, mais la pauvreté augmente

(...) Effectivement la pauvreté existe en Israël et la constatation vient d'une personnalité éminente du pays, le contrôleur de l'Etat, qui est indépendant du gouvernement et de la Knesset. Sa fonction principale est de vérifier la légalité, la régularité, l'efficacité, l'économie et l'éthique des institutions publiques.

Rapport du contrôleur de l'Etat

Le contrôleur de l'Etat, Yossef Shapira, vient de publier son rapport sur la pauvreté qui relève que près de 900 000 Israéliens font face à la malnutrition. Il pointe du doigt la passivité et l'inaction d'un gouvernement qui laisse parfois des enfants sans nourriture durant la journée parce qu'ils ne peuvent s'offrir les produits de base : « La responsabilité des lacunes dans la sécurité alimentaire incombe au gouvernement qui a laissé le traitement de ce problème entre les mains d'organisations de charité. La pauvreté n'est pas le résultat du hasard. »

Bien sûr cela ne se voit pas dans les grandes villes et en particulier au centre du pays, à Tel-Aviv où l'on vit dans une bulle qui déforme le prisme de la réalité économique. Mais le contrôleur est sévère dans son jugement car il estime qu'« une société qui s'adresse aux plus pauvres et aux plus démunis améliore non seulement son sens de la dignité et des droits, mais aussi son image ». Bien sûr il n'existe pas de famine dans le pays mais les restrictions alimentaires sur des produits de base peuvent avoir « des effets négatifs sur la santé mentale et physique ».

Le gouvernement avait bien tenté de créer une structure en 2009 pour trouver des solutions à cette question mais le budget alloué s'est élevé à 12 % du montant promis. Les restaurants du cœur, le Maguen David Adom (la Croix-Rouge en Israël) et autres organisations religieuses sont débordées à la veille de la fête de Pessah, la Pâque juive. Les plus démunis sont condamnés à vivre d'une aide ponctuelle grâce à la générosité de la population et dans l'indifférence du gouvernement. Le contrôleur a pointé du doigt l'impossibilité pour certaines familles d'acheter des fruits et des légumes, se bornant à vivre de pommes de terre et de choux.

La promesse du ministre des finances Yaïr Lapid d'allouer une aide alimentaire de 200 millions de shekels (43 millions d'euros) n'a pas vu le début d'une quelconque réalisation.

Le seuil le plus bas de l'OCDE

Le Bureau central des statistiques (CBS) précise que 31 % des Israéliens sont tombés dans la pauvreté alors que la moyenne est de 17 % dans l'Union européenne. Et pourtant les chiffres économiques sont éloquents puisque le taux du chômage en Israël n'est que de 5,9 % contre 7 % dans les pays de l'OCDE. C'est ce paradoxe qui choque car il s'agit du taux de chômage le plus bas qu'Israël ait connu depuis vingt ans.

Mais la lecture détaillée des statistiques montre un creusement des écarts de revenus entre les riches et les pauvres, exigeant de la part du gouvernement de protéger les plus vulnérables dans une économie ultra-libérale. Nombreux sont les économistes qui estiment qu'on ne pourra pas se passer d'une réforme des systèmes fiscaux si l'on veut abonder dans le sens de la justice. Ils critiquent la réduction de moitié des allocations

familiales et l'augmentation de la TVA qui ont touché fortement 40 000 familles.

Révolution des tentes

Le mouvement de contestation sociale de 2011 n'a débouché sur aucune mesure concrète et pourtant les louanges ne manquent pas sur une économie dynamique, calquée sur celle de la Californie, au point que la majorité des sociétés israéliennes préfèrent être cotées au Nasdaq plutôt qu'à la Bourse de Tel-Aviv. La politique économique mise en place par le ministre des finances du gouvernement Sharon en 2003, Benjamin Netanyahou, a donné naissance à une génération d'oligarques née sur le modèle russe. Une grande similitude existe entre la politique israélienne de réformes et la politique de privatisation de Boris Eltsine de l'époque. (...)

Magnats israéliens

Le rapport du contrôleur de l'Etat jette une suspicion sur les odes à la réussite d'Israël dans le domaine de l'informatique, des drones et de la biotechnologie et impose de parler de l'autre Israël : celui du vrai pouvoir économique détenu par une dizaine de familles, expliquant ainsi les similitudes avec l'histoire économique russe. Israël a réussi à fonder une dynastie d'oligarques qui ont profité de l'aubaine des privatisations en touchant alors le jackpot mais, pour être objectif, les privatisations se sont déroulées en Israël de manière transparente et sous contrôle d'une autorité de régulation indépendante.

Ainsi, une dizaine de familles gère l'économie israélienne, en toute transparence. Trois gros distributeurs se partagent 60 % de la grande distribution avec Supersol qui contrôle à lui seul 40 % du marché, imposant ainsi les prix des denrées et les bas salaires de son personnel. Les groupes ne se contentent pas d'une activité unique mais ils se diversifient dans tous les domaines entraînant des revenus qui se comptent en milliards de dollars sans que la classe moyenne israélienne profite de cette manne.

Dix familles détiennent ainsi le pouvoir économique en Israël. La première avec 5,2 milliards d'euros de patrimoine et la dixième avec 1,10 milliard d'euros. Aucune d'entre elles n'a choisi d'entrer en politique pour participer aux décisions de l'Etat mais, tacitement, le pouvoir politique leur appartient déjà. Fidèle à son option économique ultra-libérale, le gouvernement a une marge de manœuvre très étroite, à moins de légiférer pour imposer des décisions favorables aux salariés avec une hausse du salaire minimum ou, comme en France, l'application d'une forme de participation. (...)

Texte complet sur http://benillouche.blogspot.fr/2014/04/leconomie-israelienne-va-bien-mais-la.html

ANNEXE 4. UN SOLDAT ISRAÉLIEN APPELLE À REFUSER L'ARMÉE

« L'objectif qui sous-tend ma désertion est d'en finir avec l'occupation »

Udi Segal, Israélien de 19 ans, devait commencer son service militaire le lundi 28 juillet 2014. Malgré la loi l'obligeant, comme la plupart des Israéliens juifs de son âge, à rejoindre l'armée après le lycée, Udi a refusé. Il est ce que l'on appelle un refuznik (en hébreu *sarvan*, de *sirev* : « il a refusé »), comme ces autres jeunes qui refusent de servir dans Tsahal. Certains de ces soldats refusent notamment de servir dans les territoires palestiniens occupés, d'autres refusent tout simplement d'être incorporés,

comme c'est le cas d'Udi.

En 2005, on comptait plus d'un millier de refuzniks dans un pays de huit millions d'habitants, rongé par un état de guerre perpétuel et le patriotisme qui en découle automatiquement, et qui aimerait diviser la société israélienne en deux camps : les patriotes et les traîtres nationaux, les « traîtres nationaux » étant ultra-minoritaires et très mal perçus.

Il est difficile pour nous qui vivons au cœur de l'Europe pacifiée, de comprendre ce climat, qui en Israël comme en Palestine, exhorte chaque individu au nationalisme grégaire, jusqu'à réussir à l'inscrire dans l'ADN social. Il en va de notre responsabilité, en tant qu'anarchistes et anationalistes, de diffuser la parole et les actes de ceux qui refusent ces logiques de mort, d'un côté de la frontière comme de l'autre. Surtout lorsque les espaces de contestation sont généralement eux aussi contaminés par ce climat (1).

Nous vous proposons donc cette déclaration d'Udi, à qui nous souhaitons force, courage et détermination pour la suite, pour en finir avec le nationalisme et le patriotisme.

Je m'appelle Udi Segal, j'ai 19 ans, je viens du kibboutz Tuval dans le nord d'Israël, il y a quelques mois j'ai signé la lettre des objecteurs de conscience 2014 qui fut envoyée au premier ministre, à ce jour, elle a été signée par 130 déserteurs. Dans la lettre nous déclarions notre refus de servir dans l'armée israélienne. La principale raison est l'occupation et l'oppression continue du peuple palestinien, qui s'exprime par des allocations sociales inégales, le mépris des droits, et le meurtre continu de plus de 600 personnes dans la dernière opération à Gaza (2). De plus, le service militaire contribue au militarisme israélien. Moi par exemple, en tant qu'homme, juif et ashkénaze (3), et donc plus susceptible d'avoir un impact sur la société israélienne et de m'en sortir, car je viens d'un milieu social dominant plus enclin au militarisme israélien, un milieu auquel je m'oppose fortement.

Même si il n'y avait pas l'occupation, je refuserais de servir l'armée, car elle pérennise un système politique, nationaliste et capitaliste auquel je refuse de prendre part et qui ne profite qu'à quelques-uns. Je ne pense pas que l'opération militaire en cours à Gaza me protège. Les opérations militaires ne me protégeront pas, elles ne feront qu'engendrer de nouvelles opérations militaires comme ça a été le cas avec l'opération Plomb durci (2008-2009) qui n'a fait que mener à l'opération Pilier de défense (novembre 2012) et qui continue aujourd'hui avec l'opération Barrière protectrice, qui elle-même mènera probablement à d'autres opérations militaires. Ce qui protégerait serait une paix juste reconnaissant l'injustice

(1) Voir par exemple l'organisation Anarchists against the wall, qui n'a d'anarchiste que le nom. Ce qui n'empêche pas, par réflexe identitaire et par reconnaissance de logos, de nombreux anarchistes de les considérer comme proches. Et ce malgré leurs discours étatistes et nationalistes et leur défense inconditionnelle du drapeau et de la nation palestinienne.

(2) Les chiffres macabres n'ont cessé d'augmenter depuis cette déclaration.

(3) Les ashkénazes sont les juifs originaires d'Europe de l'Est, tandis que les séfarades sont ceux d'origine nord-africaine et orientale. Les séfarades ont généralement un niveau de vie plus faible que les ashkénazes en Israël. Ils ont également eu plus de difficultés pour accéder à une égalité dans la société israélienne et à s'intégrer au soi-disant « refuge » sioniste. On notera dans les années 1970, la création des HaPanterim HaSh'horim (« panthères noires »), sur le modèle du groupe afro-américain des Black Panthers. Mouvement révolté et émeutier qui finira malheureusement par se faire acheter à coup de réformes et de subventions par les politiciens et la bourgeoisie ashkenaze israélienne.

faite aux Palestiniens. On ne pourra réaliser la paix tant qu'un peuple sera opprimé, occupé et entouré d'un mur. Cette population n'a pas abandonné son désir de liberté et ne se repose pas sur l'éventuelle compassion de ceux qui l'occupent, alors ne vous attendez pas à vivre en sécurité dans une telle situation. A ceux qui pensent quand même qu'ils me défendent, dans une telle situation, si le prix à payer pour la sécurité est de 600 morts à Gaza, je ne suis pas intéressé par ce genre de sécurité.

Mon refus de servir sera difficile pour ma famille. Mon frère est dans l'armée, et il pourrait être à Gaza lorsque je me retrouverai en prison, j'espère que cela ne créera pas de conflits insolubles... Et au-delà de ça, à cause de moi, les gens regarderont avec méfiance mes parents et mes frères. Je pense que je contribue à la société israélienne, mais il me semble important de préciser que mon action ne s'inscrit pas dans une vision patriotique ou sioniste, mais dans une vision globale, une globalité qui inclut Israël. Je pense que l'occupation est un obstacle et qu'elle est dommageable pour les Israéliens.

Beaucoup d'amis de mon âge se sont enrôlés dans l'armée. Je viens moi-même d'un milieu militariste, mon école a un des plus forts pourcentages de recrutement dans le pays (4). Oui, il y a de nombreuses personnes qui ont arrêté de m'adresser la parole et qui m'ont mis à l'index suite à mon choix. Mais il s'agit peut-être d'un bon tri dans mes amitiés, puisque j'ai aussi des amis qui se sont enrôlés et qui sont restés à mes côtés. J'ai choisi d'aller en prison parce que malheureusement, les Israéliens écoutent plus facilement ceux qui sont prêts à se sacrifier et à payer le prix. La prison va me retirer ma liberté, c'est quelque chose de difficile à appréhender car je n'ai connu jusque-là que le dehors, dans une liberté toute relative. De plus, pour ceux qui refusent l'occupation, les conditions de détention peuvent être particulièrement dures, comme le montre l'exemple d'Uriel Ferera, emprisonné récemment. Il a refusé de porter l'uniforme et subit des humiliations en raison de son milieu traditionnel.

L'objectif qui sous-tend ma désertion est d'en finir avec l'occupation. Mais compte tenu de la réalité présente, ce qui importe maintenant est que les Israéliens ouvrent leurs yeux, qu'ils réfléchissent au sens de l'occupation et à ce que cela signifie de servir dans l'armée, particulièrement les adolescents qui se rapprochent de la conscription.

En ce qui concerne l'opération en cours à Gaza, j'appelle les soldats de base et les réservistes à refuser les ordres et à ne pas participer au massacre.

Udi a répondu « je refuse » à l'ordre de conscription le lundi 28 juillet à midi, accompagné d'environ 70 solidaires, juifs et arabes (dont d'autres refuzniks), tous pris à partie par une contre-manifestation de patriotes de merde rassemblés en urgence par le biais de la poubelle Facebook. Udi est actuellement retenu dans une prison militaire. (Traduit de l'hébreu, le 29 juillet 2014, par le site anarchiste Non Fides)
http://www.non-fides.fr/?Israel-Palestine-j-appelle-les

(4) Udi a passé ses premières années dans une école mixte juive/arabe où on étudiait simultanément en hébreu et en arabe, avant de se retrouver dans cette école publique réputée. Il faut savoir que l'école publique en Israël a notamment pour fonction de préparer les jeunes au service militaire.

Le mythe du « melting pot » américain

◆ Racisme et capital ont toujours fait bon ménage. Dans les manuels scolaires, on vante encore le fameux melting pot américain ; ce légendaire creuset d'assimilation des peuples ne résiste pourtant pas à l'examen. Les grandes vagues migratoires de la fin du XIXe siècle n'assimilaient en réalité qu'une minorité de populations rêvant, comme les naufragés d'aujourd'hui s'échouant sur les côtes méditerranéennes de l'Europe, au meilleur des mondes possibles.

Contrairement à l'Afrique du Sud qui avait fait de l'apartheid («séparation») une véritable institution politique, la démocratie américaine est plus «progressiste»: dans le texte de la Constitution, chaque citoyen a des chances égales, mais dans la vie réelle, les apartheids (économiques, sociaux, pénaux) suintent sur tous les murs de la forteresse américaine touchant, à un niveau quasi historique et structurel pourrait-on dire (sans parler des «Natives»), les Noirs et les Hispaniques.

Le cancer dont parle Obama à propos de djihadistes irakiens touche en réalité leurs créateurs au cœur de leur civilisation. Toutefois loin de ronger la substance américaine, ce cancer que l'on pourrait caractériser comme étant structurellement le produit de la sectorisation ethnique mondiale du marché du travail correspond à une nécessité vitale de survie du système capitaliste, une nécessité pour réduire les coûts du travail face à une concurrence mondialisée débridée.

Emeutes à Ferguson (Missouri)

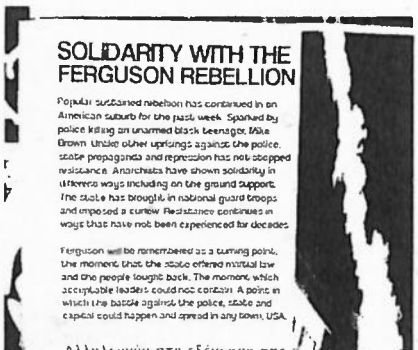
◆ http://antistatestl.noblogs.org/ferguson-uprising-further-reading/

Cette adresse internet du groupe antistate permet d'accéder à une série de liens vers des articles, des fanzines, des analyses,des affiches, des tentretiens... relatifs aux émeutes de Ferguson (Missouri), après le meurtre de Michael Brown par la police,le 9 août.

A signaler notamment :
http://antistatestl.noblogs.org/post/2014/08/20/ferguson-over-one-week-in/

◆ Organisation d'un fonds de solidarité pour les victimes d'interpellations :
By Anti-State STL on 2014/08/11
http://antistatestl.noblogs.org/post/2014/08/11/bail-and-legal-fund-for-those-arrested-during-ferguson-anti-police-demonstrations/

◆ et aussi :
« Ferguson residents denounce police violence at City Council meeting», sur http://www.wsws.org/en/articles/2014/09/11/ferg-s11.html



Si les métastases du racisme et de la xénophobie (sans parler des haines diverses contre les femmes, les enfants , les homosexuel(le)s) se répandent et s'approfondissent davantage , le cancer originel est plutôt généré par l'accumulation sans fin d'argent dans un environnement concurrentiel acharné. Ph.
http://www.marianne.net/Quand-le-tabassage-de-Rodney-King-met-le-feu-a-Los-Angeles-et-sa-police_a240707.html

Forestiers mexicains

◆ Documentaire vidéo traduit et sous-titré par le CATS de Caen : *Guarda bosques : gardes forestiers, autodétermination et autodéfense à Cheran, Michoacan, Mexique* hébergé sur You Tube (https://www.youtube.com/watch?v=pvL-sIXY2GY).

Football

◆ «ve haf vays of making you happy », http://dialectical-delinquents.com/?page_id=6037 (en anglais). Version allemande sur http://magazinredaktion.tk/football.php

Brésil

◆ Dans *Echanges* n° 146, p. 52, nous avions recensé le n° 63 (janvier 2014) de *Comunismo,* l'organe en espagnol du Groupe Communiste Internationaliste, consacré au Brésil. Le n° 65 (juin 2014) de *Communisme,* l'organe en français de ce même groupe, en donne une traduction dans notre langue sous le titre général de « Brésil : Protestation sociale et contre-révolution ».
Contacts : (sans mention du nom) BP 33, Sant-Gilles (BRU) 3, 1060 Bruxelles, Belgique ; ou info@gci-icg.org et http://gci-icg.org

Offensive dans les pays émergents

◆ Les luttes dans les pays émergents montreraient-elles la voie à la classe ouvrières des pays industrialisés ? C'est ce qu'affirme « Oies sauvages, tigres et dragons » dans le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat.* Les luttes dans les pays latino-américains, que l'on appelait alors les pays sous-développés, dans les années 1980 devaient déjà jouer ce rôle, mais l'occasion fut manquée malgré l'attrait de la Tricontinentale pour les militants radicaux en Allemagne, et ces années 1980 ont pu être qualifiées en ce sens de décennie perdue. Aujourd'hui, luttes ouvrières « classiques » (dans les mines en Afrique du Sud ou dans les usines en Chine) et occupations de lieux publics (au Brésil et en Turquie) indiquent un renouveau de l'offensive ouvrière dans les pays en développement qui pourrait inciter la classe ouvrière des pays développés à passer à son tour à l'offensive ; cet optimisme se justifie, selon l'auteur de l'article, en ce que de nos jours un plus grand nombre de pays sont concernés par ces mouvements, que la classe ouvrière de tous les pays en est mieux informée que dans les années 1980 et que le capitalisme s'attaque partout aux conditions de vie des plus démunis.

Printemps arabes

◆ *Théorie Communiste,* supplément au n° 24 de la revue : « Soulèvement arabe, classes/genre. »
4e de couverture: « Dans le cours des luttes de classes du soulèvement arabe, l'occultation conflictuelle des ouvrières sous leur définition de femmes les renvoie en tant que telles à la sphère du privé .Leur présence dans la sphère publique de la production, des grèves ou des manifestations,toujours subordonnée et permettant leur assignation en tant que femmes, est constitutive d'une définition masculine de la classe ouvrière. Un ouvrier est un prolétaire, une ouvrière est une femme. (...).
» L'étrange combinaison entre libéralisme et bureaucra-

tie d'Etat qui définit l'Etat et la classe dominante dans les pays arabes depuis le début des années 1970 (...) a craqué de toute part. La recomposition de la classe dominante et de l'Etat, en Egypte comme dans toute la région, ne peut être menée de façon endogène, le soulèvement arabe est un processus de long terme. (...).

» Les contradictions de classes et de genre, dans leur spécificité, ne peuvent exister séparément. (...) La thèse centrale de ce texte désigne la distinction de genre comme opérateur intérieur déterminant du devenir politique de la lutte de classe comme revendication civile. »

Sommaire : « Luttes ouvrières et contradiction de genre » (Les usines – Les comités populaires – "Voici les femmes !": quelques interrogations générales sur le privé et le public) ; « Marché du travail, genre et crise» (Egypte – Tunisie – Femmes et "secteur informel" – Dans la crise, être ouvrière, c'est être femme) ; «L'ordre moral» (Contrôle des mœurs, société civile, recomposition de la classe dominante,marginalisation des "jeunes révolutionnaires" : la question de l'Etat – Ordre moral et clivage idéologique – Ordre moral et droit des femmes – Droits des femmes et "Occident" – Religion : ordre moral et identité populaire ; quartiers populaires et luttes) ; annexe 1 : « le Mode de Production Capitaliste n'est pas sexuellement neutre » ; annexe 2 : « La parité ».

Industrie textile

◆ Dans *Regroupement Communiste* n° 47 (avril 2014, « Qui sème la misère récolte la colère ouvrière dans l'industrie textile partout dans le monde, Bangladesh, Cambodge, Egypte ». http://repc.over-blog.com

Inde

◆ Les grèves récurrentes chez Maruti Suzuki indiquent combien en Inde est sinistrée l'industrie automobile qui, avec l'industrie des logiciels, compte cependant pour une part importante dans l'économie indienne. En renfort des syndicats et des partis de gouvernement, un nouveau parti politique, le Aam Admi Party (AAP), conglomérat anti-corruption, est venu s'ajouter à la longue liste des ennemis de la classe ouvrière en lutte, dans ce secteur et ailleurs, selon un article paru dans le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat*, « La crise en Inde : entre lutte de classes et populisme ».

Turquie

◆ Dans *CQFD* n° 123 (juin 2014), une étude sur le rôle dans les manifestations en Turquie de groupes politiques et de supporters footballistiques.

Ebola, richesses minières et plantations

Ebola : des médicaments pour le commerce mondia-

lisé des matières premières, une décision de l'OMS dont *Jeune Afrique* se fait l'écho : quel geste de générosité ? Un doute persiste : pourquoi un tel empressement à éradiquer cette maladie infectieuse alors que d'autres pandémies ravagent tout autant les pays pauvres depuis des décennies telles la variole, le choléra, la bilharziose sans parler du paludisme ? Un petit détour sur les richesses minières et matières premières permet de lever ce doute : bauxite, or, diamant fer, pétrole, uranium en Guinée ; plantations d'hévéas au Libéria, monopole de la multinationale Bridgestone via sa filiale Firestone ; or et diamants en Sierra Léone. Sans parler des autres pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en particulier la Côte-d'Ivoire qui commence à subir les conséquences de l'épidémie d'Ebola et dont les Occidentaux apprécient le café, le cacao, la canne à sucre et les bananes. Bref, ces médicaments transmis en Afrique de l'Ouest en quatrième vitesse et sans aucune vérifications des effets iatrogènes nous rassurent sur une chose : les populations de ces pays importent peu ; seul compte le commerce mondialisé des matières premières qui ne doit connaître aucun temps mort.

http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20140812111939/sante-oms-virus-ebola-ebola-sante-ebola-le-comite-d-ethique-de-l-oms-se-prononce-pour-l-emploi-de-traitements-non-homologues.html (août 2014)

Forêts et maladies infectieuses

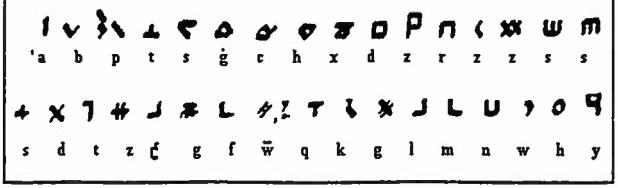
◆ A propos de ces virus mondialisés,voici sur le site de la FAO une analyse remarquable sur la dissémination des virus et bactéries infectieux ; certes ces derniers sont aussi vieux que la vie sur terre mais pour mieux comprendre l'origine des grandes épidémies, il est souvent nécessaire d'interroger les conséquences des activités humaines sur les écosystèmes terrestres. Pendant des millénaires, les communautés humaines ont dû défricher des territoires pour pouvoir survivre mais leur mode de vie traditionnel et agricole avec des échanges limités ont eu peu d' impact sur la nature, affirme la FAO. Par étapes successives, depuis la première forme d'échanges de marchandises mondialisées dès la Renaissance occidentale jusqu'à la mondialisation libérale actuelle, avec l'accélération des transactions par voie électronique et numérique, en passant par la généralisation des transports motorisés au début du xx[e] siècle, les échanges n'ont fait que s'accentuer ayant des effets rétroactifs sur les déforestations pour satisfaire les besoins d'une population mondiale en augmentation exponentielle. Et last but not least, la course au profit immédiat de la part de grands groupes industriels miniers et agro-alimentaires occidentaux et chinois dans l'exploitation de ces forêts tropicales africaines pourrait constituer un faisceau d'explications probantes dans la dissémination actuelle des virus devenue incontrôlable (août 2014).

«Les forêts et les maladies infectieuses émergentes chez l'homme», http://www .fao.org/docrep/009/a0789f/a0789f03.html

Irak

◆ Les opérations pour venir en aide aux yézidis continuent en Irak. Autre caractéristique des guerres actuelles : les gouvernements ressentent la nécessité d'intervenir dans un conflit en convainquant leur propre population d'apporter de l'aide humanitaire à une

Alphabet yezidi



autre, soit en apportant des vivres et des médicaments dans un premier temps, soit en bombardant les adversaires. Personne n'est dupe : que ce soit dans l'Est ukrainien avec les Russes ou en Irak avec les Américains, l'aide humanitaire ou militaire n'est qu'un prétexte qui masque de crapuleux intérêts impérialistes. Du point de vue occidental, l'Irak paraît secoué sporadiquement de tensions violentes ; c'est oublier que du point de vue de la population irakienne, les violences n'ont jamais cessé depuis que les Américains y ont ouvert la boîte de Pandore en 1991 (opération Tempête du désert) et en 2003 contre le parti Baas de Saddam Hussein. Depuis la fin de la guerre froide, les Etats-Unis ne voient aucune sortie à cette contradiction : ou s'appuyer sur un tyran local pour y faire régner l'ordre à leur place ; ou, si ce dernier devient trop gourmand, en jouant les califes à la place du calife, le remplacer au risque de créer une nouvelle situation incontrôlable ; car contrairement à ce qu'affirment certains obnubilés par une pseudo-théorie complotiste, les Américains sont incapables de manipuler les rebelles djihadistes afin de semer le trouble dans le camp de Poutine, car une telle entreprise pourrait se retourner aussi contre eux. La seule chose qui les intéresse est de pacifier le monde pour continuer à y faire du commerce, à la seule condition que ce monde marche à la baguette américaine avec la règle du dollar tout puissant. Mais depuis la chute de l'URSS, la situation a changé, des concurrents BRICS aux dents longues sont apparus sur le marché et ont révélé une nouvelle loi d'entropie : les Etats-Unis n'ont plus les moyens de leurs ambitions et seront forcés de partager le gâteau à moins d'être de plus en plus contestés dans des escalades de tension sans fin y compris par leurs alliés européens (août 2014).

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/08/12/la-syrie-en-guerre-accueille-1-000-familles-de-refugies-fuyant-l-irak_4470547_3218.html

Le Sionisme en question

◆ Les éditions Acratie publient *Le Sionisme en question,* de Pierre Stambul, qu'elles présentent ainsi : « La guerre qu'Israël mène contre le peuple palestinien remonte au début du xx[e] siècle quand les sionistes ont commencé leur conquête coloniale. Les "solutions" comme les accords d'Oslo qui [ont évité] les questions vives (occupation, colonisation, apartheid, racisme ...) ont échoué. (...) Le sionisme est à la fois une fausse réponse à l'antisémitisme, un nationalisme, un colonialisme et une manipulation (...) des identités juives. Il est aussi une idéologie prétendant transformer les anciens parias de l'Europe (...) en colons européens en Asie. (...) Cette idéologie n'est pas seulement criminelle pour les Palestiniens, elle n'offre aucune issue pour les Juifs qu'elle met sciemment en danger. Sans dépassement ou rupture avec le sionisme, aucune paix juste n'est envisageable. »

En souscription, 7 euros (port compris) ; en nombre pour diffusion militante : 5 ex : 25 €, 10 ex : 40 € (port compris) Acratie, L'Essart, 86310 La Bussière.

QUEL SORT POUR LES TRAVAILLEURS UKRAINIENS ?

Avant d'examiner la situation présente des travailleurs ukrainiens, on peut rappeler ce qu'elle était avant la crise politique, crise qui résultait pour une part de la pression d'une situation économique héritée de l'URSS, et dont la réforme s'imposait dans le contexte économique mondial. Cette réforme nécessitait de passer sur le corps des travailleurs ukrainiens, principalement des ouvriers de la zone industrielle de l'Est de l'Ukraine. D'une certaine façon la guerre, alimentée par ces perspectives de chute drastique des conditions de travail et de vie, permet d'étouffer toute résistance éventuelle de la part des travailleurs.

La production de la zone est de l'Ukraine représentait avant le conflit politique ouvert, 50 % de la production de charbon, 45 % de la métallurgie, 30 % de l'électricité, 20 % de l'ingénierie. Le débouché principal de cette production était la Russie qui absorbait la moitié des exportations ukrainiennes, assurant la maintenance et la réparation des missiles de la force de frappe russe, construisant pour l'aviation russe des moteurs d'hélicoptère et d'avion ainsi que des turbines, et une foule de composants divers pour l'industrie mécanique russe. Mais une bonne part de cette industrie ukrainienne dépendait des fournitures russes de gaz, de pétrole et même de charbon à coke en raison de la mauvaise qualité du charbon ukrainien.

La situation économique de la zone en juin 2014

Voici ce qu'une analyse de l'AFP révèle :

« Les principales entreprises fermées depuis un mois, la production de charbon en baisse de 10 %, les transports perturbés: l'avenir économique paraît sombre pour les territoires séparatistes de l'est de l'Ukraine.

» "Les conséquences du conflit sont catastrophiques pour l'économie locale: nous prévoyons déjà une baisse globale de 30 % de la production sur un an", estime le professeur Youri Makogon, de la faculté d'économie de l'université de Donetsk.

» Les deux plus grandes entreprises locales, Styrol et Severodonetsk Azot – leaders de l'industrie chimique en Ukraine – ont arrêté leur production début mai, en raison des combats entre rebelles prorusses et forces ukrainiennes.

» Plusieurs mines de charbon ont elles aussi été contraintes d'arrêter leur activité, provoquant ces dernières semaines une baisse de 10 % de la production. "Cela fait chaque jour entre 7 000 et 10 000 tonnes de charbon en moins", a déclaré le vice-ministre ukrainien de l'Industrie houillère Youri Zioukov.

»"A Donetsk, beaucoup d'entreprises ferment leurs portes et mettent leur personnel en congé non payé", a indiqué de son côté mardi *[3 juin 2014]* l'adjoint au maire de cette ville d'un million d'habitants, Guennadi Tkatchenko.

» Le secteur des transports est lui aussi bousculé : l'aéroport international de Donetsk est fermé après une tentative des prorusses de s'en emparer et une contre-attaque meurtrière fin mai des forces ukrainiennes qui contrôlent désormais les lieux.

» Le trafic ferroviaire a été perturbé après des explosions sur les voies ferrées. Et sur la plupart des routes de la région, des barrages ont été érigés par des rebelles armés et par les forces ukrainiennes, rendant parfois dangereux le transport de marchandises.

» Les statistiques officielles ukrainiennes indiquent que la région de Donetsk reçoit trois fois plus d'argent qu'elle n'en verse à l'Etat. La région de Louhansk reçoit deux fois plus que ce qu'elle verse à Kiev.

» Le multimilliardaire Rinat Akhmetov, dont l'empire économique dans l'est de l'Ukraine emploie quelque 100 000 personnes, a pris position contre les séparatistes. Le chef du "parlement" des prorusses, Denis Pouchiline, a menacé de saisir ses entreprises et de les nationaliser.

» Mais le "Premier ministre" de la "République de Donetsk", Alexandre Borodaï, a rejeté ces menaces : "Il n'est pas question de nationaliser des entreprises", a-t-il déclaré mardi en exprimant l'espoir que M. Akhmetov, premier employeur de la région, change d'attitude envers les prorusses.

» "Les régions de l'Est ne peuvent pas vivre sur leurs seules ressources, sans l'aide de Kiev. Très peu de mines sont rentables. La métallurgie travaille à perte depuis 2009, en raison de la crise. L'Etat soutient ces secteurs pour des raisons sociales", affirme à Donetsk un expert économique qui ne veut pas être identifié. »

L'Ukraine et l'Union européenne viennent de signer un accord d'association économique qui doit être ratifié ce mois de septembre 2014 pour prendre effet en octobre. Cet accord prévoit la formation d'une zone économique entre l'Ukraine et l'Union européenne (Deep and Comprehensive Free Trade Area – DCFTA) qui implique la réduction puis l'élimination de toute subvention à l'industrie, l'élimination du contrôle de prix et des mesures pour renforcer la protection de la propriété intellectuelle. Dans de telles conditions, l'économie ukrainienne sera dans l'impossibilité de soutenir la concurrence des produits européens et les entreprises seront ou acculées à la faillite ou rachetées. Pour que l'Ukraine ne sombre pas dans la faillite, les injections de capitaux seront nécessaires, pas seulement dans l'immédiat (40 milliards d'euros) mais (et d'autant) dans les années suivantes. Ces prêts de

différents organismes financiers internationaux requièrent des dérégulations. Les premières sont déjà à l'œuvre dans les dépenses domestiques, le prix du gaz a augmenté de 56 % depuis mai ; le prix de l'électricité a augmenté entre 10 % et 40 % depuis le 1er juin, l'eau chaude de 74 % et la sanitation de 105 %, le chauffage de 40 % en moyenne. Une mission du FMI est arrivée à Kiev le 24 juin pour vérifier que les engagements attachés aux prêts sont bien respectés ; un comité indépendant (CIC) évalue que les pertes pour l'Ukraine (pour les habitants) seront de 12 milliards par an (80 milliards d'ici 2018) à cause de l'impact de ces mesures entraînant la chute du commerce tant avec la Russie qu'avec l'Europe. Les répercussions se feront sentir dans les pays proches, pas seulement sur l'économie russe. Si le changement d'orientation économique de l'Ukraine se confirme par l'adoption de l'accord d'association, les exportations vers la Russie de produits finis vont chuter considérablement alors que les exportations vers l'Union européenne, qui vont s'intensifier, consisteront essentiellement en produits agricoles, minerais, métaux bruts et bois. On assistera à une désindustrialisation de l'Ukraine avec toutes ses conséquences pour les ouvriers de la zone industrielle est.

Pour le moment, on voit mal comment, dans le chaos économique du pays et la guerre civile indécise dans tout l'Est ukrainien, ce que peuvent faire les travailleurs contre la dégradation de leurs conditions de travail, de vie, contre leur élimination du secteur productif où ils étaient exploités. Plus que jamais, la guerre est une défaite ouvrière.

QUEL SORT POUR LES TRAVAILLEURS UKRAINIENS ? UN DÉBUT DE RÉPONSE

L'article ci-après est paru en polonais sur le site du syndicat libre « Août 80 », (http://www.wzz. org.pl/posty/donbas) implanté en particulier dans les mines de Silésie. Il est basé sur les informations et opinions émanant des responsables des syndicats des mineurs du Donbass.

« Nationaliser » une entreprise d'Etat... ?

Peut-on nationaliser une entreprise d'Etat ? Non, car c'est un non-sens. Mais pas pour les gens de Poutine. Dans le Donbass (1), les séparatistes russes ont montré qu'ils peuvent le faire : ils ont « nationalisé » l'entreprise d'Etat DP Donbassanthracite. Son siège se trouve à Krasnyï Loutch, dans la région (oblast) de Louhansk (2). L'entreprise comprend sept mines et dix autres établissements. Elle emploie environ 15 000 personnes, et sa masse salariale mensuelle (y compris les cotisations aux assurances sociales) s'élève à 85 millions de hryvnia(3).

(1) Bassin houiller, un des plus importants en Europe, situé le long du grand fleuve Don, à cheval entre l'Ukraine et la Russie. Sa partie ouest se trouve en Ukraine, avec des villes comme Louhansk ou Donetsk, et sa partie est en Russie, avec des villes comme Rostov.

(2) Grand centre industriel et minier, 426 000 habitants

(3) 1€ = 16,4 hryvnia (UAH). Salaire minimum environ 700 hryvnia, salaire moyen environ 2000 hryvnia.

Toute « fédéralisation » ou quelconque forme de sécession entraînerait pour le Donbass la perte des subventions publiques, la fermeture de la moitié des mines et le licenciement d'environ 100 000 mineurs ***(http://hubs.com.ua/business/do-100-000-shahterov-mogut-ostatsya-bez-rabotyi.htm)***

Comment l'ont-ils fait ? « La République populaire de Louhansk nationalise l'industrie lourde » – c'est sous ce titre que le site des séparatistes russes Rousskaïa Viesna (Le Printemps russe) a publié ces informations sensationnelles.

On y explique en quoi consistait cette nationalisation : à savoir que le 15 mai 2014, trois membres de la « milice populaire » de cette « république » se sont présentés à une réunion concernant l'organisation de la production chez DP Donbassanthracite, et « ont déclaré triomphalement *[sic !]* aux personnes présentes qu'ils prenaient le contrôle de l'entreprise, et que dorénavant il y aurait un homme de la milice populaire qui ferait la garde dans chaque bureau. Ils ont assuré aussi qu'ils n'allaient pas entraver le travail des mines. »

http://rusvesna.su/news/1400165342

Mykhaïlo Volynets, président du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine (NPHU), également président de la Confédération ukrainienne des syndicats libres (KVPU), affirme que les choses se sont passées un peu différemment.

« On a vu arriver dix Cosaques russes avec des fusils automatiques ; ils avaient aussi des lance-grenades. Ils sont allés chez le directeur général, lui ont ordonné de

quitter le bâtiment et ont déclaré qu'ils prenaient possession des bâtiments de l'entreprise d'Etat Donbassanthracite. Ces Cosaques de Russie – explique Volynets – proviennent de la partie du Donbass située du côté de Rostov (4), une région où on a fermé plus d'une centaine de mines, créant une zone d'alcoolisme, de drogue et de chômage, où la mortalité est deux fois plus élevée que le taux de natalité, et où les jeunes en âge de travailler ont dû partir vers l'Extrême-Orient. » (5)

http://112.ua/glavnye-novosti/zahvatchiki-gp-donbassantracit-vooruzheny-avtomatami-i-granatometami-volynec-62604.html

Arrêter les mines, porter un coup à l'économie

Les séparatistes, qui agissent sous les drapeaux de leurs « républiques populaires » par nationalisation de l'industrie comprennent ce qu'ils ont fait dans l'entreprise DP Donbassanthracite : ils ont tout simplement « proclamé » que la propriété de l'Etat ukrainien devenait la propriété de leur « Etat » fantaisiste, et ont placé devant le portail et dans quelques bureaux leurs « combattants » armés de kalachnikovs. Ils ne touchent évidemment pas à la propriété privée des oligarques.

L'entreprise DP Donbassanthracite reçoit de l'Etat ukrainien de très importantes subventions. La soi-disant « République populaire de Louhansk » n'a pas l'intention (ni aucune possibilité) d'en assumer la charge. Pourtant, sans ces aides publiques, Donbassanthracite s'arrêterait très vite de fonctionner. Alors, de quoi s'agit-il avec cette prétendue « nationalisation » ?

Volynets explique : « Les séparatistes essaient d'arrêter le travail des groupes industriels comme Donbassanthracite, de porter un coup à l'économie, et, lorsque les mines s'arrêteront, de faire sortir les mineurs dans la rue. C'est fait pour aggraver le chaos et provoquer des troubles dans l'Est du pays. »

http://www.kvpu.org.ua/uk/news/4/3184/gp-donbassantracit-prodolzhaet-rabota

Les séparatistes – et l'impérialisme russe qui est derrière eux – veulent ainsi déstabiliser l'Ukraine, car cet impérialisme est en train d'en perdre le contrôle. Son calcul est qu'en déstabilisant le pays, il jettera le peuple ukrainien à genoux, et créera les conditions pour rétablir sa domination.

Les mineurs patrouillent à Donetsk

La situation de l'industrie houillère dans l'Est de l'Ukraine est difficile, expliquait Mykhaïlo Volynets le 16 mai. Avant tout, « parce qu'elle est instable, ce qui perturbe le rythme de travail de toute l'économie. Par exemple, il y a huit jours, un groupe d'extrémistes masqués a envahi les bureaux des mines d'Etat Artemougol, dans la ville de Horlivka (région de Donetsk) (6). Ils ont enlevé le directeur général, puis l'ont libéré – crâne fracturé et colonne vertébrale cassée – moyennant versement d'une rançon. Dimanche, un groupe de gens a arrêté un autocar d'entreprise qui transportait les travailleurs à la mine Stakhanov – déjà très dangereuse

(4) Grand centre industriel et port sur le Don, à 50 km de la mer d'Azov, 1 110 000 habitants.

(5) L'Extrême-Orient russe est situé entre la Sibérie et l'océan Pacifique à l'est, avec au nord l'océan Arctique et au sud la mer du Japon ; la région comprend des grandes villes et centres industriels comme Vladivostok, Khabarovsk, Petropavlovsk, etc.

(6) Ville minière et industrielle (chimie), 257 000 habitants.

pour de multiples raisons –, et ont empêché les mineurs de se rendre au travail. Les assaillants exigeaient des mineurs que ceux-ci rebroussent chemin et aillent voter dans leur "référendum".

» Un incident similaire a eu lieu il y a quelques jours dans les environs de Torez (7), où les mineurs furent arrêtés et conduits par la force sur une place pour y exprimer leur soutien à l'AntiMaïdan. D'une manière générale, dernièrement, on incite souvent les mineurs à participer à des actions de protestation – soit en leur proposant de l'argent, soit en leur mentant, par exemple en promettant des hausses de salaires de 30 %. Des inconnus arrivent dans la mine Kirov, obligent le personnel à interrompre le travail et tirent sous les pieds du directeur de la mine pour terroriser les gens. Ainsi, en créant une situation extraordinairement instable, ils démoralisent la maîtrise et les cadres. Les forces de l'ordre dans ces régions sont démoralisées aussi ; même si, à Donetsk, la police s'est jointe aux patrouilles des mineurs, membres du Syndicat indépendant des mineurs. 160 mineurs patrouillent la ville, et des groupes de dix personnes montent la garde dans l'immeuble de la police. Il convient d'ajouter que les mineurs ne sont pas armés, et de ce fait sont également exposés au danger. »

Volynets poursuit : « Les mines, c'est en soi une production dangereuse. Si l'on crée des conditions qui perturberaient le travail dans les mines – parce qu'on veut que les mines s'arrêtent –, alors avec le temps la reprise d'un fonctionnement normal ne sera plus possible. Des dizaines de milliers de personnes perdront leur travail, grâce aux actions menées par la Russie. Cette année, les mines doivent recevoir de l'Etat des aides financières d'un montant de 12,5 millions de hryvnia, et ce n'est pas encore le maximum. En général, à la fin de l'année, l'Etat procède à un examen du budget et augmente les financements pour l'industrie houillère. Les rémunérations des travailleurs se composent à 80 % des aides financières de l'Etat et à 20 % de ce que génère le travail des mineurs. Il faut tenir compte du fait que la consommation du charbon a considérablement diminué aussi bien dans les centrales thermiques et électriques que dans la sidérurgie. Aucun investisseur ne placera de l'argent là où la situation est instable. Le moment n'est pas bon pour une réduction des investissements de l'Etat dans les charbonnages ; car si nos autorités se décidaient à le faire, alors elles pourraient se retrouver face à l'hostilité des mineurs. Il faut chercher d'autres moyens et possibilités de stabilisation économique et de sortie de la crise. Sinon, on pourrait même faire une sorte de "cadeau à Poutine" »

http://www.kvpu.org.ua/uk/news/7/3182/yak-ne-zrobiti-podarunka-putinu-na-donbasi

Chômage de masse

Mykhaïlo Volynets montre que les séparatistes, en prônant le rattachement du Donbass à la Russie, ne tiennent pas du tout compte de la situation réelle de l'industrie houillère. Dans le Donbass, le charbon possède une haute teneur en soufre, et ne correspond pas aux standards mondiaux. L'ouverture du marché ukrainien provoquerait son inondation par le charbon russe, lequel est d'une meilleure qualité et beaucoup moins cher, car extrait dans des mines à ciel ouvert. Seules des subventions du bud-

(7) Ville minière, 58 000 habitants.

get permettent de maintenir à flot les mines d'Etat dans le Donbass. « Déjà en 2005, la Russie avait cessé d'allouer des ressources budgétaires pour soutenir son industrie houillère. C'est la raison pour laquelle dans la région de Rostov, dans la partie russe du Donbass, on a fermé plus d'une centaine de mines. Les gens qui sont restés sans travail ont tout simplement sombré dans l'alcoolisme. Ceux qui pouvaient, sont partis dans le Kouzbass ou à Vorkouta (8), créant ainsi des problèmes aux mineurs locaux – constate Volynets. Là-bas, ils n'attendent pas nos mineurs. »

http://www.kvpu.org.ua/uk/news/7/3176/shakhtari-pogrozhuyut-povstannyam,-yakshho-donbas-distanetsya-rosii

« Tous les mois – poursuit Volynets – l'Ukraine dépense plus d'un milliard de hryvnia pour soutenir l'industrie houillère. Cela se justifie, car en échange de ces aides publiques, on obtient des prix très bas de l'énergie électrique, des prestations communales, de l'eau chaude, du chauffage, etc. Ainsi, en soutenant les mineurs, l'Etat soutient aujourd'hui la population de l'Ukraine. »

http://www.kvpu.org.ua/uk/news/6/3171/donecki-shakhtari-mozhut-vtratiti-robotu

Les analystes mettent en garde contre le fait qu'en cas de « fédéralisation » ou une autre forme de sécession du Donbass, ce bassin perdra les subventions publiques, la moitié des mines sera fermée et environ 100 000 mineurs perdront leur emploi.

http://hubs.com.ua/business/do-100-000-shahterov-mogut-ostatsya-bez-rabotyi.html

Youri Makohon, un économiste de Donetsk, considère qu'en cas de sécession, non seulement l'industrie houillère, mais toute l'industrie du Donbass, serait menacée et pourrait devenir une zone d'économie souterraine. « Je n'ai nulle part entendu dire que la Russie voudrait se rattacher le Donbass ; ils en ont chez eux suffisamment, de ce genre de "donbass", par exemple à Kemerovo (9) ou à Vorkouta. Si, à la suite de diverses manœuvres politiques, nous devenons une république non-reconnue, alors nous perdrons totalement les possibilités d'aller librement sur les marchés extérieurs. Or, 70 % de toute la production de notre région dépend de l'export. »

http://www.segodnya.ua/regions/donetsk/shahtery-grozyat-vosstaniem-esli-donbass-dostanetsya-rossii-519808.html

Les mineurs se soulèveront

L'avis de Mikhaïlo Volynets est partagé par Yevhen Bondarenko, président de l'organisation régionale du Syndicat des travailleurs de l'industrie houillère d'Ukraine (PRUPU) à Donetsk, qui fait partie de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) : « La Russie n'a pas besoin de notre bassin minier ; mais dire que nous, avec notre charbon, nous sommes indispensables à l'Europe, n'a pas de sens non plus. Les mineurs se maintiennent uniquement parce que l'Etat exerce ses fonctions et paie les salaires. Si la paie n'était

(8) Kouzbass : grand bassin minier en Sibérie occidentale. Vorkouta : ville minière située dans l'extrême nord de la Russie, dans un vaste bassin minier au-delà du cercle polaire, près de la mer de Barents. 65 000 habitants. La région est aussi tristement célèbre pour les camps de concentration staliniens du Goulag.

(9) Ville minière en Sibérie, dans le bassin minier de Kouzbass. 544 000 habitants.

pas assurée, alors les mineurs se soulèveront avec une telle force que ça se verra. »

Volynets dit que le conflit dans l'Est de l'Ukraine a déclenché une vague de mécontentement chez les mineurs du Donbass. Jusqu'à présent, ils se tenaient à l'écart, mais maintenant ils disent qu'ils sont prêts à se soulever, si leurs salaires et leurs familles devaient pâtir à cause de cette crise. « Les mineurs se soulèveront dans un mois ou deux, lorsqu'ils ne seront plus payés. Ce sont des gens qui n'ont peur de rien. Aujourd'hui, on les a trompés et dressés contre le pouvoir central, mais demain ils s'en rendront compte. Pour le mineur, la valeur suprême c'est la famille, et la famille doit être nourrie avec quelque chose. »

http://www.kvpu.org.ua/uk/news/7/3176/shakhtari-pogrozhuyut-povstannyam,-yakshho-donbas-distanetsya-rosii

« Nous allons virer les séparatistes des villes minières »

« Le moment est venu – argumente Volynets – où les mineurs devront refouler de manière décidée les séparatistes. Toutes ces amourettes pro-russes font que de nombreuses mines sont déjà à l'arrêt, les gens travaillent à l'abattage au fond, mais le charbon n'est pas enlevé, et il y a le risque que les salaires ne soient pas payés. Si les mineurs ne reçoivent pas leur paie pendant un mois ou deux, et qu'ils ne pourront pas nourrir leurs familles, alors il y aura des révoltes de la faim, dirigées contre tous ceux qui se mettront en travers de leur chemin. Les mineurs sont des hommes très vaillants. Ils n'ont pas peur des balles, ni de ceux qui s'avanceront contre eux avec des armes automatiques. Le peuple les soutiendra. »

Les autorités ukrainiennes, dit Volynets, devraient trouver un moyen contre les séparatistes, qui sont peu nombreux dans les cités minières. « Combien sont-ils ces séparatistes ? Dans les petites villes – de 5 à 7 personnes. Alors, que notre honorable Etat daigne nous donner des armes, et nous allons nous défendre nous-mêmes. Nous allons rappeler à l'ordre tous ces types irresponsables, et nous allons les virer des villes minières. »

http://ukrlife.tv/video--dayte-shahteram-oruzhie-my-vygonim-separatistov-iz-goroda-volynets--1589

Après que les séparatistes eurent occupé le bâtiment administratif de l'entreprise DP Donbassanthracite, et annoncé le renvoi de Semen Kerkez, son directeur général, Mykhaïlo Volynets a déclaré : « C'est inadmissible, car cela se passe dans une entreprise parmi les plus dangereuses. Cela peut avoir des conséquences tragiques, comme par exemple en Turquie. Là-bas, suite à l'accident dans la mine, hier, le nombre de morts a atteint presque 300 personnes. Tous les militants mineurs sont très inquiets de la tournure que prennent les événements. Vraisemblablement, les mineurs eux-mêmes devront défendre leurs emplois, parce que l'Etat le fait de façon inefficace. »

http://censor.net.ua/news/285456/terroristy_zahvatili_donbassantratsit_v_krasnom_luche_rabota_esche_10_shaht_parali-zovana_volynets

Les mineurs en ont ras le bol de supporter la pagaille et l'arbitraire

Ce que dit Volynets est pleinement partagé par son collègue syndicaliste, Mykola Volynko, président du Syndicat indépendant des mineurs du Donbass (NPHD). Le 15 mai, à la conférence de presse qui s'est

tenue dans le Centre médiatique de crise ukrainien à Kiev, « il a appelé les autorités ukrainiennes à des actions plus décidées en défense du Donbass, à résoudre la crise et à réintégrer totalement cette région dans le cadre de l'Ukraine ».

Il disait, à propos des détachements séparatistes : « Ils affolent les gens en agitant l'épouvantail du Secteur de droite et des bandéristes, mais traitent aussitôt de provocateurs ceux qui demandent à juste titre comment nous allons vivre. Concernant notre organisation, nous allons tout le temps dans les mines, nous expliquons et nous alertons : si les mines s'arrêtent, tout sera foutu. Qui prendra en charge les aides d'Etat pour les mines ? Que deviendront les retraités et, avant tout, les mines elles-mêmes ? La Russie a suffisamment de ses propres mineurs au chômage. Dans la région de Rostov, sur 64 mines il y en a encore trois. Dans la région de Toula (10), il n'en reste que très peu aussi. A Novokouznetsk (11), lors d'une rencontre avec moi, les gens disaient ouvertement : nous avons suffisamment de nos propres chômeurs ; à quoi bon vos chômeurs ukrainiens ? Ça aboutira peut-être à une situation où nos salaires seront encore plus bas. »

Volynko critique le gouvernement ukrainien à cause de l'opération militaire contre les séparatistes, qui traîne déjà depuis un mois, et pourrait traîner encore plus. « Aujourd'hui, les mineurs en ont ras le bol de supporter la pagaille et l'arbitraire. Les gens veulent que la paix et la tranquillité reviennent plus vite. » Il considère que « le gouvernement ukrainien devrait engager des actions plus généralisées, globales, car on ne peut pas se limiter aux opérations militaires ».

Parmi les campagnes d'explications, il considère nécessaire de montrer aux populations des exemples de l'effondrement des divers territoires (comme par exemple l'Abkhazie) à la suite de l'ingérence russe. Du point de vue économique, il serait important d'élaborer des perspectives de développement de la région. Pour l'heure – vu les allègements consentis fin 2013 par le précédent gouvernement pour l'importation du charbon – il a appelé les membres de l'actuel gouvernement à trancher clairement quant à la manière de protéger les entreprises de production nationales. « Nous avons chez nous le charbon, l'énergie électrique et le métal. Mais comment devons-nous assurer la production ? Sous nos pieds il y a 13 trillions de mètres cubes de gaz de couche. Nous devons faire les efforts nécessaires pour pouvoir l'utiliser », conclut Volynko.

http://www.kvpu.org.ua/uk/news/6/3178/mikola-volinko:-federalizaciya-chiob%E2%80%99ehdnannya-z-rosiehyuvb%E2%80%99eh-ukrainski-shakhti

Zbigniew Marcin Kowalewski
18 mai 2014.
L'auteur est rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*
Traduit du polonais par Stefan Bekier
Les notes et les intertitres sont du traducteur

(10) Ville minière située à 200 km au sud de Moscou. 500.000 habitants.
(11) Grand centre minier et sidérurgique près de Kemerovo, dans le Kouzbass. 550 000 habitants.

DANS LES PUBLICATIONS / EUROPE

Tafta

◆ L'évolution du capital : l'offensive libérale autour du grand marché transatlantique, TAFTA (Transatlantic Free Trafe Agreement) et TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) dans *Courant alternatif* n°242 (été 2014).

Ukraine

◆ La revue allemande *Wildcat* publie dans son n° 96 (printemps 2014) un long article de Roman Danyluk, « Le mouvement sur la place Maïdan », qui tient compte des racines économiques plus que des raisons idéologiques pour expliquer les divisions de l'Ukraine. Selon son auteur, la partition du pays exprimée en termes d'adhésion à la Russie ou à l'Europe entre Est, russophone, et Ouest, ukrainophone, a beaucoup perdu de sa pertinence pour analyser cette partition depuis le mouvement orange de 2004. Selon Danyluk, ce sont principalement le poids de la Russie dans l'économie ukrainienne, la dette abyssale du pays, l'appauvrissement des classes populaires et la corruption endémique de l'oligarchie politico-économique qui permettent de comprendre en partie les divisions internes au pays et aux mouvements de contestation ; si la situation s'est aggravée au début de l'année 2014, c'est parce que, anticipant la chute prochaine de Iakounovitch, les politiques se sont jetés à la curée pour le pouvoir, d'où l'apparition de partis nationalistes et d'extrême droite, seuls à disposer d'une force organisée pour la prise du pouvoir alors que la majorité des participants aux manifestations de Maïdan ne se posait jusque-là pas la question.

Quant au choix à prendre en faveur soit de l'Union européenne soit de l'Union eurasiatique, les entrepreneurs hésitent entre une Europe qui décimerait les entreprises ukrainiennes, celles-ci étant incapables de survivre à la compétition des entreprises européennes, et une union douanière dominée par la Russie qui signifierait un retour à la colonisation de fait du pays telle qu'elle existait avant la chute de l'URSS. Bien que les entrepreneurs de l'Est du pays, de par la proximité géographique avec la Russie et le type d'industrie lourde qui y est majoritaire, soient plus enclins à se tourner vers l'ancien empire à cause des liens économiques noués avec la Russie, et que leurs collègues de l'Ouest, faisant plutôt des affaires dans l'agro-alimentaire, soient, eux, plus attirés par la société de consommation occidentale, de toutes les façons, l'Ukraine risque de redevenir cet Etat de seconde zone qu'elle était sous la domination russo-soviétique.

Si au cours des événements, et particulièrement à partir du 16 février 2014, lorsque la répression se fit plus dure, des travailleurs commencèrent à participer activement au mouvement, ils ne sont

Obligations socialistes des ouvriers ukrainiens (affiche soviétique de 1971).
http://www.ebay .com/sch/Posters-/60432/i.html?

jusqu'ici pas apparus en tant que classe avec leurs propres revendications ; le nationalisme qui imprègne le mouvement ukrainien a empêché à la fois que s'expriment des revendications sociales et un mouvement ouvrier apte à prendre contact avec les mouvements de base en Russie pour une lutte communne contre leurs exploiteurs. Il y avait tout de même des idées de revendications sociales qui circulaient encore en mars, mais elles étaient généralement portées par les étudiants ou des militants ouvriers de tendance anarchiste : *Wildcat* signale, par exemple, qu'un groupe libertaire d'étudiants « Action directe » a subi la répression non seulement de l'Etat mais aussi des groupes d'extrême droite ; et mentionne l'existence du Syndicat ouvrier autonome (Awtonomya Spilka Trudjaschtschych), dont nous avons traduit de l'anglais un entretien avec un de ses militants dans *Echanges* n° 146, p. 3. Quoi qu'il en soit selon Danyluk, la société ukrainienne va se trouver à moyen terme confrontée à de profondes transformations sociales et économiques (voir aussi p. 25).

Autriche

◆ Un article, « Autriche : crise, corruption, luttes » dans le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat* rappelle que ce petit pays dont on parle peu dans les médias n'est pas indemme des remous qui secouent le monde depuis la crise de 2008. L'extrême droite s'y taille une belle part électorale depuis longtemps mais d'autres perturbations secouent cette société endormie, bien que l'Etat providence datant de la fin de la deuxième guerre mondiale atténue encore relativement le choc.

Après la crise du pétrole, à partir de 1973, le consensus entre partis conservateur et social-démocrate était remis en cause par les attaques répétées de l'Etat contre le keynésianisme qui régnait jusqu'alors. Ce fut, à partir de 1986, la montée de l'extrême droite dans les instances gouvernementales : en 2000, le FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche), extrême droite, accédait au gouvernement et achevait de mettre en pièces le système social autrichien jusqu'à la mort, en 2008, de son dirigeant Jörg Haider. Il s'agissait, par ce pacte de gouvernement entre extrême droite et conservateurs, de stimuler l'accumulation du capital par la réduction des coûts de production, par une baisse des salaires et une orientation de l'industrie et de la finance vers l'exportation : les banques prêtèrent alors de plus en plus aux pays d'Europe de l'Est et à la Turquie, menant à la quasi-faillite actuelle du secteur financier autrichien.

Un encadré explique, par exemple, comment la banque Hypo Group Alp Adria fit l'objet de tractations entre Jörg Haider et le chancelier Wolfgang Schüssel au début 2000, un groupe bancaire qui, aujourd'hui, doit être renfloué par les contribuables, à hauteur de 22 milliards d'euros selon un article du quotidien *Le Monde* du 20 août. Face à cette situation, plusieurs mouvements de protestation se dessinent depuis quelques

années : en 2008, s'est formé un mouvement en faveur du droit d'asile pour les étrangers, toujours actif ; en 2009-2010, les universités furent occupées dans de nombreuses villes à l'image des occupations d'universités en Italie (voir ci-contre) ; en 2011, ce furent des manifestations contre la vie chère et, en octobre, une grève dans la métallurgie, deux mouvements qui ne se sont cependant pas rejoints ; à la fin 2013, les fonctionnaires ont manifesté contre les atteintes à leurs conditions de travail et en décembre le fabricant d'imprimantes König & Bauer SA a connu une grève de trois jours contre des licenciements. L'Autriche se met au diapason des évolutions du capital international ; c'est ainsi, par exemple, que vient d'être mis en place dans ce pays un contrat dit « tout compris » (All-in Vertrag) instaurant un paiement forfaitaire des heures supplémentaires, un contrat qui est d'ores et déjà le contrat type de tout nouvel employé à la Poste autrichienne.

Italie

◆ L'Italie en crise connaît une vague d'occupation de logements vides, principalement dans les grandes villes où la demande dépasse largement l'offre prolongeant un mouvement qui n'a jamais véritablement cessé depuis les années 1960/1970 selon « Vivre dans la crise : luttes sociales en Italie », dans le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat* ; néanmoins, autrefois, ce mouvement était étroitement lié aux mutations du travail salarié de l'époque (montée des Italiens du Sud dans les usines du centre et du Nord) et au manque de logement dans les villes industrielles (logements trop chers ou offre faible), et par conséquent, aux combats de la classe ouvrière dans les usines. De nos jours, les causes de ce mouvement sont à rechercher dans la crise des subprime qui a affecté la situation de ceux qui avaient emprunté pour devenir propriétaires, la montée du chômage qui est venue s'ajouter aux difficultés des plus pauvres et les changements dans la composition des classes laborieuses, avec une envolée des travailleurs migrants venus du dehors de l'Italie ; ce mouvement, malgré une forte mobilisation, se lie difficilement aux luttes des travailleurs et se rapproche plutôt de celui des *indignados* en Espagne. Les étudiants, touchés eux aussi par les coupes budgétaires dues à la politique européenne d'austérité, participent activement à ce mouvement d'occupation en squattant les logements universitaires et en défendant l'accès de tous aux énergies de base : eau, électricité et gaz.

Bosnie

◆ Le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat* revient dans un article, « Soulèvement en Bosnie », sur l'histoire politique et sociale des pays de l'ex-Yougoslavie depuis la guerre qui a suivi l'éclatement du pays jusqu'à la fixation d'entités ethniques et religieuses entérinée par les accords de Dayton (1995). La Bosnie-Herzégovine, en particulier, fut divisée en trois unités, les fontières en résultant ayant depuis lors fait obstacle aux luttes des travailleurs contre leur exploitation ; une exploitation particulièrement féroce en Bosnie où les salaires sont plus bas que dans le reste de l'ancienne Yougoslavie et où les services de santé et d'éducation ont été laminés. Les grèves qui ont pris de l'ampleur à Tuzla en février 2014 duraient de manière larvée depuis des mois contre la privatisation de cinq usines ; elles se sont étendues à toutes les parties de la Bosnie et ont vu lutter côte à côte Serbes, Croates et Bosniaques (cette dernière catégorie recouvrant les musulmans). Selon *Wildcat*, un participant à une assemblée à Mostar faisait d'ailleurs remarquer à un orateur qui défendait la multiethnicité de la Bosnie-Herzégovine : « Tes histoires de multiethnicité ne valent pas tripette ; avant la guerre, on ne savait pas qui était quoi et tout allait mieux. » (sur l'assemblée qui a eu lieu à Mostar en février, voir *Echanges* n° 147, p. 3). L'article paru dans *Wildcat* donne en encadré une version des revendications des travailleurs et travailleuses de Tuzla, traduites ici en français :

« 1. Maintien de l'ordre public grâce à la collaboration des citoyens, de la police et de la protection civile afin d'éviter toute criminalisation, politisation ou manipulation des manifestations.

2. Mise en place d'un gouvernement d'experts composé de personnes issues de milieux professionnels indépendantes des partis et non compromises avec les gouvernements précédents, n'ayant jamais rempli aucun mandat à quelque niveau gouvernemental que ce soit. Ce gouvernement prendra la tête du canton de Tuzla jusqu'aux élections prévues en 2014. Il s'engage à établir des plans hebdomadaires et à informer sur son activité et la progression dans l'exécution des buts fixés. Le travail du gouvernement sera supervisé par tous citoyens et citoyennes intéressés.

3. S'assurer de toute urgence de la régularité de l'ordonnance de privatisation des entreprises suivantes : Polihem, Poliholem, Gumara et Konjuh. En outre :
– fixation des horaires de production et d'une couverture d'assurance maladie pour les travailleurs ;
– poursuites judiciaires des criminels économiques et de tous autres complices ;
– confiscation des biens obtenus illégalement ;
– annulation des contrats de privatisation ;
– abrogation des privatisations déjà réalisées ;
– restitution des usines aux travailleurs et travailleuses, passation de leur contrôle à des fonctionnaires publics qui protégeront les intérêts de tous et reprise de la production dans les usines où c'est possible.

4. Limitation du traitement des élus au niveau de celui des employés des secteurs public et privé.

5. Suppression des suppléments de salaires versés aux élus, en particulier les gratifications personnelles pour participation à des commissions, comités et autres assemblées, ainsi que toutes compensations injustifiées auxquelles les travailleurs du public et du

secteur privé n'ont pas droit. 6. Suppression des rémunérations versées aux ministres, et si possible aux autres employés du gouvernement, après cessation de leurs mandats. » (traduit de l'allemand par J.-P. V.)

Wildcat conseille deux sites pour en savoir plus : bhprotestfiles.wordpress.com (en anglais) et www.bhplenum.info (en serbo-croate)

◆ « Bosnie : une autre recette », un article de Charles Reeve traduit du français en espagnol dans le n° 53 (juin 2014) de la revue barcelonaise *Etcétera. Correspondencia de la guerra social.* Voir, pour le texte français, le numéro 15 d'*Article 11* et le site www. article11.info/?Bosnie-une-autre-recette

◆ Dans *Regroupement Communiste* n° 47, avril 2014, « Révolte sociale en Bosnie Herzégovine. »

L'Etat allemand et ses complicités

◆ « NSU : collaboration », dans le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat,* apporte des précisions aux articles parus précédemment dans cette revue (n°s 92, 93 et 94 ; voir *Echanges* n°s 141, 142 et 144) sur les complicités entre les activistes d'extrême droite de la Nationalsozialistischer Untergrund (NSU, Clandestinité nationalsocialiste) et l'appareil d'Etat. Suite à la formation d'une commission parlementaire, quelques faits établis à propos des diverses protections de l'appareil policier dont a bénéficié la NSU ont commencé à fuiter dans la presse allemande.

L'auteur de l'article de *Wildcat* n'est cependant pas dupe de l'indépendance affichée par une commission composée de ceux-là mêmes qui ont intérêt à ce que ne soient pas révélées intégralement les collusions entre xénophobes d'extrême droite et xénophobes d'Etat. Tout de même que dans les articles précédents, l'hypocrisie, ou au mieux la passivité, de l'extrême gauche, principalement des Grünen (Verts, écologistes) parce qu'ils ont participé au gouvernement, ne sont pas épargnées.

Espagne. Mónica Caballero et Francisco Solar

◆ *Jusqu'à détruire la dernière des cages* : recueil de textes en solidarité et des lettres des compagnons incarcérés en Espagne suite à l'attentat le 2 octobre 2012 contre la basilique del Pilar de Saragosse, Mónica Caballero et Francisco Solar. Cette brochure, traduction de la brochure espagnole *Hasta Destruir la última de las jaulas,* parue sur Contrainfo le 2 mars 2014. peut être téléchargée sur http://www.non-fides.fr/?Brochure-Jusqu-a-detruire-la Monica Caballero et Francisco Solar prisonniers politiques en Espagne. Le 13 novembre 2013, cinq anarchistes ont été arrêté-es à Barcelone, accusé-es de faire partie d'une « organisation terroriste » et d'avoir placé un engin explosif à la Basilique del Pilar de Saragosse. Cinq jours plus tard, trois d'entre eux ont été relâché-es avec charges, tandis que les deux autres étaient mis en détention. Ils sont tous et toutes sous le coup d'accusations d'« appartenance à une organisation terroriste », de «destruction accomplie », et de « conspiration en vue de destruction ». Pour toute question, contribution, critique, concernant cet appel à la solidarité internationale : solidaridadylucha@riseup.net

Basques

◆ *Jakilea (Le Témoin),* n° 111 (juin 2014), documents sur la condition de prisonniers basques dans les geôles espagnoles.

Caméra à Pôle emploi

◆ *Avec une caméra*, brochure sur une démarche à Pôle emploi : « Alarmé par la faiblesse de mes démarches, *[Pôle Emploi]* souhaite me rencontrer pour cerner mon profil. On y va à plusieurs. Un conseiller est là. (...) Que faisons-nous dans la vie ? – Des films. – Il demande si cela fait longtemps que nous sommes dans le métier. Quelque peu crispés, nous nous voyons dans l'obligation de répondre que nous ne sommes pas vraiment "dans le métier". On s'explique. » – Le Monde à l'envers, 46 rue d'Alembert, 38000 Grenoble, mondenvers@riseup.net et http://lemondealenvers.lautre.net

Les luttes...

◆ Dans *Courant Alternatif* n° 238 (mars 2014) : « Nantes, 22 février, la manif dégénère » et « Les autres aéroports en France », et n° 241 (juin 2014) : « Nantes, mobilisation contre la répression et enjeux derrière l'abandon du projet d'aéroport »

◆ « ND des Landes, plus combatifs que jamais », dans *Alternative Libertaire* n° 239 (avril 2014).

◆ « L'accord Unedic et les intermittents », « Grève des postiers du 92 » ; dans *Alternative libertaire* n° 242 (été 2014) : « L'été sera-t-il chaud ? » et « La lutte finira bien par payer » ; la lutte dans les hôpitaux, un rappel sur la grève des cheminots et une sorte d'appel à une synthèse (illusoire ?) entre les luttes politiques (les mille vaches ou ND des Landes) et les mobilisations sociales.

◆ La lutte des intermittents, une lutte contre la précarité et la loi ferroviaire contre les travailleurs (parole d'un cheminot gréviste) dans *La Forge* n° 553 (juillet-août 2014).

◆ Sur les mêmes sujets dans *Alternative Libertaire* n° 241 (été 2014) : « Printemps des comédiens qui ne lâchent rien » et « SNCF, la lutte de classe sur de bons rails » ; « Grève à la poste de Marseille » ; « La grève faisant foi » dans *CQFD* n° 122 (mai 2014).

◆ Dans *CQFD* n° 123 (juin 2014), sur la condition des femmes de chambre des grands hôtels : « Les mains dans le luxe ».

Dans CQFD n°122 (mai 2014) sur les conditions de travail dans le remorquage : « Le remorquage ne mène pas au large » (aussi sur http://cqfd-journal.org).

Métiers...

◆ « Recherche soudeur désespérément » (sur le recrutement difficile des métiers industriels) dans *la Gazette des Sociétés et des Techniques* n° 76 (mars 2014). « Les entreprises patrimoniales, trésors méconnus » dans *la Gazette des Sociétés et des Techniques* n° 77 (mai 2014) (copie à Echanges).

Bonnets rouges

◆ « Le fond de l'air est gris », sur le mouvement des bonnets rouges en Bretagne paru dans *A contre-courant* n° 250 (janvier 2014) a été traduit dans le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande Wildcat.

CORRESPONDANCE

Les partis communistes et les paysans

D'un camarade américain (mars 2014)

TU M'AS DIT UNE FOIS quelque chose qui m'est resté longtemps à l'esprit : que les partis communistes existaient là où l'agriculture restait une « question ». J'ai compris par cela que les PC fleurissaient pour une période historique dans les pays à agriculture arriérée, comme la France jusque dans les années 1970, de même pour l'Italie, un peu plus longtemps en Espagne ou au Portugal. L'agriculture de la phase de la « domination réelle » du capital c'est en fin de compte l'agrobusiness de la Californie, ou à une plus petite échelle, les paysans (fermiers?) « professionnels » (avec formation en agronomie, technique moderne, etc.) qui restent en France ou en Allemagne.

Cette périodisation me semble « parfaite » : le PCF recueillait jusqu'à 25 % des votes jusque dans les premières années 1970, le PCI était à son comble en 1976 avec 35 %, tout cela suivi d'un déclin plus ou moins permanent, longtemps avant la disparition de l'URSS. En Espagne, c'était un peu différent, avec son mouvement anarchiste de masse jusqu'en 1939 ; quelqu'un avait demandé à Franco comment il pensait se débarrasser de l'anarchisme, et il avait répondu : « En vidant la campagne. » Ce qu'il a fait, et l'anarchisme a plus ou moins disparu.

Quand on pense à des pays qui avaient déjà une agriculture moderne (ou disons là où il ne restait aucun vestige précapitaliste à la campagne) comme l'Angleterre ou les Etats-Unis, les PC dans ces deux pays étaient toujours marginaux. (L'exception qui prouve la règle pour ainsi dire.)

A l'autre bout de la gamme, en Inde par exemple, où la question pèse encore lourd (presque 50 % de la population vit toujours à la campagne), il y a au moins cinq « partis communistes marxistes-léninistes » avec des dizaines de milliers de membres chacun.

J'ai feuilleté pas mal dans ton/votre livre de 1979 sur l'Espagne (avec Brendel) et je n'ai trouvé aucune élaboration de ce phénomène. Quel est à ton avis le « mécanisme » ? Je le vois ainsi : jusque dans les années 1850, l'alimentation constituait une dépense de 50 % du revenu d'une famille ouvrière. Cela, avec le logement, était à peu près tout. Avec la dépression agricole qui a duré de 1873 à 1896, le marché mondial du blé a été dominé

Jean Vigreux, « Brochures communistes pour les paysans entre 1945 et 1958 », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique. URL : http://chrhc.revues.org/1468

par de « nouveaux pays » exportateurs : les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, l'Argentine, la Russie, etc. Presque tous les pays européens ont réagi en dressant des barrières douanières fortes (le tarif Méline de 1892 en France, l'alliance « fer et seigle » de 1879 en Allemagne, etc.) A long terme, cette réduction du pourcentage du revenu familial ouvrier dépensé pour la nourriture (de 50% jusqu'à 20% disons) a permis pour la première fois l'achat de biens de consommation« durables » tels la radio et d'autres produits électroniques, et plus tard la voiture et ainsi de suite. Tout ceci allait de pair avec la modernisation et rationalisation de l'appareil productif (Etats-Unis et Allemagne en tête), taylorisme, et plus tard « fordisme » : le processus qui transforme l'« ouvrier » en ne laissant que le « prolétaire ». En un mot, la domination réelle du capital dans la production comme dans la vie quotidienne (consommation).

Et les PC dans tout ça, dans les pays d'agriculture arriérée ? C'est ça qui n'est pas tout à fait clair. Si l'on pense au SPD allemand, le parti « roi » de la IIe Internationale, c'était sans doute cela aussi pour la classe ouvrière allemande jusqu'en 1914. Tant que les Junkers continuaient à peser sur le développement de l'Allemagne, le SPD d'avant 1914 jouait le même rôle que les PC à partir de 1919 et après.

Est-ce donc que la structure « dure », hiérarchique, de ces partis reflète l'état dur et hiérarchique de la transition vers l'accumulation de la plus-value relative (donc de la domination réelle), une structure qui doit être dépassée une fois la domination réelle — instaurée ?

On pense au tournant du SPD à Bad Godesberg en 1958, quand ils s'est « modernisé » en jetant par-dessus bord son « marxisme », etc.

Et les PS « modernes », souples, dominés par les classes moyennes improductives, sont-ils l'analogue pour la domination réelle ?

Je vois la « chronologie », mais je ne suis pas sûr de voir clairement le mécanisme (...).

L. G.

Réponse à ce camarade

JE NE VEUX PAS ENTRER DANS LES DÉTAILS car je n'ai jamais étudié à fond la question sur un plan mondial étant resté sur ce que je connais le mieux, la France et l'Angleterre, ne connaissant que vaguement l'Italie de ce point de vue.

Je voudrais écarter d'abord certaines de tes réflexions qui sont justes, mais qui n'ont pas de rapport direct avec la question que tu poses sur l'influence du Parti communiste en Europe en rapport avec l'insertion dans le processus de production capitaliste. C'est juste par exemple qu'en France, même si le nombre de paysans reste relativement élevé par exemple eu égard à la Grande-Bretagne, ils sont pratiquement tous entrés aujourd'hui dans la phase de la domination réelle. Mais cela se fait de différentes façons : d'un côté la grande production céréalière de l'Ile-de-France, de la Bourgogne et de la Champagne procède de véritables entreprises capitalistes ne requérant qu'une très faible utilisation de capital variable (ce qui a permis précisément un tel développement avec le remembrement et la mécanisation) ; d'un autre côté, dans les activités agricoles requérant une main-d'œuvre abondante (par exemple les productions légumière, fruitière, laitière et pour partie l'élevage animal) les unités de production sont restées relativement petites mais sont totalement intégrées dans le procès de production capitaliste à la fois en amont et en aval ; ce second point mérite

un intérêt relatif eu égard au problème que tu poses, car elle a permis dans une bonne partie de la France (en gros la moitié sud de la France et la Bretagne) un passage graduel d'une économie de subsistance et de production pour le marché local à une économie purement capitaliste (bien sûr cela entraîne des conséquences sociales, le paysan traditionnel devenant une sorte de salarié indirect soumis à des règles et à des cadences comme tout ouvrier d'usine). Comme je l'évoquerai plus loin, cette évolution n'est pas sans rapport avec la perte progressive d'influence du Parti communiste dans les milieux paysans.

Quitte à rabâcher des choses que tu connais mieux que moi, le problème central que tu poses (et la question du rôle du PC inféodé à l'URSS capitalisme d'Etat) est celui du passage des systèmes médiévaux statiques basés sur la propriété foncière (avec des modalités diverses et comportant un rattachement étroit du paysan à cette structure) et un système capitaliste basé sur l'exploitation du travail en vue d'en extraire une plus-value permettant d'accroître le capital. En fait un transfert de la main-d'œuvre en la faisant passer d'un système d'exploitation à un autre œuvrant avec des finalités différentes.

Cette mutation s'est faite de différentes façons sous la pression de l'expansion du système capitaliste, d'abord dans un pays puis dans d'autres qui pouvaient subir une même évolution, mais pour qui la mutation devenait une question de survie d'une entité nationale déjà constituée. Selon les conditions locales, cette mutation pouvait être très brutale ou progressive, ce qui faisait que d'importants décalages de développement capitaliste pouvaient en résulter.

Ici, la comparaison entre l'Angleterre et la France est particulièrement édifiante. Au XVI[e] siècle l'Angleterre comptait 5 millions d'habitants et la France 15 millions. Ce qui signifiait qu'en Angleterre, le besoin de main-d'œuvre industrielle requérait des solutions drastiques, d'où le système des enclosures (d'autre facteurs favorisaient cette réforme, comme la faiblesse de la féodalité et un mélange entre bourgeoisie et noblesse) : les paysans furent brutalement privés de la terre, ce qui les contraignit à émigrer vers les villes pour y devenir des prolétaires industriels ; le pouvoir de la bourgeoisie, après un long conflit, s'affirmera définitivement au début du XVIII[e] siècle, pratiquement un siècle avant une affirmation même pas définitive de la bourgeoisie française.

En France, ce conflit était latent avec une affirmation formelle de la monarchie absolue, alors que dans les faits les représentants de la bourgeoisie prenaient de plus de plus de place dans les rouages de l'Etat. La France comptait 30 millions d'habitants avec une énorme prédominance de l'agriculture et peu de développement industriel. A la veille de la Révolution de 1789, il y eut de nombreux troubles, pas tant dans le milieu ouvrier – restreint – mais dans les campagnes autour de la question de la dépendance du seigneur et de l'accès à la

Jean Vigreux, « Brochures communistes pour les paysans entre 1945 et 1958 », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique Mis en ligne le 04 septembre 2009.
URL : http://chrhc.revues.org/1468

terre. La bourgeoisie, qui avait acquis pas mal de positions seigneuriales, ne prenait pas position sur ce problème alors qu'elle voulait rompre le corset contraignant des corporations. Le résultat fut que la « victoire » de la bourgeoisie resta imparfaite et que l'Histoire pendant près d'un siècle fut jalonnée par des tentatives de restauration monarchique (royales ou impériales) et que chaque fois (1790, 1830, 1848) le recours au prolétariat permit à la bourgeoisie de sauver la mise.

Quand la bourgeoisie se sent assez forte pour dompter la classe ouvrière frustrée dans ses objectifs révolutionnaires propres, la répression se fait particulièrement dure (juin 1848, la Commune de 1871). Si j'insiste sur ces rappels historiques c'est pour souligner que la bourgeoisie, même après sa consolidation définitive lors de la dernière tentative monarchique (1879, année où le royaliste Mac Mahon dut démissionner), a toujours eu la hantise de la révolution ouvrière et a cherché sa base de soutien auprès des paysans (qui avaient fini par avoir accès, sous une forme ou sous une autre, à la jouissance directe de la terre, ce qui n'était plus une revendication comme en 1789) et des classes moyennes, essentiellement des commerçants et artisans qui dépendaient de cette paysannerie. Depuis l'avènement de la IIIe République en 1875, la protection de ces classes sociales fut une constante de la politique de la bourgeoisie, ce qui jusqu'à l'après-seconde guerre mondiale entraîna une sorte d'immobilisme économique et social. C'était déjà marqué en 1910, où le monde paysan comptait pour 56 % de la population (contre 27 % en Grande-Bretagne et 40 % en Allemagne). En 1939, 7 millions de la population active sur 20 millions ressortent de cette catégorie et on estime que 40 % de la population vit à et de la campagne, et ce sera à peu près la même chose en 1945.

Cette situation que la bourgeoisie voulait immuable n'était pas du tout statique. Elle était totalement anachronique dans un monde occidental qui s'industrialisait de plus en plus. Dans les milieux patronaux et politiques, dès les années 1930, des tendances technocratiques prônant une réforme radicale se développaient, aussi bien à droite sous la forme des fascismes qu'à gauche dans l'évolution du Parti socialiste et l'influence du Parti communiste : tous avaient en commun une forme ou une autre de capitalisme d'Etat (des tendances identiques se développèrent dans d'autres pays d'Europe). Il est intéressant de noter que

la servilité du régime de Vichy sous la férule de l'occupant allemand masque pour tous ceux qui fustigent justement ce régime le fait que la « Révolution nationale » représentait une prise du pouvoir par la tendance technocratique de droite, et que nombre d'institutions créées à ce moment pour une modernisation du système en faveur du capital restèrent en place et furent même développées après la guerre. Il est possible que l'influence du Parti communiste sur les secteurs de petite propriété paysanne procéda alors, plus que l'option patriotique de la conscience du danger que représentait pour ces secteurs la mise en place d'une réforme qui aurait menacé leur existence même (vu la propagande du PC, ils ne pouvaient pas savoir ce que le régime soviétique avait fait des petits paysans).

L'Histoire offre parfois des contradictions de ce genre : que le Parti communiste français, fidèle propagateur du capitalisme d'Etat de l'Union Soviétique ayant laminé sa paysannerie excédentaire, trouve une bonne part de sa base électorale auprès de petits paysans menacés par l'évolution du capital. Outre ce que nous avons relevé de la menace technocratique plus ou moins fasciste du régime de Vichy, la position du PC dans la Résistance (l'épisode Hitler-Staline étant gommé) et le fait que les maquis, dominés pour une bonne part par le PC, étaient le plus souvent, et pour cause, dans les campagnes reculées des régions montagneuses – celles-là mêmes qui avaient le plus de petits paysans – lui accordèrent une audience qui modifia totalement la carte électorale de l'immédiat après-guerre et assurèrent au PC une position éminente sur l'échiquier politique d'alors. Une carte électorale des élections de novembre 1946 montre que les zones de plus forte influence sont dans la zone agricole du nord de l'Ile-de-France, 12 départements de la zone nord-ouest du Massif Central et douze départements du Sud-Est alpin et méditerranéen. Par contre, la Lorraine industrielle et même le Pas-de-Calais minier et industriel ne font pas partie de ces bases. Le déclin du Parti communiste n'est pas tant dû à l'évolution de l'URSS ou à l'élévation du niveau de vie (22 % en 1946, 20 % en 1956, 14 % en1962, 15 % en 1981, 11 % en 1984, 9,7 % en 1986, 3,37 % en 2002) qu'à la disparition de sa base paysanne, la transformation des paysans et artisans, notamment les ouvriers agricoles, en prolétaires étant pratiquement achevée en 1962 (on pourrait presque paraphraser ta citation de Franco en disant que le remembrement et la mécanisation de l'agriculture ont vidé le réservoir de voix du PCF– soit dit en passant, le régime franquiste accomplit ce transfert des paysans vers l'industrie, ce qui aurait été la tâche de la CNT et de la FAI si elles avaient vaincu). Reste le vote ouvrier qui, lui aussi, récemment délaisse le PCF, mais c'est une autre question.

En Italie, l'autre pays européen avec un Parti communiste puissant dans l'immédiat après-guerre, la situation peut sembler similaire à celle de la France à la même

époque, avec d'une part un rejet du fascisme tant par les paysans que par les ouvriers et le rôle joué par le parti dans la Résistance. Mais les choses diffèrent car, dans son obédience totale à Moscou, le PCF a toujours joué l'intégration dans des gouvernements d'union nationale, alors que le PCI eut une position beaucoup plus radicale, ce qui motiva les interventions extérieures que l'on connaît et une grande violence sociale.

Pour en revenir au thème central, celui du transfert des masses paysannes des campagnes vers un statut de prolétaire industriel, bien qu'à un moindre degré que dans certains pays, l'audience des partis communistes dans les pays ayant encore une population agricole importante illustre la nécessité d'utiliser des moyens politiques énergiques sous une forme ou sous une autre de capitalisme d'Etat pour contraindre les paysans à quitter la terre. Ce qui peut se faire directement comme en Grande-Bretagne du XVI^e siècle ou par le jeu de restructuration techniques comme dans la France ou l'Italie du XX^e siècle.

Toujours sous ce même angle théorique, il est intéressant de comparer les méthodes utilisées en Russie et en Chine pour atteindre un développement industriel capitaliste. Autour de 1900, la Russie comptait 160 millions d'habitant et un potentiel de ressources naturelles imposant ; à la même époque, les Etats-Unis comptaient environ 80 millions d'habitants et le même potentiel de ressources naturelles. Avec une masse paysanne d'au moins 80 % de la population, la pression capitaliste fit que, comme avant la Révolution française de 1789, de nombreuses tentatives de réformes virent le jour mais n'aboutirent jamais devant l'opposition de la noblesse impériale. La tâche du Parti bolchevique auquel il revint la responsabilité de gérer ce transfert de population rurale fut une politique drastique à l'égard des paysans (qui n'est pas sans rappeler celle de la Grande-Bretagne du XVI^e siècle) qui permit à l'URSS de devenir en vingt ans une puissance industrielle (d'autres facteurs intervinrent, tout comme pour le développement des Etats-Unis autour de la première guerre mondiale). En Chine, cette mutation campagnes-industrie a pris plus de soixante ans, presque autant que dans les deux pays européens dont nous avons parlé, c'est-à-dire en douceur, progressivement.

H.S.

Le camarade américain vient de publier une étude sur la question agraire et la commune paysanne dans la Révolution russe, sur le site http://home.earthlink.net/~lrgoldner ou directement à l'adresse Internet http://bthp23.com/Russia.pdf (en anglais, copie à Echanges).

« Saisir les termes actuels de l'affrontement de classe »

D'un camarade italien

JE SUIS SORTI DE PRISON LE VENDREDI 23 MAI. Après sept ans et trois mois, avec vingt et un mois de réduction sur les neuf ans de condamnation. Malgré le « revendiqué caractère subversif de l'Organisation, finalisée au renversement violent de l'ordre constitué... », on n'a pas relevé de graves fautes disciplinaires au cours de la détention, ce qui ouvre droit à cette réduction de

peine. Une grande accolade à tout(e)s.

Même si à distance, au cours de ces années, nous avons toujours senti la présence de la solidarité de classe, les nombreux rapports entretenus et les moments communs de lutte politique entre et autour de prisons et tribunaux ont été importants pour maintenir notre *internité* (appartenance) au mouvement de classe. Bien sûr, cette *internité* est avant tout dans notre existence même, en tant que composante de la tendance révolutionnaire, en continuité et développement du cycle de lutte précédent. Mais ce doit être constamment vérifié et reproposé dans une dialectique concrète et vivante, dans une confrontation la plus large possible. Les situations, la réalité, sont en transformation constante, et ainsi le mouvement de classe. Par exemple, en ces années-là nous avons assisté à l'émergence ou au développement de différents mouvements (par rapport à ceux plus historiques, comme le mouvement ouvrier ou celui des années 1970, dont nous provenons). Nous avons assisté à une évolution qualitative dans les rapports de confrontation/affrontement entre ces mouvements et l'Etat, et le système économique, et entre eux-mêmes, entre eux et la classe dans son ensemble. Ainsi la répression est devenue question inhérente à chaque front de lutte. La répression ne concerne plus seulement des secteurs militants, mais elle investit massivement les résistances de masse. Et ce fondamentalement à cause d'un système capitaliste qui s'est emballé dans cette crise historique : il ne sait, il ne veut, il ne peut pas trouver des solutions « socio-éco-soutenables ». Ses lois propres de fonctionnement le guident aveuglément : ses caractères avides, prédateurs, oppresseurs, faiseurs de guerre sont découplés. En renversant le sens des paroles, le terrorisme le plus féroce jamais ayant existé, celui des Etats impérialistes (de Hiroshima, Auschwitz, du napalm et des drones...), accuse de terrorisme quiconque ose lui résister.

Malheureusement il s'agit de comprendre le caractère non pas exceptionnel et transitoire, mais bien plutôt stable et permanent de cette involution terroriste et militariste du système. Involution terrible oui, mais preuve aussi de sa fragilité stratégique, parce que jamais dans l'Histoire on n'a pu résoudre les grands problèmes économico-sociales principalement et seulement par la force brute. Et sa fragilité se situe justement au cœur du système économique, transformé en monstrueux parasite financier, destructeur pour les « 99 % » de la société. Il s'agit donc de saisir les termes actuels de l'affrontement de classe, la mesure des contradictions et du nœud inextricable entre l'exploitation économique et sociale et la répression terroriste d'Etat. Et c'est ce que le mouvement de classe commence à faire dignement, en revendiquant et défendant ses camarades emprisonnés.

Tandis que ces dernières apprennent à affronter la prison comme une des réalités de la lutte, avec courage et détermination politique. Ainsi comme depuis nombre d'années, parfois trois décennies, l'affrontent les militants des Organisations révolutionnaires.

Lutter, résister, développer au maximum les réseaux solidaires, aussi en tant qu'embryons de nouvelle société. Et sur cette base, avec des nouvelles forces, ouvrir la voie à la future Révolution.

« Me revoilà au fondement de mes interrogations sur les luttes »

Echanges avec un camarade de la Haute-Loire

5 JUILLET 2014. Ancien lecteur régulier d'*Echanges et mouvement*, je n'ai plus eu l'occasion de lire vos publications depuis une dizaine d'années. Aussi, je me demandais où vous en étiez ? Y a-t-il encore des textes publiés, quelle serait la disponibilité des anciens numéros ? En espérant que ce courrier vous trouvera.

> 7 JUILLET 2014. Réponse d'Echanges. Cela fait plaisir de te retrouver après je ne sais combien d'années. Bien sûr, on est toujours sur la brèche . On en est au n°147 d'*Echanges* et un bulletin *DLM* [*Dans le monde une classe en lutte*] est actuellement sous presse. Les anciens numéros sont toujours disponibles mais avec quelques trous peut-être, qui peuvent être comblés par des photocopies.
>
> En espérant que cette reprise de contact aura des prolongements.

9 JUILLET 2014. J'espère aussi que cette reprise aura des prolongements, et ce pour de multiples raisons, que je t'exposerai peut-être lors d'un futur passage à Paris. J'habite en effet en Haute-Loire depuis quelques années et, après une vie qui a été pour le moins tumultueuse et assortie de quelques errances politiques, me revoilà au fondement de mes interrogations sur les luttes et bien fixé (je l'espère, en tout cas) à enfin entamer un véritable travail sur la réalité de la domination contemporaine. Au fond, d'ailleurs, on en est toujours à ce qu'ont pu écrire Marx et quelques rares autres (Hilferding...). Une belle invariance, pour le coup ! Une invariance qui est celle du communisme mais sous laquelle la dynamique du Capital, elle, poursuit ses avancées. Car il y a pourtant quelque chose qui vient, précédé d'assez sinistres augures, mais quoi ? J'ai donc repris une lecture de textes parus sur les luttes et la théorie depuis la fin de la dernière guerre (en vrac, je lis en ce moment les collections d'*ILO/ICO*, *Bilan*, *Socialisme ou Barbarie*, *Invariance*...).

Parmi les publications les plus récentes je ne trouve rien, si ce n'est Echanges, qui me semble pouvoir apporter quelque chose. Camatte a pour ainsi dire arrêté de publier, mais je suis en contact avec lui. Je suis aussi ce qu'édite François Bochet, mais ce sont essentiellement des textes historiques. J'ai bien essayé *Temps critiques*, mais ça me tombe littéralement des mains ! J'ai le sentiment que la critique soit s'englue dans un vieux vocabulaire que plus personne n'est à même de comprendre, en prenant des tons apocalyptiques qui semblent la réconforter en attendant une Révolution qu'elle ne veut cesser d'annoncer sans voir qu'elle ne vient pas (ce qui me semble trop souvent être le cas du CCI, pour ne prendre qu'un exemple), soit elle s'échappe vers une sorte de métaphysique du Capital, mouvement inauguré avec les situs et en partie aussi dans *Invariance*, et apparemment poursuivi par ceux qui « conceptualisent » la domination du fic-

tif sur le réel (une bonne partie de ce qui est aujourd'hui, souvent par erreur, qualifié d'ultra-gauche). C'est assez insensé !

Par contre, je me demande malgré tout si nous ne voyons pas les balbutiements d'une forme sinistre d'« anti-socialisme » s'installer et un nouveau mode de production, inattendu, pointer son nez, dans le parfait prolongement tout à la fois de la domination réelle et de l'extraordinaire expansion de la sphère technico-mécanique (qui n'avait à l'origine pour vocation que de contrebalancer la tendance à la baisse du taux de profit, pour autant que j'y comprenne quelque chose...). C'est pour toutes ces raisons que j'aimerais récupérer auprès de toi une collection la plus complète possible d'*Echanges* en format papier (je lis déjà plusieurs publications en format électronique, mais je trouve ça assez ingrat).

William Morris et le travail

D'une camarade du Rhône, juin 2014

Dans un courrier à *Echanges* (publié dans le n°147), F.E. (Loire-Atlantique) réagit à la publication dans le numéro 144 (p. 52) de la traduction d'un texte de Morris intitulé « Une usine, telle qu'elle pourrait être ». Ce courrier me paraît appeler un commentaire.

D'abord pour dire que j'ai, dans un premier temps, trouvé ce texte (et des centaines d'autres) sur le site marxistes.org. Ces textes sont en anglais. William Morris a été assez peu traduit en français, excepté par Nouvelles de Nulle Part, et par l'Encyclopédie des Nuisances qui a publié la traduction de plusieurs textes politiques sous le titre de *L'Âge de l'Ersatz et autres textes contre la civilisation moderne*, et je crois qu'il existe aussi un recueil d'autres textes. Le livre d'E.P. Thompson (auteur de *La Formation de la classe ouvrière anglaise*), *William Morris, Romantic to Revolutionary*, qui date de 1955, n'a jamais été traduit en français, alors que c'est, de loin, la meilleure biographie de Morris. Disons, pour faire court, que la postérité a préféré garder le souvenir du Morris esthète romantique et artisan, ennemi de la société industrielle et des machines et, bien sûr, patron, fait qui n'est jamais reproché à Engels, lui-même fils d'un industriel.

F.E. nous dit que « cette vision généreuse d'une communauté harmonieuse est fondée sur une exaltation du travail, sur un phénomène historique dont le mouvement prolétarien n'a jamais pu se départir, » ce qu'il attribue précisément au fait que Morris était maître-artisan. Je voudrais d'abord apporter quelques précisions sur ce que Morris a tenté de faire dans son entreprise. Cette situation le gênait beaucoup et il ne s'en cachait pas. Il faisait ce qu'il pouvait pour que les conditions de travail de ses employés soient aussi bonnes que possible et lui-même travaillait dans ses ateliers. Une partie des bénéfices était redistribuée aux ouvriers et le reste allait à la « cause ».

On trouve dans ses lettres et ses textes maintes allusions à ce problème, car il sa-

vait qu'il ne s'agissait pas du socialisme qu'il appelait de ses vœux, que ce n'était qu'un aménagement du désastre et une forme de philanthropie (qu'il détestait), il le dit dans ce texte sur l'usine idéale : « le seul caprice de quelque riche industriel philanthrope ne suffira pas à faire d'une usine, même une seule, un lieu où les travailleurs aient plaisir à travailler. ».

Venons-en à présent au problème que soulève F.E. : le problème du travail et de son « exaltation ». Le mot travail lui-même pose problème car son étymologie lui donne un sens négatif : une malédiction réservée aux esclaves (et aux femmes), et plus tard aux pauvres (hommes, femmes et enfants) qui n'ont pas d'autre choix pour survivre. F.E. parle d'« anthropomorphisme du travail », expression un peu obscure qu'il explique ainsi : « Le travail est la substance de l'homme, il s'est même substitué à lui, c'est le travail qui agit et non l'homme, l'homme n'est que la forme, la carcasse, animée par le travail. » Je me demande si, ici, il ne conviendrait pas de remplacer « travail » par « machine », « ordinateur », etc. Mais je ne crois pas que cette façon de travailler, issue des révolutions industrielles successives, ait quoi que ce soit à voir avec le travail dont parle Morris ou avec celui des artisans du Moyen Âge.

Si Morris semble « exalter » le travail, il s'agit du travail libre (par opposition à servile, et c'est ainsi qu'il considère le travail salarié soumis à la loi du profit) ainsi que du travail « valorisant » pour celui qui l'accomplit, parce qu'il a la possibilité d'y engager toute sa personne, son intelligence et ses sens. Si « exaltation » du travail il y a, elle serait plutôt le fait de nos « maîtres » passés et présents. Morris pensait qu'en régime capitaliste, il était impossible de réformer le travail et la société, tandis que le sens commun le plus élémentaire nous dit que le travail est indispensable à notre simple survie physique, et qu'en ce sens, il est inhérent à la condition humaine. Ce texte sur l'usine dont il rêvait mentionne, de surcroît, que la durée du travail ne devrait pas excéder quatre heures par jour pour assurer cette survie. Ailleurs, Morris parle de rotation des tâches déplaisantes mais indispensables, en prenant soin de préciser qu'elles devraient être abolies si la fin qu'elles servent n'est pas indispensable. Il souhaitait aussi supprimer ces classes intermédiaires que sont la bureaucratie et les gestionnaires du travail et de la vie des autres et il craignait, avec raison comme la suite de l'histoire du prolétariat l'a prouvé et continue à le prouver, que les travailleurs n'aient pour toute ambition que d'accéder au mode de vie des « classes moyennes » pour finir par se retrouver confrontés aux mêmes problèmes et à la même impuissance, ce que nous pouvons constater tous les jours.

E.P. Thompson cite un extrait d'un article publié dans le *Commonweal* de 1887 qui exprime sa crainte de l'avènement de la social-démocratie et du syndicalisme gestionnaire (la traduction est de moi) : « Il est possible que nous vivions assez longtemps pour connaître un temps où il sera plus facile pour le travailleur de vivre en tant que travailleur et pas en tant qu'homme, et il existe une sorte de socialisme utilitaire qui est une imposture et qui se satisferait d'une telle issue en période de prospérité. Et c'est à nous qu'il appartient de confronter ce charlatanisme en pressant les travailleurs de maintenir résolument leur légitime revendication de cette richesse et de cette plénitude de la vie qu'aucun système de classe ne peut leur accorder. »

A. G.

CORRESPONDANCE

Magouilles syndicales

D'un camarade du Finistère

25 AVRIL 2014. « ...JE TE REMERCIE de ton envoi. J'ai débuté la collection aux premiers numéros. Cela éclaire ma situation actuelle en Europe et ce qu'il va nous arriver en France. J'étais facteur à Paris dans les années 1980. Mon militantisme était le syndicalisme. J'ai été à la CGT, me suis fait éjecter du bureau syndical. J'ai abandonné deux ou trois mois, puis j'ai créé une section du syndicat Sud

Là encore, magouilles : grèves de vingt-quatre heures pour diminuer la colère des travailleurs. Lors des restructurations : grèves organisées par les bureaucraties syndicales avec l'accord de la direction mais surtout bien encadrées par les syndicats.

Je pense que si les travailleurs ne revotent plus c'est l'une de principales raisons.

Mais ne désespérons pas. La colère se transformera en révolte.

Enfin il y aurait beaucoup à raconter... »

1ER JUILLET 2014. « ..(LES) BROCHURES sont très intéressantes ? Dernièrement j'ai lu la présentation du réseau et je suis entièrement d'accord avec les principes... La brochure *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail,* je ne l'aurais jamais pensée ainsi. Pourtant j'ai réagi ainsi plusieurs fois... Entièrement d'accord avec la brochure *Les Conseils ouvriers en Allemagne,* une expérience enrichissante...

Gaz de schiste. Comment articuler anticapitalisme et défense de l'environnement ?

D'un camarade des Bouches du Rhône

UN (RELATIF) NOUVEAU GISEMENT HANTE LES trusts pétroliers : le gaz de schiste. Le moyen d'exploitation, la fracturation hydraulique, expose les populations (et les travailleurs de cette activité) à de graves risques sanitaires. Sur ce sujet, un film, *No Gazaran* (1) a été réalisé en 2013 par Doris Buttignol et Carole Menduni ; il sert parfois de support à des débats organisés par des or-

(1) Le titre *No Gazaran* résonne avec le slogan de la guerre « No Pasaran » (ils ne passeront pas) « Ils », ce sont les franquistes. Ce slogan, comme de façon plus générale la guerre d'Espagne, a fait l'objet d'une lecture antifasciste masquant les antagonismes au sein du camp républicain. Le slogan a été repris en généralisant : « ils » devenant les fascistes ou appelés tels. Le titre, par ses résonnances politico-émotionnelles, peut avoir

ganisations ou associations écologiques ou altermondialistes.

D'entrée, le film *No Gazaran* fournit un exposé technique de la fragmentation hydraulique et de ses conséquences sous la forme de schémas puis de témoignages en particulier des riverains d'une telle exploitation aux Etats-Unis. Les atteintes sur le court et le moyen terme à la qualité de l'eau, de l'air et de la terre sont précisées.

Le film est ensuite un périple dans divers lieux où des menaces de l'exploitation du gaz de schiste (Cévennes et Seine-et-Marne) ont entraîné des manifestations : « mobilisations citoyennes » conduites par les élus municipaux et/ou cantonaux ceints de leur écharpe tricolores. On assiste aussi à quelques moments du Parlement européens avec des élus vedettes écologistes, candidats à leur réélection. Que ce soit dans les manifestations ou ailleurs, la parole est donnée essentiellement aux élus. Le consensus semble large – comme s'exclame un des rares non-élus : « La droite et la gauche se sont rassemblées. » Consensus large au point que l'étiquette politique de certains édiles n'est pas mentionnée. Pourquoi un tel consensus ?

Dans le film, un édile parle de la défense du territoire pour le tourisme. Alors, l'exploitation du gaz de schiste, pas ici mais ailleurs ? Si certaines pancartes brandies lors des manifs précisent « Ni ici, ni ailleurs », on n'entend pas dans la bouche des édiles une telle extension. D'une certaine manière, l'édile parlant de la défense du territoire pour le tourisme livre la clé d'une certaine opposition.

Les territoires s'inscrivent dans une concurrence pour la valorisation du capital. Cette valorisation peut-elle être assurée par l'exploitation du gaz de schiste sachant sa relative brièveté et ses dégâts ? Sur le terrain d'un forage et aux alentours, il n'y a plus de possibilités pour des projets immobiliers, des projets touristiques. L'exemple des Etats-Unis montre une dévalorisation de l'espace en général, de l'immobilier notamment, dans les territoires d'extraction du gaz de schiste.

Un courant d'opposition au gaz de schiste – comme celui au gaz de charbon qui utilise un procédé d'extraction similaire – ne refléterait-il pas une opposition à une forme résiduelle d'industrialisation, voire à une forme de tiers-mondialisation (pillage des ressources minières avec dégâts sur la vie de la population – sur l'environnement) ?

Cette opposition agit (ou peut agir) pour une insertion à une place dominante, dans la globalisation capitaliste : les espaces dans les pays capitalistes dominants devant être produits par et pour des entreprises tertiaires à forte valeur ajoutée (management par exemple), pour des entreprises de tourisme ou de promotion immobilière dans un cadre « attractif » c'est-à-dire valorisant le capital. Bref, une partie de l'opposition au gaz de schiste (ou gaz de charbon) s'insère dans la division internationale du travail, de la valorisation du capital donc de son inscription dans l'espace.

Les luttes comme celles contre le gaz de schiste peuvent donc être dominées par des défenseurs du territoire qui défendent en fait des rapports sociaux dominants,

un effet « mobilisateur » pour une couche de la population qui a gardé quelques mémoires transmises de la guerre d'Espagne et de la Résistance. Ce peut être le cas en Ardèche où agirent de nombreux maquis. Pour l'écho qu'il peut susciter, le titre ramène une situation spécifique à une situation antérieure chargée de représentations, agissant de façon subliminale. L'enjeu de la situation spécifique en est obscurci.

dans le cadre de la globalisation. Il s'agit alors d'une position divergente pour l'attractivité du territoire, pour une autre valorisation du capital, nullement d'une opposition anticapitaliste. Cela n'invalide pas le refus de l'exploitation du gaz de schiste ou du gaz de charbon. Mais comment articuler anticapitalisme et défense de l'environnement étant donné que la loi de la valorisation du capital tente de s'imposer partout et que l'environnement n'est pas un décor mais l'ensemble des relations que les populations (permanente et temporaire) entretiennent avec et dans un espace ?

M. J.

ICO et l'IS

D'un camarade de Paris

JE LIS ATTENTIVEMENT LES DEUX DOCUMENTS que tu m'as donnés. Notamment, la lettre « aux abonnés et lecteurs... » de 1967 (1) m'interroge quant aux relations entre ICO et l'IS. Je compare à ce que l'IS en dit dans son numéro 12. J'avais pu lire, il y a quelques années, un long texte sur le sujet que tu avais signé sur Internet, chez mondialisme.org sous le titre *ICO et l'IS - Retour sur les relations...* Il m'apparaît moins ac-

cessible aujourd'hui. L'adresse de la boîte postale ou l'adresse echanges.mouvement@laposte.net fonctionnent-elles comme un détour pour accéder à la totalité des publications du site ? (2) Quoi qu'il en soit je t'expliciterai ma réaction à la lettre « Aux abonnés... », de vive voix mais sans doute aussi à l'aide d'un courrier pour éviter les malentendus potentiels.

On se croisera probablement en septembre.

Je voulais aussi te demander si, malgré le statut public, mais restreint, choisi et ancien de cette lettre, tu m'autorises à en faire une poignée de photocopies destinée à une poignée d'amis dont je garantis qu'ils n'en feraient qu'un usage personnel. Je précise qu'aucun de ceux auxquels je pense ne font partie des « castors juniors ».

Enfin en guise de présentation je t'envoie un texte que j'avais publié sur Internet s'agissant des relations entre Castoriadis et Marx, dont le point de vue est évidemment très rétroactif, vu mon jeune âge, et le style marxologue post-étudiant, vu l'isolement de l'époque y correspondant. http://philippe.asiai.free.fr/Le%20d%E9pit%20de%20Castoriadis.pdf.

1) Copie disponible à Echanges.

(2) L'adresse courriel n'a rien à voir avec le site... tous les textes mis en ligne restent accessibles sur mondialisme.org. Celui-ci à l'adresse URL : http://www.mondialisme.org/spip.php?article1025 – Il suffit de taper dans n'importe quel moteur de recherche « ICO et l'IS » pour y arriver.

LA CLASSE PRODUCTRICE DE PLUS-VALUE À L'ÉCHELLE MONDIALE

(2e PARTIE)

NOUS AVONS, dans la première partie de ce texte, démontré que le prolétariat était toujours en expansion constante dans le monde ; bien entendu certains pensent qu'il doit arriver un moment où la substitution de l'homme par la machine ou, si l'on préfère, la domination du travail mort sur le travail vivant sonnera le glas de la civilisation capitaliste. Ce n'est certes pas la première fois qu'est mise en avant cette contradiction dialectique du capital.

Dès les années 1920, Eugène Varga souligne l'augmentation du capital constant aux dépens du capital variable (du travail vivant) non plus comme une tendance relative du capitalisme, mais permanente. Il ne va plus considérer l'élimination du travail vivant comme un phénomène relatif, mais en souligner le caractère absolu : ainsi diminue la main-d'œuvre active dans l'industrie, alors même que l'augmentation de la production continue.

C'est au printemps 1929, lors du Xe Plénum de l'Internationale communiste, qu'il développera son argumentation sur la constitution d'un chômage organique, dont il soulignera les aspects nouveaux :

> « Le chômage marche parallèlement avec une augmentation formidable du volume de la production en Amérique, en Allemagne, en Grande -Bretagne » ; il « atteint son maximum dans les pays où la rationalisation est le plus accentuée » ; « il existe, dans les pays à capitalisme hautement développé, une tendance à rejeter les forces de travail de la sphère de la production dans celles de la répartition et de la consommation. »
>
> (*L'Internationale communiste*, 1er juin 1929 ; extraits du rapport et des conclusions de Varga à la Commission préparatoire du Plénum du Comité exécutif de l'IC.)

Actuellement quelques théoriciens marxistes reviennent avec force sur le sujet,

---

La première partie de ce texte est parue dans *Echanges* n° 146 (hiver 2013-2014), p. 59.

d'autant que le chômage ne cesse de croître dans nombre de pays industrialisés. Ils prétendent avec certaines nuances que « le dernier métro » est passé pour le prolétariat et qu'il ne reste plus qu'une « non-classe » pour André Gorz, un « magma » pour Claude Bitot, la « multitude » pour Negri et Hardt, un « au-delà de la lutte de classe » pour Robert Kurz (1). Avant eux, Socialisme ou Barbarie (marxiste à ses début) avait progressivement glissé vers une nouvelle recomposition des classes qui devait se résumer par la notion de dirigeants-exécutants, reprise sous une forme quelque peu modifiée par Temps critiques (2) avec la notion de dominants-dominés. Quant à Jacques Camatte il parlera de « domestication ».

Ces intellectuels ne sont pas des non-initiés à la théorie, bien au contraire ; ils ont un niveau de connaissance des écrits de Marx bien au-dessus de la moyenne. Ce qui les autorisent à vouloir une place sur le grand podium des théories révolutionnaires du XX[e] siècle. Toutes ces théories vont s'appuyer sur un aspect de la théorie de Marx et notamment sur le fait que sous la domination/subordination réelle du capital, le travail mort l'emporte sur le travail vivant, ce qui ne fait qu'accentuer la baisse tendancielle du taux de profit, que certains considèrent maintenant comme absolue.

Résultat, ils font leurs « adieux au prolétariat ». La baisse absolue du taux de profit, comme nous l'avons déjà dit, se manifeste lors des crises, quand il y a suraccumulation du capital (cas actuel de la Chine selon Mylène Gaulard [3]) et que l'accumulation élargie du capital se bloque pour une raison quelconque, cette chute tendancielle du taux de profit se transforme en baisse absolue pour un temps.

D'autres plus perspicaces, savent bien que la baisse du taux de profit est toujours compensée par sa masse (c'est une loi dégagée par Marx) ; ils vont donc nous dire comme Rosa Luxemburg que de l'eau pourra encore couler sous les ponts avant que le système s'écroule par la baisse du taux de profit (4), puisqu'il est toujours compensé par la masse de profit. Ils vont donc s'attaquer à cette masse de profit qui devrait entrer en crise et provoquer la crise finale du capital.

Soit, l'argument semble tenir debout, tout du moins il avait des adeptes (Grossmann/ Mattick) ; ce n'est pas tant le fait qu'ils considèrent que la baisse de la masse de profit indique la fin de la production basée sur la valeur d'échange qui nous interpelle, c'est le fait qu'ils en viennent à

---

(1) André Gorz, *Adieux au prolétariat* (Galilée, 1980, éd. augmentée Le Seuil, 1983, rééd. coll. « Points »), chapitre « Mort et résurrection du sujet historique : la non-classe des prolétaires post-industriels » ; Claude Bitot, *Repenser la révolution ?*, Spartacus, 2013 ; Antonio Negri et Michael Hardt, *Multitudes*, La Découverte; Robert Kurz, http://www.palim-psao.fr/article-par-dela-la-lutte-des-classes-par-robert-kurz-53968447.html

(2) Les rédacteurs de la revue *Temps critiques* abattent les cartes « des notions marxiennes de reproductions, simple et élargie, qui ne peuvent se comprendre et s'utiliser qu'en référence à une théorie de la valeur à laquelle nous n'adhérons plus ». Cf.l'article de Jacques Jacques Wajnsztejn « Et le navire va » dans le n° 6/7 = idéologie dominant et dominés = plus d'exploitation = force de travail devenue inessentielle.

(3) Mylène Gaulard, *Karl Marx à Pékin : les racines de la crise en Chine capitaliste*, éd. Démopolis ; *Les Dangers de la suraccumulation en Chine, une analyse marxiste*, séminaire Marx au XXI[e] siècle, Paris, Sorbonne, 24 novembre 2012, à voir sur http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=1908

(4) Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, éd. Maspero, 1976, p. 165, note 4.

faire abstraction du taux de profit qui effectivement tend à être de plus en plus petit et donc doit être de plus en plus compensé par la masse de profit.

C'est le propre des fusions-acquisitions qui concentrent et centralisent le capital de restaurer pour un temps le taux de profit en éliminant la pléthore de capital (les concurrents les plus faibles); c'est ce qui s'est passé en 2007, quand les fusions acquisition, OPA et autres atteignirent 1 600 milliards de dollars en Europe et 1 800 aux Etats-Unis. Il en résultera effectivement une baisse relative du nombre de travailleurs. Selon une étude du Bureau international du travail (BIT), la croissance économique mondiale en 2007 a été de 5,2 %, tandis que celle du nombre de travailleurs n'a été que de 1,6 %, la différence s'expliquant par les progrès en matière de productivité (étude citée dans *Le Figaro* du 24 janvier 2008). Depuis le début 2014, il y a une nouvelle frénésie de fusions-acquisitions dans le monde, c'est-à-dire une liquidation de la pléthore de capital et des travailleurs en doublon. Voir la récente fusion des deux géants du ciment Lafarge et Holcim.

A propos de la composition organique du capital en Chine

Nous avons vu dans la première partie de notre texte, que les pertes d'emplois dans la zone OCDE étaient amplement compensées par la mise en valeur des forces de travail des pays dits « émergents », nous avons expliqué dans un autre article récent la corrélation entre la dette du tiers monde et les délocalisations (« L'endettement international et l'échappatoire de la planche à billets», *Echanges* n° 144).

Dans cette seconde partie il nous faut aborder la question que pose Claude Bitot dans son dernier livre en date, *Repenser la révolution ?* L'auteur fait remarquer que le capital chinois ne démarre pas de la même façon que dans la vieille Europe, il démarre avec une composition organique plus élevée (5). Avant lui, Jacques Wajnsztejn avait polémiqué sur le sujet avec Charles Reeve et son livre *Le Tigre de papier* (6) :

> « Là encore on peut constater que les transformations actuelles posent la Chine à un niveau immédiatement moderne de la crise du travail (inessentialisation de la force de travail et tendance à la valorisation en dehors du travail vivant) avec la liquidation progressive des industries lourdes, bases de la construction d'un "socialisme à la chinoise" et les conséquences qui en découlent pour les membres de la vieille classe ouvrière chinoise. »
>
> (*La Chine dans le procès de totalisation du Capital*, Jacques Wajnsztejn [7].)

Il est incontestable que nous ne voyons pas de machine à coudre à pédale dans les usines chinoises modernes. La Chine pro-

---

(5) « On pourra objecter que si la classe ouvrière s'est réduite dans les vieux pays capitalistes, elle s'est développée dans les pays capitalistes "émergents". Certes, mais ce qu'il faut remarquer aussi, c'est que s'ils font des profits élevés c'est avec une main-d'œuvre restreinte (en Chine la classe ouvrière ne dépasse pas 20 % de la population active), car là le démarrage du capitalisme – a contrario de celui des pays capitalistes anciens – s'est fait à partir d'une composition organique très élevée, où donc le capital mort a là également pris le pas sur le capital vivant (p. 59). »

(6) Charles Reeve, *Le Tigre de papier. Sur le développement du capitalisme en Chine (1948-1971)*, Spartacus 1972.

(7) http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article210, janvier 2010

duit ses propres machines sous licences américaines ou japonaises (8). La question est de savoir si le niveau des forces productives chinoises est au niveau des standards mondiaux.

Tous ceux qui suivent un peu l'évolution économique du capitalisme en Chine savent très bien que les entreprises d'Etat étaient grandes pourvoyeuses d'emplois (9). La bureaucratie chinoise voyait (tout comme les oligarques russes) son avenir se construire sur la base de l'abandon du capitalisme d'Etat. C'est d'ailleurs pour cela que l'Etat allait entreprendre de faire le ménage dans ses entreprises (10), afin de pouvoir placer les plus importantes d'entre elles à l'international.

> « Les entreprises d'Etat, qui employaient entre 75 % et 60 % de la population urbaine dans les années 1980, ont été massivement restructurées dans les années 1990. Leur nombre a chuté de 10 millions en 1994 à 7,9 millions en 1997 et à 165 000 en 1998. Tandis que leur contribution au PIB est resté autour de 30 %, leur part dans l'emploi urbain a décliné à moins de 10 %,reflétant leur transition vers des activités intensives en capital et la fin de leur rôle pivot en matière de redistribution des revenus et de la protection sociale, dont le coût a été transféré sur les ménages, désormais contraints à une épargne de précaution.
>
> (Linda Yueh, *China's Growth : the Making of an Economic Superpower*, Oxford University Press, 2013, p. 308.)

Depuis quelques années la Chine est entrée, comme le reste du monde, dans un cycle de surproduction, en raison d'entreprises industrielles ayant des capacités de production excédentaires qui pèsent sur le taux de profit (11). La Banque mondiale estimait que deux tiers de la croissance chinoise de 1985 à 1994 provenaient de la formation de capital, c'est-à-dire d'une croissance extensive : on ajoute des capacités de production plus qu'on améliore véritablement la productivité des unités existantes. Il en résultera une baisse du taux de profit par rapport aux investissements.

> « L'un des principaux débats actuels sur l'économie chinoise consiste à observer une élévation de la masse de profit, alors que le taux de profit ne cesse de baisser: pour certains auteurs (Hofman et Kujis, 2006), une telle situation est plutôt bénéfique, seule la masse des profits bénéficiant d'une réelle importance ; or, celle-ci augmente de 36 % entre 1999 et 2005, ce qui ne serait pas négligeable. »
>
> (Mylène Gaulard, *Les limites de la croissance chinoise*, http://www.herramienta.com.ar/herramienta-web-4/les-limites-de-la-croissance-chinoise.)

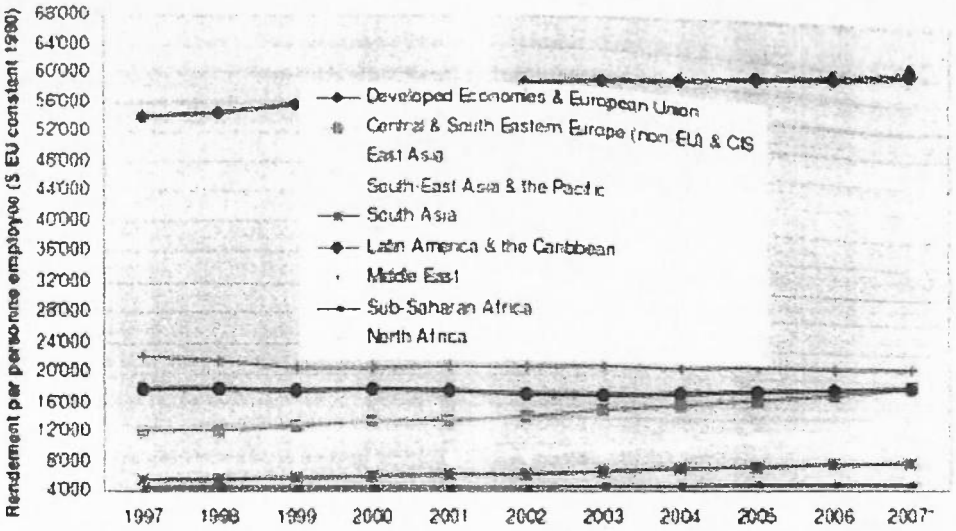
Nous voyons ici que la chute du taux

(8) Les fabricants de machine à coudre américains (Singer, Pfaff, Husqvarna – ces trois marques appartiennent au même groupe, détenu par un fonds de pension), européens (marque suisse Bernette), japonais (Brother, Juki), délocalisent leurs installations de production en Chine (mais aussi à Taïwan, en Thaïlande, au Vietnam...).

(9) Voir Bruno Astarian, *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)*, éd. Acratie, 2009.

(10) Ces remarques d'économistes ne sauraient masquer qu'en 1978, les entreprises chinoises employaient onze fois plus de salariés que les entreprises japonaises et qu'au cours des cinq premiers mois de l'année 2000, six millions de salariés d'entreprises d'Etat furent licenciés.

(11) Dès 2006 on observait une production d'acier excédentaire de 120 millions de tonnes, un chiffre supérieur à la production totale du second producteur mondial, le Japon.



Productivité du travail mesurée en termes de rendement par personne employéedans les différentes régions du monde ; niveaux de 1997 à 2007.

de profit qui affecte le capitalisme chinois est amplement compensée par la masse de profit. Claude Bitot visiblement ne connaît pas le problème de la productivité chinoise ; c'est justement son retard à introduire les nouvelles technologies qui affecte actuellement son taux de profit, ce qui veut dire que la main-d'œuvre exploitée reste encore trop nombreuse pour le capital global. Entre 1978 et 2000, l'emploi industriel a plus que doublé, passant à 160 millions (http://www.cairn.info/revue-economie-internationale-2002-4-page-131.htm). En 2013 le pourcentage de la population industrielle est de 30,90 % de l'emploi total. Le chiffre que donne Claude est de 20 % de la population active, ce chiffre est celui de la Banque mondiale de 1984.

Dans un rapport récent sur l'évolution de la main-d'œuvre chinoise, Ma Li (fonctionnaire du Conseil des affaires d'Etat) faisait savoir que la proportion de la population active dans la population nationale est de 71,68 %, le niveau le plus élevé du monde. Selon Ma Li, la population active de la Chine a dépassé le total des populations européennes. En 2008, la population active âgée entre 15 et 64 ans en Chine était de 955 millions et elle augmentera de 24,49 millions pendant le douzième plan quinquennal (2010-2015) (source: le *Quotidien du Peuple* en ligne). Selon d'autres sources (http://french.peopledaily.com.cn/VieSociale/8518432.html), en 2013 la population active était de 919,54 millions et la population industrielle de 367,816 millions. La population active a diminué de 2,44 millions en 2013, c'est la deuxième année que le Bureau national des statistiques (BNS) enregistre une baisse de population active (12).

(12) La Chine est confrontée à une pénurie de main-d'oeuvre, des projections montrent que de 2010 à 2025 la classe des 15-24 ans, qui alimente les activités à forte intensité de main-d'œuvre, *(suite page 59)*

Productivité et emploi

L'exemple de l'industrie automobile chinoise d'Etat à la FAW1414 et à Dongfeng

Comme nous essayons de le faire comprendre, le développement économique d'un pays, et notamment des pays dits émergents, est toujours tributaire des IDE (investissements directs étrangers) ou IDI (investissements directs internationaux), c'est-à-dire de capitaux étrangers qui s'investissent pour un temps, dans tel ou tel secteur. Ce sont ces investissements qui déterminent la composition organique très élevée dont parle Claude Bitot dans son livre *Repenser la révolution ?*
Si nous prenons comme exemple l'industrie automobile chinoise d'Etat, nous voyons que celle-ci est toujours à la traîne en ce qui concerne la productivité.
Le toyotisme ne fut introduit à la FAW (First Automotive Works) (1) qu'en 1979 suite à une visite du directeur de la FAW des usines japonaises. La méthode Kanban fut introduite en 1983, afin de réduire le stockage de moitié, tout en augmentant la production. Celle-ci passera de 67 000 véhicules en 1983 à 85 000 véhicules en 1985 dans un contexte de crédits publics alloués en baisse.
L'introduction d'un nouveau système de production ne se passe jamais en douceur car il provoque des remises en cause d'un ordre hiérarchique, notamment des « petits chefs » comme cela fut le cas en France aux usines Renault après Mai 68 et la remise en cause du taylorisme. Les conflits entre deux systèmes de production/exploitation doivent toujours passer sous les fourches caudines de la résistance ouvrière, sa résistance en tant que classe. L'introduction du toyotisme n'échappera pas à la règle. Le nouveau système de production est souvent contraint d'exister avec l'ancien, ce qui du point de vue du capitalisme est contre-productif. On dit qu'à la FAW le système de prime et les réunions de cercles de qualité ne rassemblèrent que peu d'adeptes ; il est même rapporté que pour entraver la méthode Kanban une machine nécessaire à son fonctionnement fut dérobée.

(1) First Automotive Works, créée en 1953, a essayé en 1987 une coentreprise avec Mercedes-Benz. Un an plus tard, Mercedes-Benz décide de se retirer. En 1990, FAW entreprend une coopération avec le groupe Volkswagen, en 2003 avec Toyota et avec Mazda.

Notation, évaluation, individualisation et contrôle

Les dirigeants de l'entreprise commencèrent à respirer à partir de 1991. Ils tentèrent alors d'individualiser les salaires par un système de primes à la performance fonctionnant sur la segmentation des postes de travail en quatre catégories. Ils commencèrent par mettre en place un nouveau système d'évaluation basé sur trois « lignes ». Sur les lignes standards les évaluations étaient mensuelles, sur les deux autres lignes les contrôles étaient faits par un groupe de surveillance (cercle de qualité).
Si les objectifs n'étaient pas atteints les primes étaient supprimées. A noter que ce point n'est pas une particularité chinoise : « Les cadres de Renault n'en sont pas encore revenus. La direction leur a annoncé, peu avant l'été, que, si le constructeur automobile n'atteignait pas une marge opérationnelle de 2,5 % du chiffre d'affaires en 2006, ils pourraient faire un trait sur leur "prime de performance", l'équivalent d'un mois de salaire. » (*Le Monde*, 30 octobre 2006.)
La résistance ouvrière va se manifester en avril 1994 par un sabotage qui provoqua l'arrêt com-

plet d'une ligne d'assemblage. Comme la méthode Kanban nécessite l'adhésion des ouvriers au système, la formation devenait la clef de voûte du système d'intégration. La FAW utilisa l'acquisition de diplôme comme moyen de monter dans la hiérarchie tout en resserrant, à l'aide de badges, son contrôle sur les déplacements des ouvriers dans l'usine. Au final, après l'introduction du juste-à-temps (en 1992) la productivité des ouvriers passera de 27,7 % à 65 %. Il en résultera le licenciement de 468 ouvriers en 1994.

Même scénario à Dongfeng. L'entreprise sera rationalisée par le japonais Nissan Diesel : mise en place des cercles de qualité en 1986, puis l'année suivante le « continuous flow Processing ». Malgré les résistances ouvrières l'encadrement atteint ses objectifs : la production augmente de 29,8 %, les produits défectueux chutent de 68 %, les stocks baissent de 79,9 %, les pannes de 87 %. Un résultat qui aura pour conséquences le licenciement de 28 % des ouvriers.

ANNEXE

En dix ans... « de 1994 à 2004, la production industrielle a progressé de 10 % au Japon, de 25 % en zone euro, de 40 % aux Etats-Unis », et dans le même temps, les pertes d'emploi industriels se sont élevées de 15 % aux Etats-Unis et en Allemagne, de 7,5 % en France. Il en va de même pour la si célèbre croissance chinoise. Ce ne sont pas les délocalisations dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre qui inversent fondamentalement cette tendance: « La part du capital dans la contribution à la croissance (chinoise) a atteint 62 %... La part de l'augmentation de l'emploi est donc devenue très faible. » (P. Artus et M-P. Virard, *Le capitalisme est en train de s'autodétruire,* Paris, La Découverte, 2005, pp. 22 et 27.)

Ce taux, en baisse depuis deux ans, est plus une conséquence de la politique de l'enfant unique (13) que d'un renouvellement de la composition organique du tissu industriel à grande échelle ; la Chine est entrée dans un cycle de surcapacité et son taux de croissance a baissé à plusieurs reprise, il est même question pour l'avenir d'un taux de croisière de 7 %. Malgré cette baisse, plus liée à la conjoncture économique qu'à l'augmentation de la composition organique du capital chinois aux prises comme le reste du monde à une suraccumulation de capital, il est intéressant de constater que l'Union européenne, première puissance économique mondiale, produit plus avec ses 159 millions de population active que les 919 millions de population active chinoise. La comparaison est sans doute un peu légère, car la Chine produit beaucoup de produits manufacturés qui exigent une main d'œuvre importante, ce qui n'est pas le cas de l'Europe. Seulement l'écart est suffisamment important pour attester que malgré les hausses de productivité propulsées en Chine par les IDE dès 1991, la productivité chinoise reste faible comparée aux pays de l'OCDE (voir tableau p. 57).

En conclusion

Nous venons de voir dans cet article que la composition organique du capital industriel chinois, bien que progressant ré-

---

(suitede la page 57)

baissera, du fait de la politique de l'enfant unique, d'environ 62 millions de personnes sur un total de 164 millions. (*Problèmes économiques* n° 3066, p. 31.)

(13) La population d'âge actif (15-60 ans), qui avait augmenté de 350 millions au cours des trois dernières décennies, stagne depuis 2010 et devrait diminuer de 65 millions d'ici 2030.

gulièrement avait toujours un certain retard sur ses concurrents – Etats-Unis, Japon, Union européenne.

> « La Chine est la deuxième économie mondiale en termes de produit intérieur brut courant (PIB) au taux de change courant. Elle a dépassé le Japon en 2010, mais elle est encore loin derrière les Etats-Unis avec un PIB moitié moindre. »
>
> (*Problèmes économiques*, avril 2013, n° 3066, p. 8.)

La Chine ayant jusqu'à présent une main-d'œuvre bon marché et abondante était le pays au monde ayant un fort taux de population active. La main-d'œuvre à très bas coût était justement une entrave à l'introduction de l'automation exemple (14) :

> « La plus-value ajoutée par la Chine au produit est plus que modeste, s'appuyant principalement sur les salaires très bas payés aux travailleurs locaux. Quand Nokia et Motorola ont demandé à BYD, le premier fabricant mondial de batteries pour téléphones mobiles, de réduire ses prix, il a simplement enlevé les robots et machines de ses chaînes de montage et les a remplacés par une armée de travailleurs chinois. La société avait l'habitude de fabriquer son matériel dans des unités très automatisées, mais elle a compris qu'elle pouvait écraser ses prix en payant des salaires chinois plutôt que des machines américaines ou japonaises. De la même manière, à Shanghaï, Volkswagen (VW) continue de produire ses automobiles comme il le faisait en Allemagne dans les années 1970, principalement en s'appuyant sur un travail manuel. »
>
> (*Chine: à qui profite le miracle ?*, résumé d'un rapport de la CISL 2005, http://www.youscribe.com/catalogue/tous/education/cours/comment-les-travailleurs-chinois-a-qui-profite-le-miracle-392639.)

Ici nous voyons que c'est le bas coût du travail qui s'oppose à l'emploi des machines, le capital gagne plus en extrayant de la plus-value absolue que de la plus-value relative, que le coût du travail augmente comme c'est le cas en Chine depuis quelque temps et les machines deviendront nécessaires. Comme cet aspect concerne principalement l'emploi du secteur manufacturé, le capital (IDE) cherchera à poursuivre ce type d'exploitation dans les pays où le prix de la force de travail est en dessous de sa reproduction, comme en Ethiopie par exemple.

L'emploi en Chine à base de main-d'œuvre bon marché, est plus menacé par le bas coût du travail dans les pays émergents (15), que par une élévation dans le secteur manufacturier du capital fixe (16). Là où

---

(14) Marx, dans le tome premier du *Capital*, explique bien « ...que la baisse du salaire au dessous de la valeur de la force de travail met ici obstacle à leur valeur d'usage et le *[l'emploi des machines]* rend superflu, souvent même impossible au point de vue du capital, dont le gain provient en effet de la diminution, non du travail qu'il emploie, mais du travail qu'il paye. (...) Aussi, voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord. » (*Le Capital*, t. I, chap XV.)

(15) Le Vietnam, le Cambodge, le Bangladesh, l'Ethiopie... concurrencent le travailleur chinois, dont le coût du travail est de 5 à 10 fois supérieur.

(16) « L'industrie manufacturière demeure un employeur important ; elle occupait 470 millions de personnes environ dans le monde en 2009, soit environ 16 % des 2,9 milliards de travailleurs de la main-d'œuvre mondiale, un chiffre dont l'importance surprendra certains. L'industrie manufacturière compte sans doute plus d'un demi-milliard de travailleurs en 2013. » (ONU, rapport 2013 sur le développement industriel)

la Chine entend faire sa pénétration et moderniser son appareil productif, c'est dans le haut de gamme. Elle a cette ambition depuis son entrée dans l'OMC (2001) et compte bien dorénavant jouer dans la cour des grands avec ses champions nationaux (les entreprises publiques et semi-publiques). La Chine a maintenant la capacité d'exporter du capital (voir à ce sujet notre brochure *La Chine débarque dans l'UE*).

Les dirigeants chinois visent maintenant à la création d'emplois à haute valeur ajoutée, ils ont en surnombre des ingénieurs, des techniciens pouvant gérer une modernisation de l'appareil productif, ils vont donc commencer par s'équiper en procédant à la robotisation de leur champions nationaux. Le *Financial Times* a récemment indiqué que la Chine est devenue le premier acheteur de robots industriels, avec un achat durant l'année 2013 de 36 650 robots, pour un parc de 96 000 robots en 2012. En comparaison le Japon est doté d'un parc de 310 000 robots industriels et a acheté 26 015 robots en 2013, les Etats-Unis 23 679 pour un parc de 168 000. Si la Chine parvient à se mettre aux standards internationaux de productivité (ce qui suppose que les capitaux étrangers se maintiennent), il se produira effectivement une diminution relative du nombre de prolétaires en Chine, avec un contre-choc sur les emplois haut de gamme des pays de l'OCDE.

> « Du reste, c'est seulement dans le mode de production capitaliste que doit s'accroître absolument le nombre des salariés, en dépit de leur diminution relative. »
>
> (Marx, *Le Capital,* Livre III.)

Dans la phase actuelle, nous continuons de penser que la diminution relative du nombre de salariés devient préoccupante pour la classe bourgeoise, pour la bonne et simple raison que les surnuméraires lui apparaissent comme classe dangereuse. Ceux-ci émergent de partout comme potentiel révolutionnaire,c'est-à-dire comme élément venant par sa seule présence déstabiliser cette civilisation qui ne peut plus les contenir. Les replis identitaires, nationalistes et religieux, ne sont que l'expression provisoire d'un monde perdu, d'une frange de la classe moyenne et d'une fraction de la classe ouvrière qui se sentent effectivement menacées par l'émergence d'une concurrence venant de l'extérieur et vis-à-vis de laquelle ils ne peuvent lutter qu'en acceptant des baisses de salaires.

Gérard Bad

« Le socialisme des intellectuels »

◆ En avril 2014 (n° B 187), les éditions Spartacus ont remis sous couverture *Le Socialisme des intellectuels. Critique des capitalistes du savoir,* du Polonais Jan Waclav Makhaïski (1866-1926). Cette compilation de textes de Makhaïski avait paru en français en 1979 aux éditions du Seuil, puis été reprise aux Editions de Paris en 2001. C'est cette réédition que Spartacus a remise sous couverture ; ces éditions renouent par-là avec une pratique occasionnelle de René Lefeuvre (1902-1986) qui donnait ainsi une nouvelle vie à un texte qui lui en paraissait digne en lui évitant de partir au pilon. Dans ces écrits (malheureusement traduits partiellement pour l'essentiel), Makhaïski exhorte les travailleurs à ne pas se fier aux intellectuels révolutionnaires et, malgré certains accents qui témoignent qu'il fut lui-même un intellectuel imbu d'idéologie anarchiste, le lecteur y trouvera une critique acérée de ces capitalistes du savoir que sont certains militants prétendument révolutionnaires. Contact : éd. Spartacus, 8 impasse Crozatier, 75012 Paris.

Politique : quelle ligne rouge pour les militants ?

◆ Il y a environ trois ans, le groupe grec TPTG dénonçait sur Internet un membre du groupe anglais Aufheben, apprenti universitaire qui donnait des cours de contre-insurrection à la police de Grande-Bretagne. La blogosphère groupusculaire ultra-gauchiste bruissait alors de toutes les condamnations et retrouvait des accents moralistes que l'on pensait avoir disparu dans ces milieux. *Wildcat* publie dans son n°96 (printemps 2014) un article, « Profession et mouvement », qui apporte sa touche à cet épisode peu glorieux.

D'après l'auteur de « Profession et mouvement », la résurgence actuelle de mouvements anticapitalistes vigoureux remettrait sur le devant de la scène cette discussion jamais achevée des liens entre vie privée et vie publique

: hors de toute complaisance, les groupes d'extrême et d'ultra-gauche devraient exiger de leurs membres un comportement moralement irréprochable dans leur quête des moyens de survivre, des moyens de gagner de l'argent. Il y aurait dans la soumission au travail salarié plusieurs lignes rouges à ne pas dépasser dont une collaboration avec l'Otan, la police ou les services secrets d'après *Wildcat*. Pourquoi pas l'enseignement universitaire, la participation à la rédaction de revues patronales, la délégation à des réunions par son patron, signe de la confiance de celui-ci pour son représentant, ou enfin toute collaboration à des organismes tels que l'OCDE, etc. ? Peu de militants politiques de notre milieu échapperaient alors à l'opprobe. Et qu'en serait-il de ceux qui, comme le souligne l'auteur de l'article, profitent de la valeur ajoutée de leur proximité avec les mouvements sociaux et de divers copinages pour faire carrière dans les services sociaux, les syndicats, etc. ? Finalement, la question que ne posent ni TPTG ni Wildcat c'est que dans tout groupe militant les travailleurs intellectuels, qui s'assurent un statut social et une vie confortable

par leurs critiques faciles de la société, ne partagent pas la condition de cette classe ouvrière qu'ils prétendent représenter.

Un programme

◆ Dans *Programme Communiste* n° 102, février 2014, un ensemble de texte des années 1921 concernant l'Histoire de la Gauche Communiste et « Le programme révolutionnaire de la société communiste élimine toute forme de propriété de la terre, des installations productrices et des produits du travail » (1958)

Surveillance généralisée

◆ Les révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage du monde entier par la NSA américaine ne concernent qu'une partie de la surveillance généralisée qui affecte nos sociétés. Un article, « Beaucoup de données, peu de clarté », dans le n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat* aborde la question de cette surveillance de tous les instants en trois moments : son rôle dans les stratégies géopolitiques et guerrières des Etats, son rapport avec le modèle marchand des entreprises informatiques, et les oppositions à cette surveillance généralisée. Téléphones portables, Internet, cartes de toutes sortes (bancaires, de fidélité, etc.) suivent presque chacun d'entre nous à la trace pour le plus grand bonheur des marchands, entreprises informatiques, supermarchés, opérateurs téléphoniques, etc. sans compter la police et les services dits sociaux. L'auteur s'étonne que ce suivi ne provoque pas plus de résistance de masse et recense celles qui émanent du propre milieu informatique avec toute l'ambiguïté que cela suppose : les hackers se divisant entre critiques et adeptes de la société informatisée mais tous y participant d'une manière ou d'une autre, beaucoup étant d'ailleurs financés par de grandes entreprises.

Quelques mouvements de hackers paraissent intéressants à l'auteur, tels les Anonymous ou nettime de Geert

Au sommaire

◆ *Divergences.* Dans le n°37 (décembre 2013), de nombreux textes sous les chapitres : résistances, réflexions, international, critiques de livres et de films et bien d'autres. Site ; divergences2.divergences be

◆ *Article 11,* fin du papier ? n°17 (juillet-août-septembre 2014). Difficile de résumer ces articles de témoignages de plongées dans l'histoires, de contes cruels trop réels, de voiles soulevés sur une inqualifiable réalité, le tout renforcé de dessins percutants. Ce journal programme la fin de son édition papier après les deux prochains n°s 18 et 19, pour la nouvelle année...

◆ *Insurgent Notes* (Loren Goldner), changement de format : « Nous avons commencé à mettre en ligne des articles, comptes rendus, etc. entre les numéros formels de la revue. Parmi les tout récents il y a le compte rendu d'un livre sur la révolution allemande de 1918-19, un autresur la continuité du stalinisme en URSS avec la phase autocratique de l'histoire de la Russie, une lettre sur les événements en Thaïlande et une lettre sur ce qui se passe au Cambodge. Pour être averti de ces nouvelles mises en ligne, aller à la fonction "subscribe" sur notre site. http://insurgentnotes.com. »

Lovinsk, mais finalement il n'existe aucune véritable opposition à la surveillance généralisée de nos sociétés, quoique... L'auteur en voit potentiellement une dans la lutte des habitants de San Francisco, en Californie, qui depuis décembre 2013, perturbent régulièrement le transport des employés dans les entreprises informatiques de la Silicon Valley depuis cette ville ; ces employés, bien payés, faisant augmenter les prix des habitations dans la ville et détruisant tout un tissu social dont la Californie offre un rare exemple dans l'immensité de la solitude partout ailleurs aux Etats-Unis ; un encadré rappelle qu'en Californie, 23,5% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, que l'Etat est en quasi-faillite et que le taux de chômage atteint des sommets. Cette lutte remettrait en cause matériellement le modèle économique de ces entreprises selon l'auteur, qui préconise une association entre citoyens de San Francisco et employés de la Silicon Valley de type syndical à l'image des IWW (qui, avant la première guerre mondiale, avaient organisé immigrants et précaires de toutes sortes en dehors des syndicats officiels), afin de se battre en commun contre l'emprise des grandes entreprises informatiques type Google et Apple.

La guerre de l'économie contre la vie

◆ « Notre correspondance de la guerre sociale s'approche de plus en plus de la guerre tout simplement : guerre de l'économie contre la nature et contre l'humanité, contre la vie. Sortir de ce mode de production et de vie capitaliste se montre chaque fois plus nécessaire et urgent. En sortir dès aujourd'hui, sans attendre le Grand Soir, en construisant ici et maintenant nos propres espaces, nos formes de vie individuelle et collective à la place de la forme Etat. » Telles sont les premières lignes de présentation du n° 53 (juin 2014) de la revue barcelonaise *Etcétera. Correspondencia de la guerra social.* Dans un premier article signé Etcétera, « Pendant ce temps-là », le groupe réaffirme la nécessité pour chacun de lutter au quotidien contre le capital. Ce combat de tous les jours ne doit pas se laisser enfermer dans l'opposition réformisme ou révolution ; il est vrai que la radicalité des discours et des pratiques anticapitalistes s'affublent souvent des oripeaux réformistes, attaquant la corruption, les inégalités, la destruction de la nature, etc. pour mieux subir le capital, mais le radicalisme qui prétend vouloir tout tout de suite fustigeant les tentatives de vivre relativement en marge de la société dès maintenant s'enferme lui-même dans la passivité qui mène à toutes les défaites : « la banalisation de la critique radicale, devenue idéologie, se transforme en radicalisme » hors de tout contexte social et ignorant l'histoire. Par exemple, la récente tentative (26 mai) d'évacuation par la police du squatt de Can Vies à Barcelone n'est pas un simple fait

Le n° 53 d'*Etcétera* est illustré de lithographies, à la manière de Frans Masereel, de Clifford Harper, artiste anglais né en 1949 (voir son site Agraphia).

divers, ainsi que le rappelle un courrier reproduit dans *Etcétera :* dans la défense de Can Vies par les voisins du quartier de Sants où se trouve le squatt, il s'est agi d'une lutte où l'enjeu était principalement la solidarité face au capital ; le gouvernement catalan ne s'y est pas trompé, qui a voulu détruire ce lieu empêcheur de tourner en solitude. Luttes individuelles et luttes collectives ne faisant qu'un, un article de Theo Maldo revient sur les événements qui ont eu lieu en Turquie avec pour point d'orgue l'occupation de la place Taksim, un autre de Charles Reeve sur les luttes en Bosnie et un dernier de Nicole Thé sur « La crise en France » (aussi traduit en allemand dans le n° 96 [printemps 2014] de la revue *Wildcat* sous le titre « France : sur les traces de Schröder ». Copie du texte en français à Echanges). L'article de Charles Reeve avait été publié dans le n° 15 d'*Article 11* (http://www.article11.info/?Bosnie-une-autre-recette) et est repris par de nombreux sites.

Nature et profit

◆ Dans *Article 11* n°16 (mai-juin-juillet 2014), « Le capitalisme assujettit la nature à la logique du profit, entretiens avec Razmig Keucheyan, auteur de *La nature est un champ de bataille* » (éd. La Découverte).

Anti-industriels

◆ « La lampe hors de l'horloge, éléments de critique anti-industrielle » (éditions de la Roue, La Taillade, 11150 Villasavary) : trois textes d'origines diverses remettant en cause les finalités comme les moyens de la critique sociale dominante.

Socialisme ou barbarie

◆ Un entretien avec Daniel Blanchard, ancien militant du groupe Socialisme ou Barbarie (1949-1967), avec, séparément, une présentation des positions et évolution de ce groupe dans le numéro 3 de *l'Echaudée* (automne-hiver 2013). Daniel a publié (outre d'autres ouvrages) des articles dans la revue *Socialisme ou Barbarie* sous le pseudonyme de Canjuers et il fut l'artisan de la tentative de rapprochement de ce groupe avec Guy Debord, démarche qu'il a expliquée dans un petit livre « Debord, dans le bruit de la cataracte du temps » (Sens et Tonka, 2000).

L'Echaudée n° 4 (printemps-été 2014) contient sous le titre « supplément d'âme », outre des articles divers et des dessins, une mise au point sur Socialisme ou Barbarie au sujet des textes publiés dans le n° 3.

Contrôle ouvrier en URSS, 1917-1921

◆ *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921,* texte de 1973 de Maurice Brinton, du groupe Solidarity de Londres, qui détaille clairement, année par année, le processus politique, légal, institutionnel et répressif mis en œuvre par les bolcheviks pour étouffer les soviets et les comités d'usines. Ce texte repris de la revue *Autogestion et socialisme,* cahier n° 24-25 (septembre-décembre 1973) est publié par le CATS de Caen sur son site http://ablogm.com/cats/

◆ *Dans Présence marxiste* n° 104-105 (avril 2014) : « Les Bolcheviks, Brest-Litovsk et le capitalisme d'Etat ».

Workers against Work

◆ Parmi les nombreuses notes de lecture du n° 53 d'*Etcétera,* on relèvera celle concernant la traduction en espagnol de *Workers against Work : Labor in Barcelona*

and Paris during the Popular Fronts de Michael Seidman aux éditions Pepitas de calabaza : « Le livre de Seidman (...) est une étude des classes ouvrières (...), [une] étude des idéologies révolutionnaire et réformiste (...), [une] étude de l'anarchosyndicalisme et de son idéologie productiviste (...) » (voir *Echanges* n° 147, p. 63)

◆ Voir aussi , à propos de cette édition : http://gimenologues.org/spip.php?article606 et, à propos de l'édition allemande : « Discussion sur les causes et la nature de la révolution espagnole », traduction de la préface à l'édition allemande de *Workers against Work* : http://gimenologues.org/spip.php?article607

Polémique

◆ *Présence marxiste* n° 106 (juillet 2014) : si vous aimez la polémique partisane à l'ancienne, pleine de verve archaïque, ce numéro vous comblera en particulier dans un des articles « A nouveau sur *Echanges* et sur un nouveau livre de la même farine : Fernand Loriot, le fondateur oublié du parti communiste (Julien Chuzeville) ».

Orwell

◆ Notes et morceaux choisis n° 11, avril 2014 :« Orwell et Mumford, a mesure de l'homme », La Lenteur, 127 rue Amelot, 75011 Paris.

Anarchistes bulgares

◆ *G. Cheïtanov : pages d'histoire du mouvement libertaire bulgare*, de Balkanski, et *Un centenaire bulgare parle*, de Nicolas Stoïnoff (1920) : deux livres des années 1960, publiés aux éditions Notre Route, liées au mouvement anar bulgare en exil, réédités par le CATS de Caen sur son site http://ablogm.com/cats/

Italie rebelle

◆ *Storia Ribelle* n° 39 ; recueil d'études, recherches et mémoires (en italien) : « L'éducation antimilitariste des jeunes socialistes de Biella (Piémont) pendant la Grande Guerre» ; « La révolte de Licata (Sicile), le 18/5/1944 » ; « Après la libération de Rome, les généraux soviétiques tentèrent d'empêcher la diffusion en Italie les livres du "fasciste" Trotski » ; « les Brigades Rouges clandestines de Tito dans l'Italie républicaine de 1947 » ; « Les "Groupes communistes autonomes" à Vincenza en 1954 » ; « Les discussions de base au sein du PCI à Turin, Ravenne et Rimini après la fausse "déstalinisation" de Khrouchtchev et la "Démocratie Communiste" de Parme. »
Storia Ribelle, Casella Postale 292, 13900 Biella (Bi)
storiaribelle@gmail.com

Pietro Tresso

◆ *La Tragedia di « Blasco »*, l'histoire tragique du trotskiste Pietro Tresso, victime des staliniens dans les maquis des Cévennes, Roberto Gremmo, *Storia Ribelle*, Biella (en italien).

14-18

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 241 (été 2014) : « La guerre de 1914, pouvait-on l'empêcher ? »: des pages sur les tentatives de résistances à la guerre.

◆ Dans *Courant alternatif* n° 240 (mai 2014) : « Les fusillés pour l'exemple ».

◆ Dans *Présence marxiste* n° 107 (août 2014) : « La lutte du prolétariat internationaliste contre la guerre impérialiste 1914-1918. »

Mineurs anglais, 1984-1985

◆ Dans *Article 11* (mai-juin-juillet 2014), « We'll eat grass first », entretiens avec David T. Thomas autour de la grève des mineurs anglais de 1984-1985 (sur le même sujet, rappelons l'ouvrage d'Henri Simon *To the bitter end* » [éd.

Acratie, toujours disponible à Echanges]).

Limoges noire ou rouge

◆ « Avril 1905 : le printemps noir de Limoges la rouge », dans *Article 11* (mai-juin-juillet 2014).

« En ce début de xx[e] siècle, Limoges, ville de la chaussure et de la porcelaine, dirigée par une municipalité socialiste, connaît d'âpres conflits sociaux. Les usines se sont agrandies, et la mécanisation d'un certain nombre de tâches a appauvri le travail. Une discipline militaire s'est progressivement mise en place dans les ateliers : grilles, sonneries, horloges et contremaîtres en sont les symboles haïs. La plupart des grèves, désormais, n'ont plus pour objet principal l'augmentation des salaires, mais la contestation des règlements draconiens nouvellement introduits et la demande de renvoi des "contrecoups" chargés de les faire appliquer.... »

Article11, 2 rue Auguste Poullain, 93200 Saint-Denis. redaction@article11.info

1894, Pullman en grève

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 239 (mai 2014), « 1894 : La grève Pullman sonne le glas du paternalisme patronal »

Losque près de 4 000 travailleurs de l'usine Pullman de Chicago cessent le travail, c'est le début d'une lutte de trois mois.Pour *AL*, « c'est aussi le baptême du feu pour un syndicalisme nouveau, qui rompt avec le corporatisme, et se retrouve confronté à la justice et à l'armée fédérale ».

Canuts

◆ « Il y a 180 ans la révolte des canuts est écrasée » dans *Alternative libertaire* n° 239 (avril 2014).

Etienne Cabet

◆ Dans le n° 3 de *l'Echaudée* (automne-hiver 2013), un article bien documenté sur « Etienne Cabet, l'aventure icarienne ou la quête de la vie bonne ».

Ab irato éditions, 6 rue Boulle, 75011 Paris, http://abirato editions.wordpress.com

Le rémouleur

◆ **Appel à soutien financier. Le Rémouleur, à Bagnolet, est un lieu ouvert depuis trois ans pour se rencontrer, échanger et s'organiser. On peut y trouver livres, publications et tracts divers. On peut y assister à des débats ou à des projections de films. Le problème est celui du loyer de ce local difficile à satisfaire. D'où cet appel à un soutien financier.**
Le Rémouleur, 106 rue Victor Hugo, 93170 Bagnolet. Courriel : leremouleur@riseup.net

1794, la terreur contre la révolution populaire »

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 237 (mars 2014) : quand le Comité de salut public accentue la répression des mouvements populaires pour se débarrasser de tous les courants radicaux qui l'avaient soutenu, le régime de Terreur, initialement souhaité par les classes populaires pour abattre les contre-révolutionnaires, se retourne contre elles.

1649, les diggers

◆ *Bulletin des compagnons de nulle part*, n° 14 : « La forêt qui avance, les diggers : une lutte pour la terre et la justice (1649). »

Bibliothèque infokiosques, 152 Grande-Rue, 30270 Saint-Jean-du-Gard.

Provoc'

◆ *Vive la provoc', autonomes, émeutes et insurrections, 1968-2013*, livre de

La crise...

◆ *...étudiée par Countdown1:*

étude sur la crise : « La première grande dépression du xxi[e] siècle (Anwar Shaikh)», « L'euro et la crise de la zone euro» (Paolo Giussani) , « Diverses théories marxistes sur la crise et diverses interprétations de la crise actuelle» (Francisco Cipolla), « Les dérivatifs et le marché capitaliste, le cœur spéculatif du capital» (Tony Norfield), « L'évolution des hauts revenus aux Etats-Unis» (Emmanuel Saez). (Juillet 2014), Colibri Edizioni (en italien) antonio.pagliarone@fastwebnet.

◆ ***...vue par Robin goodfellow.*** *Aux fondements des crises ; le marxisme de la chaire et les crises* et *Le Marxisme en abrégé ; de la critique du capitalisme à la société sans classes*. Le premier livre revient sur les concepts fondamentaux de la théorie de Marx : crise de surproduction, suraccumulation, baisse du taux de profit, dévalorisation, etc. Il s'efforce également de montrer en quoi le marxisme vulgaire les dénature. Le second livre s'efforce de résumer dans un langage le plus accessible possible les concepts fondamentaux du marxisme. Ces deux livres peuvent être achetés en ligne : www.lulu.com/shop/robin-goodfellow/a

◆ ***...dépassée par Jeremy Rifkin.***

« (...) l'Américain Jeremy Rifkin, avec ses projets de cybersocialisme et de "dépassement du capitalisme" par "la révolution technologique" ravit la gauche, des hackers aux ministres socialistes, des start-up innovantes aux intelligences artificielles et universitaires. C'est que pour la gauche, démocratiser, c'est technifier. Remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses, et pour cela, des hommes faire des choses : hybridation, réifications, cyborgs, hommes-machines, pilotage par les sciences sociales et les statistiques (big data), couplées à l'Internet des objets. C'est nous les objets. » Extrait de « Troisième révolution industrielle : Jeremy le prophète de bonheur » : www.piecesetmaindoeuvre.com/ spip.php?page=resume&id_article=456 qui ironise ussi sur « Fleur Pellerin : le cyberflicage au féminin » : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/ spip.php?page=resume&id_article=459).

Jacques Leclercq, éd. L'Harmattan, 2013.

Histoire des femmes

◆ *Caliban et la sorcière, femmes, corps, et accumulation primitive*, de Silvia Federici (coéd. Senonevero et Entremonde). Le livre survole l'histoire de la femme dans la montée du capitalisme depuis la chasse aux sorcières et l'esclavage à la situation actuelle et ses mécanismes modernes de domination.

◆ Rappelons la brochure de Barbara Ehrenreich et Deirdre English *Sorcières, sages-femmes et infirmières, une histoire des femmes soignantes*, Echanges 1978, toujours disponible.

Associationisme contre syndicalisme

◆ *Education Sud-Aquitaine*, lettre n° 50 (février 2014) contient un « Cahier syndicaliste » avec la suite d'une étude « L'associationnisme contre le syndicalisme », sous le titre « Aux sources de l'éducation permanente, le culte de la division du travail». 24 rue Paul-Mamert, 33000 Bordeaux sudeducation@wanadoo.fr

Réinventer l'hôpital

◆ « Comment réinventer l'hôpital ? » dans *La Gazette de la société et des techniques*

n° 75 (janvier 2014, copie à Echanges).

Marx et la Russie

◆ Ettore Cinnella, *L'altro Marx,* Della Porta Editori, Pisa-Cagliari, 2014, 180 pages, 15€.
http://jadawin4atheia.wordpress.com/2014/09/07/marx-e-la-russia/

Engels censuré

◆ Le site Internet http://www.jaures.eu se consacre à la diffusion de l'œuvre de Jean Jaurès. Fort bien et nous ne pouvons que saluer une initiative qui de plus « évite de ne proposer de Jaurès que certains courts extraits de quelques textes permettant de déformer sa pensée... voire juste quelques citations tellement sorties de leur contexte qu'elles ne veulent plus rien dire (ou plutôt qu'elles ne veulent plus dire que ce que veulent leur faire dire ceux qui les manipulent ainsi !). » Arrivés par hasard sur ce site, nous trouvons un texte de Jaurès consacré à Engels et qui reprend cette citation (fautive comme nous allons le voir) de 1891 selon laquelle, critiquant le programme d'Erfurt, Engels affirme : « Si une chose est certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver au pouvoir que sous la forme de la République démocratique. Celle-ci est la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a montré déjà la grande Révolution française. » Or cette traduction (nous ne savons pas si elle est de Jaurès lui-même) est toujours la traduction officielle, dans les éditions staliniennes, de ce texte. Elle n'en est pas moins erronée. Il est vrai qu'elle a un grand avantage. Elle sert de point d'appui à tous les manipulateurs pour transformer Engels en démocrate. Mais Engels ne dit pas DE mais POUR (für). Une fois rectifié le sens de cette citation, nous comprenons parfaitement qu'elle s'inscrit dans la tradition de tout ce que Marx et Engels ont répété pendant des décennies. (Pour la suite du débat, copie à Echanges par mail ou papier)
Le commentaire du texte http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/republique-et-socialismejaures-et-engels-1901/
Robin Goodfellow, BP 60048, 9216 3 Antony Cedex
http//www.robingoodfellow

Machiavel et les Ciompi

◆ L'étude sur les Ciompi recouvre les chapitres XII à XVII du livre troisième des *Histoires florentines* rédigées entre 1520 et 1526. Machiavel (1469-1527) y analyse la société de son temps sous l'angle des intérêts divergents des groupes humains à l'intérieur d'une société donnée et les conflits qui en découlent d'un point de vue politique. Il se penche sur la révolte des Ciompi (cardeurs) à Florence en 1378, la couche la plus exploitée des travailleurs de la laine qui faisaient alors la prospérité de la ville. Machiavel révéla le premier que la morale ne faisait que couvrir des intérêts matériels : ainsi, la fermentation sociale due à l'interdiction de réunion et d'organisation faite aux Ciompi, se greffait par ailleurs sur les conflits politiques entre guelfes (partisans des papes) et gibelins (partisans de l'empereur germanique). La révolte est définitivement matée en 1382. Selon un article du n° 96 (printemps 2014) de la revue allemande *Wildcat,* qui revient sur cette étude des Ciompi, Machiavel, bien que dans un vocabulaire encore imprécis, a posé la question de l'action consciente et organisée telle qu'elle allait resurgir au XIXe siècle dans la critique de l'économie politique de Karl Marx et la naissance d'un prolétariat moderne.

Révolution espagnole, 1936 (1)

◆ Le CATS de Caen a mis en ligne plusieurs articles tirés du n°18-19 (janvier-avril 1972) de la revue *Autogestion et socialisme*, consacré au thème, « Les anarchistes et l'autogestion », notamment à travers l'expérience espagnole : « Conceptions anarcho-syndicalistes de l'autogestion » (René Berthier) ; « Une conception scientifique du communisme libertaire, Diego Abad de Santillán » (Antonio Elorza) ; « Rapport du syndicat des arts graphiques de Barcelone (avril 1936) », une brève présentation du projet communiste libertaire, influencée par les idées de Diego Abad de Santillán ; « Les collectivités espagnoles pendant la révolution (1936-1939) » (Violette Marcos-Alvarez) ; « Enseignements de la révolution espagnole » (Frank Mintz) ; « Une vision peu connue de la collectivisation espagnole », quelques extraits traduits du livre de Munis *Jalones de derrota : promesa de victoria. Crítica y teoría de la revolución española (1930-1939). Muñoz Moya Editores,* disponible en ligne sur www.marxists.org/espanol/munis/oc/tomo4.pdf

◆ *Ready for Revolution, The defence Committees in Barcelona ,1933-1938,* d'Agustin Guillamon, AK Press, KSL (en anglais).

◆ *Espagne 1937, Joseph Rebull, la voie révolutionnaire et la direction du POUM 1937-1939,* d'Agustin Guillamon, éd. Spartacus, juillet 2014. Une page d'histoire de l'Espagne révolutionnaire à travers les textes d'un militant du POUM avec des notes explicatives.

◆ *A chacun son exil. Itinéraire d'un militant libertaire espagnol,* de Henri Mélich.

Trois quarts de siècle se sont écoulés depuis ce jour de février 1939 où un jeune adolescent se voyait contraint de franchir les Pyrénées pour chercher refuge en France, mais la considérable longueur de cette période n'a nullement émoussé l'importance qu'a revêtue, et que revêt toujours, l'exil dans l'existence d'Henri Melich.

Il fallait un sacré courage pour prêter appui aux fugitifs dans la France de Vichy quand on n'a que seize ou dix-sept ans, ou pour rejoindre le maquis sous le nom de guerre de « Robert Sans » quand on est à peine plus âgé, ou encore pour pénétrer en Espagne, peu après, l'arme au poing avec un commando qui essuya le feu des forces franquistes. C'est encore du courage dont il faudra faire preuve pour s'engager dans la lutte antifranquiste au cours des années soixante quand le DI (Défense Intérieure) et la FIJL (Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires) entreprirent un harcèlement direct de la dictature, ou pour traverser maintes fois la frontière espagnole dans les années soixante-dix afin de « faire passer » des camarades qui fuyaient la répression.

L'une des qualités des récits de vie, tels que celui que nous offre Melich, est qu'ils nous permettent d'accéder à des réalités sociales qui échappent généralement au regard des historiens de profession même lorsque ceux-ci s'écartent de « la grande histoire » et s'intéressent à l'histoire des mentalités ou des modes de vie.

J.-P. D.

A paraître en octobre. 250 pages,
en souscription : 20 euros port compris.
Ed. Acratie, L'Essart 86310 La Bussière.

Révolution espagnole,1936 (2)

◆ La revue barcelonaise *Balance* publie en espagnol dans son n° 38 (septembre 2014) une « Correspondance entre Diego Camacho ("Abel Paz") et Juan García Oliver » datant de 1970 à 1979 alors que l'un rédigeait sa biographie de Durruti et l'autre ses mémoires. Publication commentée par Octavio Alberola, auteur avec Ariane Gransac de *L'Anarchisme espagnol. Action révolutionnaire internationale, 1961-1975* (Christian Bourgois éditeur, 1975 : l'édition espagnole en était parue à Ruedo Ibérico en 1974).

Abel Paz (1921-2009) est principalement connu en France comme historien de la geste de Buenaventura Durruti, commandant anarchiste de la Colonne de fer, mort devant Madrid le 19 novembre 1936 ; de nombreux mystères entourent cette mort que tous les camps alors en guerre désiraient, les franquistes aussi bien que les staliniens et les anarchistes mêmes. Abel Paz a défendu la thèse selon laquelle Durruti se serait blessé avec sa propre arme dans son ouvrage *Durruti el proletariado en armas* (première traduction française : *Durruti, le peuple en armes*, éd. de la Tête de feuilles, 1972 ; rééd. Quai Voltaire sous le titre *Durruti, un anarchiste espagnol*, 1993). Les éditions Champ libre, un moment démarchées par Abel Paz pour une réédition de cette biographie de Durruti, lui répondaient le 4 août 1980 sous la signature de Gérard Lebovici : « Dans la perspective d'une republication de votre biographie de Durruti, j'étais un peu embarrassé, comme je vous l'ai dit, par le fait que, quant à la dissimulation des circonstances de son assassinat, votre travail avait établi clairement la terrible responsabilité de la C. N. T. de ce temps-là, sans que vous ayez vous-même voulu conclure clairement. » (*Correspondance*, éd. Champ libre, vol. 2, 1981, p. 63.)

Quant à García Oliver (1902-1980), il fut dans les années 1920 le compagnon de Durruti et de Francisco Ascaso, entre autres, dans plusieurs groupes de pistoleros anarchistes qui répondaient par des assassinats de personnalités de droite aux assassinats d'anarchistes par des pistoleros financés par le patronat. Il a appartenu à la Federación anarquista ibérica (FAI), groupe politique à la manière des léninistes qui prétendait défendre la pureté du projet anarchiste au sein de la CNT. « Dans la soirée du 20 juillet *[1936]*, García Oliver faisait partie du Comité de liaison, avec Buenaventura Durruti, Josep Asens, Abad de Santillán et Aurelio Fernández (ce dernier remplaçait Francisco Ascaso mort au combat) qui s'entretint avec Companys à la Generalitat *[siège du gouvernement autonome de Catalogne]*, acceptant de débattre de sa proposition de collaborer avec les autres forces antifascistes dans une organisation commune. » (*Balance*, p. 12) Lors de cette réunion du 20 juillet 1936, Lluis Companys, alors président de la Catalogne, déclarait : « Vous *[les anarchistes]* êtes aujourd'hui les maîtres de la ville et de la Catalogne... (...) Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir » (propos rapportés par García Oliver lui-même dans *De julio a julio*, selon Burnet Bolloten, *La Révolution espagnole. La Gauche et la lutte pour le pouvoir*, éd. Ruedo Ibérico, 1977, p. 410), et pourtant ils laissèrent le pouvoir à Companys. Au début de la guerre civile, García Oliver fut ministre de la Justice et appela au cessez-le-feu durant les journées de mai 1937. Il a rédigé sa propre biographie dans un ouvrage intitulé *El Eco de los pasos* (éd. Ruedo Ibérico, 1978) qui ne semble pas avoir été traduit en français ; la revue *A contretemps*, dont nous avons annoncé la disparition dans *Echanges* (n° 147, p. 61), avait consacré son n° 17 (juillet 2004) à un éloge de García Oliver.

LISTE DE DOCUMENTS, JOURNAUX, BROCHURES ET LIVRES DISPONIBLES A ÉCHANGES

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles aux uns et aux autres, il suffit de joindre à la demande si possible des timbres ou des vignettes : 0,87 euro pour un exemplaire, 1,20 euro pour deux, 2,10 euros jusqu'à cinq. Au-delà et pour les livres, demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité de certains documents, les premières demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués. Si la publication n'est pas en français, mention est faite, entre parenthèses par une initiale, de la langue utilisée dans la publication.

A

A Contre-courant numéros dépareillés de 2010 à 2014
Against the current, 2003-2004 (A)
Agitator, CD
Alternative (L')n° 7, 1980, dossier polonais
Alternative libertaire, numéros dépareillés de 2007 à 2014
Aper (Agence de Presse Espagne Populaire) n° 108, aout 1979 (E)
Article 11, 2013-2014
Aujourd'hui n° 54, 1999
Aux écoutes du monde, Répression, la chasse aux sorcières, 1968
Avec une caméra – livret de Mathieu K

B

Bad Kids n°1 et 2, 2012-2013 (F)
Bilan et Perspectives n° 14 (2014)
Blaumachen, sur les événements de Grèce 2009 (en grec)
Bouts de chemin – écrits de Gabriel Pombo da Silva, prisonnier politique en Espagne (F)

C

CAF, quelques conseils pour faire face aux contrôles domiciliaires
Challenge, n° 232, 2004
CNT Marseille : partager le travail,1998
Chapignac, la poudrière polonaise
Chiapas, Correspondance n° 9
China reconstruction, 1973, (A)
Chômeurs en colère -1982-1983
CIRA – bulletin n° 68, été 2012
CIS newsletter 1997-1999 (A)
Combat syndicaliste, 1983, dossier Pologne
Correspondance n° 3, 2014
Courant alternatif numéros dépareillés de 2012 à 2014
CQFD, numéros dépareillés de 2012 à 2014

D

Database, n° 12, magazine for noise and politics.,2012, (A)
Diggers, brochure, 2014 (F)
Direct Action (AIT), traduction française de différents articles (2002)
Donne de cœur contre LOPPSI, Michel Ots, 2011

E

Echanges et Mouvement, livre, Restructurations et lutte de classe dans l'industrie automobile
Echaudée (L') n° 2, automne –hiver 20012
Ecole de Paris (Les amis de l') : Quand l'entreprise façonne la société, 2007
Economie (L') en questions, n° 31, 1985
Economie et statistique n° 205 (1987)
Economist (The), Earthly Powers (2010), the lessons from Iceland (A)
Ekluserie (L'), CD, émissions radio de squatters
Emancipation syndicale et pédagogique, n° 8, avril 2009, dossier tribune féministe.

Emploi (L') dans le spectacle, CNT, 2002
Enterrement (L'), contre les déchets radioactifs à Bure, mai 2013
Envolée (L') n° 34, janvier 2013
Etcétera, 2013-2014
Etincelle (L'),Pologne,1980
Express, n° spécial Chine, 1993

F

Fakir, deux numéros 2010
Faut pas pucer, brochure
Financial Times, the future of capitalism 2009, (A)
Forbes, juin 1984, the annual report of American industry (A)
Forge (La), numéros dépareillés 2011 à 2014
Frondeur (Le) n° 9

G

Gazette de la société et des techniques, numéros dépareillés de 2007 à 201 4
Glaberman – *Travailler pour la paie : les racines de la révolte* (Acratie) (2008)
Goldner Loren, brochure sur Bordiga, *Communism is the material human community* (A)
Grève (La) généralisée en France, brochure ICO
Guerre de classe, travail, communauté, politique, guerre, 2012
Guerre de classe, Egypte et Emeutes dans les banlieues suédoises, février 2013

H

Habitants de la lune (Les) (2010) sur les événements en Grèce et numéros de 2013
Hatcher Eddie – The political prisoners in North Carlina, 1995 (A)
Hotline Newsletter, sur le Bangladesh de 1998 à 2013 (A)

I

Ici et maintenant sur Belleville (2013)
Illegal immigrants, brochure sur la défense des immigrants en France (A)
Immigrants (To the), Venomous, USA (A)
Intervention Communiste numéros dépareillés de 2010 à 2014
Inventaire, note d'entretien, mai 2014
IRL 27, incitation à la violence, 1979

J

Jakilea/Le Témoin, nos 95 à 111, (2010-2014)
Jusqu'ici, nos 1 et 2 (2010)
Justice and Peace Newsletter, Human Rights in China, 1995 (A)

K

KSL, 2012 à 2014) (A)
Kurz Robert, *No revolution* (2012) (A)

L

L S E, sur le mouvement de grève à la London School of Economics, 2 brochures (A)
Labour (Asian) Update de 1996 à 1998 (A)
Labour Focus on Eastern Europe, 1981, (A)
Lecercle J.P., Radicalités 2010 ou la middle radicalité
Liaisons sociales, l'exception française, 1997
Louart B., Wondrous Machines and fabulous laboratory, le retour du mythe de l'automatisation, 2012 (F)

M

Manières de voir n° 95, Les droites au pouvoir
Maryland (The) Freedom Union, Mike Flug (A)
Maelstrom, 2014 (F)
Mauvaises intentions, mai 2008
Meur (Le) ou la faillite de l'écologie, août 2013 (André Dréan)

N

N'autre école 2011-2012
Nada sinon rien, octobre 2004

O

Oiseau Tempête n° 6 hiver 1999-2000
Où va la France, ce que nous voulons, 1972, supplément à la Cause du Peuple

P

Pannekoek, *Le Syndicalisme* (ADEL)
Pannekoek, *Lénine Philosophe* (photocopie de Spartacus)
Papiers (des) pour tous n^{os} 1 et 2, 1996
Parti Communiste d'Espagne n^{os} 11,13,14 1979 (E)
Partisan, numéros divers de 2014
People (The) n° 8, 2004 (A)
Peuples en marche (2002)
PLPL n^{os} 1, 2, 3, 6 (2000-2001)
Polonia, Colegamenti, 1980 (I)
Portes Richard, The Polish Crisis, Western economic, policy options, 1981 (A)
Pourquoi l'union des groupes autonomes libertaires parisiens, UGALP, 1970
Power in American Society, Jim Jacobs (A)
Précarités (Les) n^{os} 4 à 12, dossier CPE, 2006
Primopiano, journal de la D P du Piémont, 1987, (I).
Prison à la maison, juillet 2009
Programme Communiste n° 102, février 2014
Prolétaire (Le) 2013-2014
Provoque (La), 2012

Q

Quetel Claude – Murs, livre, 2012
Que faire aujourd'hui n° 8, Solidarnosc, 1980

R

Red Collective (2006) (A)
Regroupement Communiste n^{os} 45, 46, 47, 2014
Routes sucrées, 2014 (A)
Russian Labour Review, n° 4,1994 (A)

S

Samizdat 82, brochure sur Solidarnosc
Simon Henri, *Le 25 juin 1976 en Pologne* (1977)
Simon Henri *The railways strike, France 1986-1987*, Echanges (A)
Socialisme (sous le drapeau du) juin-août 1981
Socialist (The) Republic n° 1, 1974 (A)
Socialist (The) standard (1981) (A)
Solidarity supplément sur Solidarnosc 1983, (A)
Solidarité active avec les compagnons incarcérés (2007)
Solidarité avec Solidarnosc n° 3, 1983
Solidarnosc , 1982 (A)
Sorting out the national post strike, 1988 (A)
Sortir du nucléaire, numéros de 2013-2014
Sterling, écolo-social, feuille d'info, n° 2, 1998 (F)
Sud Education, 2013-2014

T

T'okup n° 87, 2012
Tarik Ben Hallaj, *Adresse à mes frères et sœurs algériens,* 1997
Temps Maudits n° 19, 2004
Trente-trois jours, trente-quatre nuits, sur l'occupation de Renalt-Billancourt vue par la CGT (1968)

U

Uprising and class struggle in Egypt, 2011 (A)

W

Wagner Helmut, *L'Anarchie et la révolution espagnole* (ADEL)
Wildcat n° 9 sur l'Afrique du Sud (A)
Workers' voice n° 1,1980 (A)
Workers Vanguard n° 857, 2005 (A)

D'autres matériaux sont disponibles à Echanges et peuvent être joints à toute demande ou envoyés séparément:
– sur papier : brochure de présentation contenant une liste de publications anciennes ; index des articles parus du n° 1 au n° 133 ; anciens numéros dépareillés d'*Informations Correspondance Ouvrières*, d'*Echanges*, de *Dans le Monde une classe en lutte*, de la brochure d'ICO sur mai 68, envoyés contre remboursement des frais postaux.
– sur CD, la collection complète d'*ICO*, d'*Echanges* et de *Dans le Monde*...

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE. (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaires (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org

ÉCHANGES N° 148 — Eté 2014